

Rapport de la présidence suédoise du Forum mondial sur la Migration et le Développement 2013-2014

Libérer le potentiel de la migration pour un développement inclusif



Rapport de la présidence suédoise du Forum mondial sur la migration et le développement 2013-2014. Établi par les bureaux du gouvernement de la Suède en octobre 2014. Imprimé par Elanders.

Pour plus d'informations, veuillez contacter l'Unité de soutien du FMMD : supportunit@gfmd.org

Table des matières

Avant-propos de l'Ambassadrice Eva Åkerman Börje, Présidence suédoise	2
Avant-propos de M. Peter Sutherland, Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies Pour la migration internationale	4
Résumé	6
1. Introduction	13
2. Processus préparatoire	17
2.1 Préparation de la présidence suédoise	17
2.2 Les réunions de la Troïka, du Groupe de pilotage et des Amis du Forum	20
2.3 Préparations des tables rondes	21
2.4 Renforcement de la Plate-forme pour les partenariats et création d'une base de données des politiques et pratiques	27
2.5 Coopération avec les différentes parties prenantes	28
2.6 Engagement et participation aux réunions et processus internationaux en tant que présidence du FMMD	31
2.7 Engagement national en Suède pendant la présidence	35
3. Conférence du FMMD	39
3.1 Séance plénière d'ouverture	40
3.2 L'Espace commun	42
3.3 Réunion des gouvernements	47
3.4 Manifestations parallèles	72
4. Journées de la Société civile du FMMD	77
5. Réflexions de clôture et voie à suivre	81
<i>Annexe I Programme de la réunion du Forum du FMMD</i>	88
<i>Annexe II Programme des manifestations parallèles</i>	93
<i>Annexe III Programme des Journées de la société civile</i>	95
<i>Annexe IV Membres des équipes gouvernementales et coprésidences</i>	101
<i>Annexe V Recommandations et actions de suivi possibles issues des Tables rondes du FMMD 2013-2014</i>	102
<i>Annexe VI Lettre au Secrétaire général des Nations Unies</i>	109
<i>Annexe VII Termes de référence du Groupe de pilotage</i>	111
<i>Annexe VIII Remerciements, contributions financières au budget 2013-2014 du FMMD</i>	113
<i>Annexe IX Rapport financier final</i>	114

Avant-propos de l'Ambassadrice Eva Åkerman Börje



J'ai le plaisir de vous présenter le rapport de la présidence suédoise du Forum mondial sur la migration et le développement (FMMD) qui comprend les travaux préparatoires et la réunion du Forum qui s'est tenue à Stockholm du 14 au 16 mai 2014. J'adresse mes plus sincères remerciements à la Troïka, au Groupe de pilotage et aux Amis du Forum pour avoir fait confiance à la Suède pour présider le Forum mondial à un moment essentiel de son histoire et pour leur solide soutien. Bien des choses ont été accomplies par l'ensemble d'entre nous grâce à notre étroite collaboration pendant la présidence suédoise :

gouvernements et organisations internationales en partenariat avec la société civile. Collectivement, nous avons été capables d'entamer une nouvelle phase du Forum mondial ce qui était le but que nous nous étions fixés il y a plus de 18 mois. Les progrès accomplis ont été possibles uniquement grâce aux efforts dédiés de toutes les parties impliquées. De nombreuses organisations et personnes méritent des remerciements tout particuliers.

J'aimerais commencer par remercier la Troïka qui a été d'une valeur inestimable pour la présidence suédoise. Sans son appui et ses conseils, les travaux n'auraient pas pu progresser comme ils l'ont fait.

Une grande reconnaissance va également à tous les gouvernements qui ont contribué par leur active participation et leur soutien financier au processus. Nombre d'entre vous ont apporté un appui régulier qui est très important pour le FMMD. Le FMMD n'est pas un processus onéreux ; néanmoins, le processus ne serait pas en mesure de se poursuivre sans la généreuse assistance financière des États participants. La Suède souhaiterait également adresser sa sincère reconnaissance aux gouvernements de l'Australie, de la Belgique, du Canada, des Émirats arabes unis, de l'Espagne, des États-Unis d'Amérique, de la France, de l'Inde, d'Israël, du Mexique, de la Norvège, des Pays-Bas, de la Principauté du Liechtenstein, du Royaume-Uni, de la Suisse et de la Turquie pour leurs contributions financières.

Une personne mérite une reconnaissance toute particulière : le Représentant spécial des Nations Unies pour les migrations internationales et le développement, Peter Sutherland. Sa direction précise et son appui sans relâche ont contribué et continuent à contribuer à faire du Forum le succès qu'il est. Il a été d'une valeur inestimable pour la présidence suédoise et pour moi personnellement.

Nous avons également bénéficié de l'assistance opportune de l'Unité de soutien. Avec une main d'œuvre limitée, l'Unité a apporté une assistance considérable dans l'organisation de toutes les réunions, la création et l'élaboration de la base de données des politiques et pratiques, assurant le suivi de l'administration, de la communication et toutes les autres formes de soutien dont nous avons besoin pour mener à bien notre présidence.

De nombreuses organisations internationales, en particulier le Groupe mondial sur la migration ainsi qu'un certain nombre de ses institutions membres, ont apporté un solide soutien par le biais de contributions substantielles aux tables rondes ainsi qu'aux réunions thématiques. Sans leur engagement et leur contribution, nous n'aurions pas bénéficié des données reposant sur des faits qui ont abouti à une coopération aussi fructueuse. L'Organisation internationale pour les migrations, en sa qualité d'hôte de l'Unité de soutien du FMMD, mérite une mention toute particulière pour son travail de grande valeur.

Le rôle de la Commission internationale catholique pour les migrations, en coordonnant le processus de la société civile 2013-2014 et en organisant avec succès les Journées de la société civile, a été essentiel dans le renforcement de notre message d'un partenariat plus étroit avec les acteurs non gouvernementaux. M. John Bingham a fortement contribué à la réussite de notre coopération avec la société civile. J'aimerais également adresser ma gratitude à notre partenaire local de la société civile, Caritas Suède, et en particulier à George Joseph pour l'important travail accompli dans l'engagement de la société civile suédoise.

En Suède, de nombreux acteurs ont été impliqués au sein de notre présidence. Je suis profondément reconnaissante des prises de décision adoptées par les ministres et l'implication et la contribution des collègues des différents ministères, en Suède et dans le monde entier, dans nos ambassades et représentations, ainsi que pour le soutien apporté par plusieurs organismes gouvernementaux.

Enfin, je souhaiterais saisir cette occasion pour souhaiter bonne chance et tout le succès possible à la Turquie en tant que nouveau président du Forum mondial. Je suis convaincue que la présidence turque veillera à ce que le FMMD reste pertinent pour les pays bénéficiant d'expériences migratoires différentes et se trouvant à différents stades de développement, en tant que plate-forme de dialogue constructif.

Je me sens privilégiée d'avoir œuvré en faveur d'une question aussi utile et urgente avec vous tous.

Eva Åkerman Börje

Ambassadrice, présidence suédoise du FMMD

Avant-propos de M. Peter Sutherland, Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour les migrations internationales



La Suède a été indispensable à la création et à la subsistance du Forum mondial sur la migration et le développement (FFMD).

Depuis 1990 au moins, la Suède a joué un rôle fondamental dans la transformation de la migration en définissant un ordre du jour politique international, en travaillant diligemment pour établir un consensus mondial en faveur de l'action et en servant d'exemple par ses politiques intelligentes et à visage humain au niveau national. Puis, en 2006, la Suède a joué un rôle pivot en créant le Forum mondial qui vise à garantir que le potentiel positif de la migration internationale soit pleinement réalisé.

C'est pourquoi il était à la fois approprié et heureux que la Suède assure la présidence du FMMD pendant une période aussi essentielle. Après une série de six forums réussis, en Belgique, aux Philippines, en Grèce, au Mexique, en Suisse et à Maurice, la présidence suédoise a été prolongé à 18 mois afin de permettre aux pays de se concentrer également sur le Dialogue de haut niveau des Nations Unies (UN HLD) sur la migration internationale et le développement qui s'est tenu dans la ville de New York en octobre 2013.

La Suède a utilisé cette période pour apporter d'énormes avantages. Elle a institué des fondations plus profondes et plus durables au Forum en proposant des moyens de consolider sa gouvernance, de rendre son fonctionnement plus professionnel et de garantir son financement. Elle a déployé un processus délibératif systématique qui a impliqué 48 gouvernements pendant une année entière afin de préparer le 7^e Forum à Stockholm. Enfin, elle a permis d'amplifier les contributions de la société civile au FMMD en consacrant une journée complète à l'Espace commun.

Mais la Suède ne s'est pas contentée de consolider le Forum en tant que processus, elle l'a également développé pour qu'il engendre un résultat concret essentiel : pour explorer pourquoi et comment la migration devrait faire partie du Programme d'action pour le développement des Nations Unies pour l'après-2015. Ce thème était présent en filigrane dans l'impeccable FMMD de cinq jours qui a attiré au total plus de 140 États membres des Nations Unies et près d'un millier de délégués.

Tout aussi important, la Suède a contribué à l'extraordinaire succès du deuxième Dialogue de haut niveau des Nations Unies qui a abouti à une déclaration sur la migration et le développement qui a cristallisé un plan d'action partagé par l'intégralité de la communauté internationale.

Un consensus aussi retentissant, construit autour d'un ensemble d'objectifs concrets, n'aurait pas été possible avant l'avènement du FMMD.

Le Forum a créé un espace sûr dans lequel les parties prenantes du monde entier peuvent se rassembler, apprendre, délibérer et promouvoir la coopération, loin des perturbations destructrices des politiques nationales. Il est tout particulièrement remarquable que le Forum ait fleuri au cœur et à la suite de la crise financière mondiale et tandis que l'extrémisme connaît une forte croissance dans de nombreuses régions du monde.

Le FMMD nous a permis d'examiner soigneusement les faits et de délibérer sur les solutions pratiques à apporter aux défis et opportunités de la migration internationale. Il a permis aux États d'établir une compréhension commune de la migration et de clairement constater que bon nombre des politiques que nous devons mener ne sont pas celles qui dressent les États les uns contre les autres ou celles qui opposent les intérêts des migrants aux intérêts des États. Il s'agit essentiellement de politiques qui éliminent les mauvais acteurs, les recruteurs avides, les trafiquants vénaux, les populistes qui incitent au racisme et les employeurs sans scrupules. Cela a permis à son tour aux parties prenantes de la présidence d'accepter un ensemble de priorités pour agir.

Le Forum entre maintenant dans une nouvelle période passionnante et est confié pour l'année à venir à la Turquie, un pays dont la grande expérience à la fois de l'émigration et de l'immigration, ainsi que des actions humanitaires, apportera de nouvelles dimensions essentielles au FMMD et au débat mondial sur la migration.

Tandis que nous continuons à aller de l'avant, nous devons toujours nous souvenir que le Forum ne constitue pas une fin en soi. Enfin, il sera jugé très simplement, par sa capacité à rendre la migration internationale plus sûre pour les migrants et plus fructueuses pour eux, pour leurs pays d'origine et pour les nouvelles communautés dans lesquelles ils s'établissent.

Peter D. Sutherland

Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unis (RSSG) pour les migrations internationales

Résumé

Avec une histoire marquée par un engagement actif dans la coopération mondiale pour la migration et le développement, c'était avec un grand enthousiasme que la Suède a assuré la présidence du Forum mondial sur la migration et le développement (FMMD). Le Ministre des Migrations et de la Politique d'asile, M. Tobias Billström, et la Ministre de la Coopération internationale pour le développement, Mme Hillevi Engström¹³, ont assumé la responsabilité conjointe de la présidence, qui impliquait une approche gouvernementale intégrale visant à promouvoir une cohérence dans le domaine de la migration et du développement. Un secrétariat dévoué, dont le personnel était composé d'experts en politique nationale, a été institué sous la direction d'un ambassadeur nommé par le gouvernement de la Suède.

Le calendrier de la présidence en a fait une occasion unique de faire entrer le processus dans une seconde phase, en s'appuyant sur les avancées progressives du Forum et ses réalisations depuis 2007. Après une évaluation de deux ans du FMMD, la présidence suédoise a agi sur la base de recommandations concrètes en vue d'améliorer le fonctionnement du processus. Comme la présidence coïncidait avec le deuxième Dialogue de haut niveau des Nations Unies sur les migrations internationales et le développement ainsi qu'avec l'élaboration du programme de développement pour l'après-2015, le FMMD s'est engagé dans ces processus afin d'améliorer son impact sur la migration mondiale et le programme de développement.

Dans le cadre des efforts déployés pour renforcer le FMMD, un poids supplémentaire a été accordé au processus préparatoire où se manifestent l'implication du gouvernement et son engagement et où l'ensemble des échanges politiques se déroulent. Le présent rapport rend ainsi compte non seulement de la Conférence du FMMD à la fin de la présidence, mais également du processus préparatoire et des progrès accomplis au cours des 18 mois de la présidence.

Trois principaux objectifs avaient été fixés pour la présidence : un Forum plus *axé sur le développement*, plus *dynamique* et plus *durable*.

Un Forum plus axé sur le développement

L'objectif consistant à renforcer la dimension du développement du Forum figurait dans le thème prédominant de la présidence suédoise : *Libérer le potentiel de la migration pour un développement inclusif*. En résumé, cela signifiait d'explorer comment des politiques plus cohérentes et innovantes en matière de migration et de développement peuvent améliorer les contributions positives de la migration au développement économique et social inclusif. En termes plus concrets, cela

¹³ Lorsque la Suède a pris la présidence, Mme Gunilla Carlsson était Ministre de la Coopération internationale pour le développement. Mme Hillevi Engström a occupé ces fonctions en septembre 2013.

signifiait de structurer les travaux préparatoires ainsi que la conclusion de la conférence du FMMD autour de trois vastes thèmes de tables rondes, décomposées en deux tables rondes pour chacun des thèmes énoncés ci-dessous :

Thème de la table ronde (TR) 1 : Intégrer la migration aux programmes de développement mondiaux, régionaux et nationaux

- TR 1.1 : Mettre en œuvre l'intégration et la cohérence dans les politiques de migration et de développement
- TR1.2: Encadrement de la migration pour les OMD et pour le Programme de développement des Nations Unies pour l'après-2015

Thème de la table ronde (TR) 2 : La migration en tant que facteur facilitant le développement économique inclusif

- TR2.1: Accentuer les incidences de la migration de travail et de la mobilité circulaire sur le développement par le biais d'une adéquation plus systématique entre marché du travail et compétences
- TR 2.2 : Faciliter les incidences positives sur le développement de l'implication de la diaspora dans les transferts de compétences, les investissements et le commerce entre les pays de résidence et d'origine

Thème de la table ronde (TR) 3 : La migration en tant que facteur facilitant le développement social inclusif

- TR3.1: Permettre aux migrants, à leurs foyers et leurs communautés d'accéder à l'autonomie pour une protection améliorée des droits et des résultats du développement social
- TR3.2: Transferts financiers et sociaux des migrants (transferts d'actifs) et leurs effets sur la santé et l'éducation

Un Forum plus dynamique

S'agissant de l'objectif visant à rendre le Forum plus dynamique, la Suède a cherché à renforcer l'implication des États et leur appropriation du Forum et à mieux toucher les autres parties prenantes comme le Groupe mondial sur la migration (GMG), la société civile et le secteur privé. Un certain nombre d'initiatives ont été entreprises pour améliorer l'implication des gouvernements et leur appropriation du processus : établir des mandats clairs pour les équipes gouvernementales, en constituant chaque table ronde dans une phase précoce du processus ; établir des réseaux d'experts pour chaque équipe gouvernementale ; mener une étude et héberger un débat en ligne structuré autour des priorités thématiques des tables rondes; enfin, tenir des réunions thématiques directement liées aux thèmes débattus dans ces tables rondes. Cela signifiait que l'expertise des capitales était injectée dans le dialogue, avec pour conséquence, une contribution plus substantielle et des débats de tables rondes plus fondés sur des faits.

La présidence suédoise a encouragé l'implication continue du Groupe mondial sur la migration dans le processus du FMMD, y compris les réunions thématiques, les préparations des tables rondes, la Plate-forme pour les partenariats ainsi que le suivi volontaire des résultats du FMMD. Les exemples de ce soutien observés pendant la présidence suédoise comprenaient, sans pour autant s'y limiter, la mise à disposition de données et d'expertise, des documents de travail, des intervenants, des exemples d'activités de projets et une assistance en matière d'identification des pays forts d'exemples et d'expériences politiques pertinents. Suite à la recommandation du Dialogue de haut niveau des Nations Unies de 2013, des réunions ont eu lieu régulièrement entre le RSSG Sutherland, le directeur du Groupe mondial sur la migration et la Troïka du FMMD.

La présidence a assuré une étroite coordination avec la société civile, en particulier avec le Coordinateur mondial de la société civile, la Commission internationale catholique pour les migrations (CICM) et le point focal de la société civile du FMMD, Caritas Suède. Des efforts supplémentaires ont été déployés afin de solliciter la contribution des réseaux de diaspora et des groupes de jeunes. La présidence a exploré et développé un format destiné à impliquer le secteur privé.

Pendant la présidence, plusieurs démarches ont été entreprises pour améliorer le fonctionnement des mécanismes régissant le FMMD et les structures de soutien de ce dernier. De nouveaux termes de référence pour la Troïka, le Groupe de pilotage et les Amis du Forum ont été adoptés à la Conférence du Forum à Stockholm. La capacité de l'Unité de soutien a été renforcée.

Un Forum plus durable

Un Forum plus *durable* consistait à créer les conditions d'un processus à long terme bénéficiant d'un plus large impact sur les programmes politiques mondiaux, régionaux et nationaux. Un nouveau cadre de financement à long terme et un format de programme de travail pluriannuel ont été développés. La présidence à venir devra mettre en œuvre ce cadre financier et poursuivre la mise à jour du programme de travail pluriannuel en coopération avec la Troïka. Ensemble, ces outils augmenteront la transparence, la prévisibilité et faciliteront les travaux des présidences à venir. Afin d'accentuer l'incidence du FMMD sur le programme mondial de migration et de développement, conformément à la vision présentée dans le Rapport d'évaluation, des efforts ont été également déployés pour partager les connaissances accumulées du FMMD avec la communauté internationale élargie. La création de la *Base de données des politiques et pratiques du FMMD* permet à de plus vastes groupes de parties prenantes d'accéder aux connaissances et bonnes pratiques accumulées.

La Conférence du GFMD

La présidence s'est achevée par la Conférence du FMMD qui s'est déroulée à Stockholm du 14 au 16 mai 2014. Près de 800 participants de 140 pays, 30 organisations internationales et quelque 250 représentants d'organisations de la société civile ont assisté à la Conférence. La Conférence du Forum a été inaugurée par d'éminents intervenants, dont Son Altesse Royale la princesse héritière Victoria de Suède, le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon et le Premier ministre de la Suède, M. Fredrik Reinfeldt. En outre, les deux ministres responsables, M. Tobias Billström, Ministre des Migrations et de la Politique d'asile et Mme Hillevi Engström, Ministre de la Coopération internationale pour le développement ont fait des déclarations de bienvenues, M. Mevlüt Çavuşoğlu, Ministre des affaires de l'Union européenne de la République de Turquie a fait part de certaines priorités pour la future présidence turque du FMMD et Mme Michele LeVoy, présidente des Journées de la Société civile du FMMD, a rendu compte des résultats des Journées de la société civile.

La séance d'inauguration a été suivie par la séance de l'Espace commun qui était présidée par le RSSG Sutherland et qui a rassemblé des représentants des gouvernements, des organisations internationales et de la société civile. L'Espace commun comprend trois séances de groupe sur les thèmes des tables rondes des réunions gouvernementales et des Journées de la société civile.

La réunion des gouvernements comportait six tables rondes portant sur les trois vastes thèmes énoncés ci-dessus. *Dans le thème de la table ronde n° 1 : Intégrer la migration dans les programmes de développement mondiaux, régionaux et nationaux*, l'importance de l'intégration du développement dans la planification a été soulignée et il s'est dégagé un consensus autour du fait que l'inclusion de la migration et des migrants dans le programme de développement pour l'après-2015 constituerait un élan important pour renforcer la cohérence des politiques entre la migration et le développement en vue de protéger les droits des migrants. Des recommandations à cet effet ont été communiquées au Secrétaire général des Nations Unies. *Le thème de la table ronde 2 : la migration en tant que facteur facilitant le développement économique inclusif* visait à faire progresser la réflexion sur la migration de travail en se concentrant sur une meilleure adéquation des compétences ainsi que sur le rôle de la diaspora dans la promotion du commerce et des investissements. *Le thème de la table ronde 3 : la migration en tant que facteur facilitant le développement social inclusif* examinait l'autonomisation des migrants et les transferts sociaux et financiers volontaires. Une attention particulière a été accordée à l'accès des migrants aux secteurs de la santé et de l'éducation et à leurs contributions en la matière.

À la session spéciale sur l'Avenir du Forum, le travail qui a été mené pour améliorer le FMMD en tant que processus a été approuvé et les États participants ont soulevé des questions de fond qu'ils souhaiteraient voir aborder dans les futurs débats. La séance de la Plate-forme pour les partenariats a donné l'occasion aux délégations choisies de montrer comment les différentes modalités de la plate-forme peuvent être utilisées par les politiciens. La nécessité de présenter davantage de faits pour étayer l'élaboration des politiques de migration et de développement et l'importance de la collecte plus systématique d'informations ont été soulignées, comme dans le partenariat entre le KNOMAD et le FMMD. Une séance spéciale a également été consacrée à l'amélioration de la coopération entre le FMMD et le système des Nations Unies, présidée par le RSSG Sutherland. Pendant cette séance, la Troïka du FMMD et le Groupe mondial sur la migration ont fait part de leur volonté de travailler en partenariat plus étroit, tout en conservant la nature du FMMD, dirigé par des États.

Manifestations parallèles

Un certain nombre de manifestations parallèles se sont déroulées pendant la Conférence du FMMD, organisées par des gouvernements et des organisations internationales. Celles-ci comprenaient un déjeuner du secteur privé ; une manifestation du Groupe mondial sur la migration consacrée à la jeunesse et à la migration ; un déjeuner de haut niveau sur la migration dans le cadre du programme de développement pour l'après-2015 ; une manifestation à huis clos entre l'OCDE/la Commission européenne et les pays participants au projet sur les interrelations entre

les politiques publiques, la migration et le développement; une manifestation organisée par la Suisse sur l'initiative Nansen sur les déplacements transfrontaliers dans le contexte de catastrophes; une manifestation organisée par les États-Unis sur les migrants dans les pays en crise et une manifestation organisée par la Banque mondiale/KNOMAD sur les données en matière de transferts.

Les Journées de la société civile du FMMD

Les Journées de la société civile du FMMD se sont déroulées sur deux jours précédant immédiatement la Conférence du FMMD. Elles ont rassemblé quelque 250 participants, issus de différents acteurs de la société civile et un certain nombre de participants provenant de gouvernements. Ils se sont engagés dans des débats de tables rondes étroitement liés aux thèmes des tables rondes de la présidence suédoise.

Réflexions de clôture et voie à suivre

Le rapport s'achève sur des réflexions sur les réalisations, les enseignements tirés et les défis qu'il reste à relever. Ceux-ci sont regroupés autour des trois domaines de concentration de la présidence : un Forum plus axé sur le développement, plus dynamique et plus durable. Une attention particulière est également accordée à certains enseignements tirés de l'organisation de la présidence suédoise et de la Conférence du Forum à Stockholm. Il conclut en établissant que grâce aux efforts communs des gouvernements et des organisations internationales, en partenariat avec la société civile, le FMMD est devenu une plate-forme plus efficace pour la coopération mondiale sur la migration et le développement.



Photos provenant du processus préparatoire. Photos des bureaux gouvernementaux de Suède

1. Introduction

La Suède jouit d'une longue histoire d'engagement actif dans la coopération mondiale en matière de migration et de développement; c'était l'un des premiers pays à co-présider la Commission mondiale sur les migrations internationales et elle est membre du Groupe de pilotage du FMMD depuis sa création. Cet engagement repose sur deux principales sources politiques nationales. La première est la politique migratoire en place de la Suède qui identifie le développement comme un but explicite. L'objectif de la politique migratoire de la Suède est de garantir une politique migratoire durable qui sauvegarde le droit d'asile et, dans le cadre d'une migration réglementée, facilite la mobilité transfrontalière, encourage une migration du travail motivée par la demande, exploite et prend en compte les effets de la migration sur le développement et approfondit la coopération européenne et internationale. Le deuxième élément est la politique de la Suède en faveur du développement mondial qui établit que la cohérence politique est essentielle pour atteindre l'objectif consistant à contribuer à un développement mondial équitable et durable. La politique désigne la migration comme l'un des six domaines politiques prioritaires et reconnaît que les migrants ont aujourd'hui de plus grandes opportunités que jamais de contribuer au développement.

La Suède considère que le FMMD a grandement contribué aux débats politiques mondiaux, régionaux et nationaux consacrés à la migration et au développement. Le Forum a fourni un espace collégial dans lequel les gouvernements partagent régulièrement leurs expériences dans le domaine de la migration et du développement. Grâce au caractère non contraignant et informel de ce processus mené par les États, le FMMD a facilité des discussions exhaustives et franches sur les bonnes pratiques - politiques, programmes et projets. Il a inspiré des initiatives et des réformes ainsi qu'une coopération et des partenariats. Le Forum a contribué à développer la confiance entre les États et les parties prenantes, en leur permettant de traiter certaines questions sensibles de manière constructive. Quant aux résultats concrets du FMMD, parmi ces derniers figurent les bonnes pratiques en matière d'accords de travail bilatéraux ; des points de référence, un suivi, des systèmes de concession de licences pour les recruteurs et autres intermédiaires; le partage de cadres juridiques qui permettent la mobilité et la circulation des compétences; enfin, le partage des pratiques qui facilitent les investissements productifs et les dépenses en matière de santé et d'éducation par le biais des transferts de fonds, entre autres choses. D'une année à l'autre, le FMMD a débattu avec succès et de manière plus approfondie de thèmes sélectionnés et en a identifié de nouveaux.

Grâce à son solide engagement dans les travaux du FMMD, la Suède s'est employée à relever les défis de la présidence du Forum mondial. Elle s'est appuyée sur les progrès accomplis et s'est fixée comme but de lancer une nouvelle

seconde phase du Forum. La Suède a assuré la présidence à un moment particulièrement intéressant. Une évaluation de deux ans entamée sous la présidence suisse et finalisée par la présidence mauricienne a fourni un ensemble de recommandations concrètes pour la future évolution du Forum et une orientation stratégique. C'était également une importante période pour le débat mondial sur la migration et le développement d'une manière plus globale, avec la tenue du deuxième Dialogue de haut niveau des Nations Unies sur les migrations internationales et le développement en octobre 2013 et l'élaboration en cours du programme de développement pour l'après-2015¹⁴. La Suède a saisi cette occasion pour rendre le travail du FMMD encore plus pertinent et améliorer le profil de la migration dans le programme de développement mondial. S'appuyant sur ses principaux documents politiques, la présidence suédoise a adopté des objectifs de développement comme point de départ et a cherché à déterminer comment la cohérence politique dans le domaine de la migration et du développement pouvait améliorer les incidences de la migration sur le développement économique et social. En bref, la Suède a vu cela comme une occasion unique de fixer les principales priorités et de renforcer la dimension du développement de la migration ainsi que le lien avec ce dernier.

Le présent rapport établit un résumé de la présidence suédoise du FMMD du 1 janvier 2013 au 30 juin 2014. En tant que tel, il couvre les phases préparatoires où l'essentiel du travail a été accompli ainsi que la Conférence du Forum qui a eu lieu du 14 au 16 mai à Stockholm. Le rapport met ainsi plus l'accent sur le FMMD en tant que processus que les précédents rapports du FMMD. Il indique ainsi que le FMMD n'est pas une réunion qui a lieu une fois par an, mais bien un processus annuel.

¹⁴ Le programme de développement pour l'après-2015 contiendra un certain nombre d'objectifs de développement durable qui succéderont aux Objectifs du Millénaire pour le développement quand ceux-ci prendront fin en 2015.



Photos du processus préparatoire. Photo: Bureaux du gouvernement de la Suède.

2. Processus préparatoire

2.1 Préparation de la présidence suédoise

2.1.1 L'organisation suédoise

Le ministre des Migrations et de la Politique d'asile, M. Tobias Billström (Ministère de la Justice) et le ministre de la Coopération internationale pour le développement, Mme Hillevi Engström¹⁵ (Ministère des Affaires étrangères) ont assumé la responsabilité conjointe de la présidence suédoise. Une ambassadrice, Mme Eva Åkerman Börje, a été nommée pour diriger la présidence et le secrétariat de la présidence suédoise du FMMD. Le Secrétariat a été établi dans les bureaux du gouvernement et doté d'experts nommés au niveau national pour servir de hauts conseillers politiques. Ce modèle a été choisi en vue d'améliorer la responsabilité nationale du processus et de renforcer les priorités de la présidence, plutôt que de s'en remettre aux pratiques précédentes qui consistaient à engager des conseillers internationaux au rôle important dans le groupe de travail de la présidence. La présidence, y compris le Secrétariat suédois, a été cofinancée à raison de 50 % chacun par le Ministère de la Justice et le Ministère des Affaires étrangères, démontrant ainsi la direction conjointe exercée par les deux ministères et ministres ainsi que l'ensemble de l'approche gouvernementale destinée à améliorer la cohérence politique.

2.1.2 Programme et priorités de la présidence suédoise : document de réflexion du FMMD 2013-2014

Les priorités de la présidence suédoise ont été établies dans un document de réflexion¹⁶. Ce document de réflexion a été approuvé par les Amis du Forum en mai 2013, après un large processus consultatif impliquant la Troïka du FMMD, le Groupe de pilotage et les Amis du Forum (y compris des observations de la société civile formulées par le biais du coordinateur mondial des Journées de la société civile, la Commission internationale catholique pour les migrations (CICM).

Le document de réflexion décrivait le thème global de la présidence suédoise : *Libérer le potentiel de la migration pour un développement inclusif*. Cela a non seulement classé la migration comme un facteur fondamental facilitant le développement, mais également indiqué que des politiques cohérentes et une

¹⁵ Lorsque la Suède a pris la présidence, Mme Gunilla Carlsson était Ministre de la Coopération internationale pour le développement. Mme Hillevi Engström a occupé ces fonctions en septembre 2013.

¹⁶ Le document de réflexion est disponible à :

http://www.gfmd.org/files/documents/gfmd_sweden2013-2014_concept_paper.pdf

coopération internationale étaient essentielles et la clé pour libérer ce potentiel. Trois objectifs de renforcement mutuel ont été établis : un Forum plus axé sur le *développement*, plus *dynamique* et plus *durable*.

Ces trois objectifs ont tous trouvé un mandat fort dans les recommandations du rapport d'évaluation.

S'agissant de la dimension du *développement* du Forum, des efforts ont été déployés pour faire passer le dialogue d'une approche axée sur la migration à une approche prenant en compte les objectifs de développement comme point de départ; à savoir comment la migration peut contribuer à un développement économique et social inclusif pour les migrants eux-mêmes ainsi que leurs familles et les pays d'origine et de destination. Des efforts conscients ont également été déployés pour impliquer plus d'acteurs du développement dans le Forum.

En rendant le Forum plus *dynamique*, la présidence a cherché à renforcer l'implication des États et leur appropriation du processus, par le biais, par exemple, d'une implication accrue d'experts provenant de bureaux et organismes gouvernementaux et elle s'est efforcée de mieux toucher les autres parties prenantes comme le Groupe mondial sur la migration (GMG), la société civile et le secteur privé. La présidence a également entrepris d'élaborer des mécanismes de gouvernance du processus, y compris de nouveaux mandats pour la Troïka, le Groupe de pilotage et les Amis du Forum, ainsi que de renforcer la capacité de l'Unité de soutien. En veillant à ce que les connaissances accumulées et les bonnes pratiques soient plus largement partagées et mises en œuvre, on espérait que le FMMD aurait une incidence plus importante sur le programme mondial de développement et de migration.

Quant au fait de rendre le Forum plus *durable*, la présidence a cherché à rendre le processus plus stable et prévisible grâce à la mise en place d'un cadre de financement et d'un programme de travail pluriannuels.

Sur le fond, trois thèmes de tables rondes ont été convenus, chacun contenant deux tables rondes distinctes. Les trois thèmes, les tables rondes et les réunions thématiques y relatives sont représentées dans le schéma ci-dessous.

Les thèmes ont été choisis dans le but de renforcer la dimension du développement du Forum ainsi que les débats et résultats découlant des tables rondes du FMMD ayant eu lieu entre 2007 et 2012 et afin qu'ils soient reliés et se renforcent mutuellement.

Aperçu des priorités thématiques

Libérer le potentiel de la migration pour un développement inclusif

**Thème de la
TR 1 :
Intégrer la
migration
dans les
programmes de
développement
mondiaux,
régionaux et
nationaux**

TR 1.1 Mettre en œuvre l'intégration et la cohérence dans les politiques de migration et de développement

TR 1.2 Encadrement de la migration pour les OMD et pour le Programme de développement des Nations Unies pour l'après-2015

Réunion thématique 1
Mettre en œuvre l'intégration et la cohérence dans les politiques de migration et de développement dans le programme de développement des Nations Unies pour l'après-2015

**Thème de la
TR 2 : La
migration en
tant que facteur
facilitant le
développement
économique
inclusif**

TR 2.1. Accentuer les incidences de la migration de travail et de la mobilité circulaire sur le développement par le biais d'une adéquation plus systématique entre marché du travail et compétences

TR 2.2 Faciliter les incidences positives sur le développement de l'implication de la diaspora dans les transferts de compétences, les investissements et le commerce entre les pays de résidence et d'origine

Réunion thématique 2
Recrutement, migration de travail et diaspora :
Améliorer les complémentarités du marché du travail et les résultats du développement économique

**Thème de la
TR 3 : La
migration en
tant que facteur
facilitant le
développement
social inclusif**

TR 3.1 Favoriser l'autonomisation des migrants, de leurs foyers et leurs communautés pour une protection améliorée des droits et des résultats de développement social

TR 3.2 : Transferts financiers et sociaux des migrants (transferts d'actifs) et leurs effets sur la santé et l'éducation

Réunion thématique 3
La migration en tant que facteur facilitant le développement social inclusif Améliorer l'autonomisation des migrants et les transferts volontaires d'actifs économiques et sociaux

2.1.3 Lancement en Suède et à New York

Pour lancer la présidence de la Suède, le gouvernement a organisé un séminaire d'une demi-journée à Stockholm le 31 janvier 2013. Parmi les intervenants, il y avait le Ministre suédois pour les Migrations et la politique d'asile, M. Tobias Billström, le Secrétaire d'Etat auprès du Ministère de la Coopération internationale pour le développement, Mme Sofia Strand, et le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour les migrations internationales, M. Peter Sutherland.

L'objet de ce lancement était de diffuser des informations sur le FMMD et la présidence suédoise, notamment les priorités et le programme suédois pour informer des politiques suédoises existantes sur la migration et le développement. Le lancement visait également à sensibiliser les acteurs suédois sur la présidence suédoise et à inspirer un engagement et des activités nationales dans le cadre du lien entre migration et développement.

Cette manifestation d'une demi-journée a réuni plus de 130 participants représentant les bureaux gouvernementaux de la Suède, les autorités suédoises concernées, la société civile et le secteur privé, des organisations internationales et des représentants d'ambassades à Stockholm ainsi que les médias.

Un lancement plus restreint de la présidence du FMMD s'est également tenu à New York pour toucher les missions permanentes et les institutions spécialisées des Nations Unies à New York et leur transmettre des informations sur la présidence suédoise et ses priorités. Le Ministre Billström a pris la parole lors de l'inauguration. La manifestation de New York était considérée comme particulièrement importante en raison du Dialogue de haut niveau des Nations Unies de 2013 et la nécessité de sensibiliser à l'importance d'inclure les migrations dans le programme de développement pour l'après-2015 parmi les acteurs à New York qui seraient plus directement impliqués dans l'élaboration de ce programme.

2.2 Les réunions de la Troïka, du Groupe de pilotage et des Amis du Forum

Au cours des 18 mois de présidence, la Suède a convoqué cinq séries de réunions à Genève avec la Troïka du FMMD, le Groupe de pilotage et les Amis du Forum en février, mai, septembre et novembre 2013 ainsi qu'en mars 2014.

S'inspirant des conclusions du rapport d'évaluation, la présidence suédoise aspirait à éviter les doublons de travaux et à encourager une utilité maximale ainsi que les complémentarités entre les activités de la Troïka, du Groupe de pilotage et des Amis du Forum. La présidence suédoise a axé les discussions au sein de la Troïka et du GP sur les problèmes liés au processus et sur l'amélioration des méthodes de travail du FMMD. Ces réunions ont rencontré une forte

participation et généré des analyses stratégiques du fonctionnement actuel et à venir du processus.

Des efforts ont été déployés pour accroître l'accent mis sur les débats de fond dans les réunions des Amis du Forum. Les réunions ont rassemblé en moyenne 120 à 150 délégués d'environ 80 pays et 20 observateurs du FMMD par réunion. Compte tenu du fait que les réunions étaient planifiées consécutivement aux réunions préparatoires, les délégués venus des capitales bénéficiant d'un financement pouvaient assister aux réunions des Amis du Forum. À partir des contributions accordées au FMMD, la présidence suédoise a été en mesure d'offrir une assistance financière à quelque 20 à 25 participants de pays à faible revenu pour chaque série de réunions.

2.3 Préparations des tables rondes

La Suède a mis un accent considérable sur les travaux effectués pendant le processus préparatoire au sein du FMMD et la priorité a par conséquent été accordée à l'amélioration de l'appropriation du processus par les gouvernements, de l'engagement et des échanges dans le cadre de la préparation des tables rondes. Un nouveau format pour les débats de fond a été élaboré. *Des équipes gouvernementales* ont été constituées pour chaque table ronde à un stade précoce du processus. Des réseaux d'experts ont été définis et reliés à chaque équipe gouvernementale. Une enquête structurée autour des priorités thématiques de 6 tables rondes a été menée. Un débat en ligne a été mené, relié aux 6 tables rondes thématiques et à la table ronde des entreprises, permettant à d'autres acteurs que les représentants des gouvernements d'orienter les préparations. Les réunions thématiques se sont tenues en établissant des liens directs avec les thèmes débattus dans le cadre de ces tables rondes. Au total, ces initiatives ont généré une meilleure appropriation des gouvernements et l'expertise des capitales a été insufflée dans le dialogue. En renforçant l'implication et en encourageant une contribution plus substantielle, le terrain a été préparé pour des débats de tables rondes plus fondés sur des faits.

2.3.1 Les équipes gouvernementales

La constitution des équipes gouvernementales a démarré en mai 2013. Comme par le passé, chaque équipe gouvernementale a été coprésidée par 2-3 gouvernements, représentant différents points de vue sur la migration et différentes phases de développement. Ces co-présidences ont dirigé les réunions préparatoires qui ont eu lieu à Genève, en lien direct avec les autres réunions régulières du FMMD. Un coordinateur dédié du Secrétariat suédois a été nommé pour appuyer les travaux de chaque équipe gouvernementale, y compris la rédaction des documents de travail. Il y a eu au total quatre réunions préparatoires au sein de chaque équipe gouvernementale, qui ont permis des débats de fond et le partage d'expériences et d'expertise tout au

long de l'année. Ces équipes gouvernementales ont réuni en moyenne 16 gouvernements et 10 organisations internationales. Au total, 48 pays et 18 organisations observatrices étaient activement impliqués dans les préparatifs d'une ou plusieurs équipes gouvernementales. Un rapporteur a été choisi parmi chaque équipe gouvernementale pour animer leurs tables rondes respectives à la Conférence du FMMD. L'Unité de soutien a assuré la prise de notes pour toutes les réunions préparatoires.

2.3.2 Réseaux d'experts

Concernant l'ambition de la présidence suédoise d'améliorer l'implication fondée sur les faits ainsi que l'engagement des gouvernements et la participation aux équipes gouvernementales, un réseau d'experts du FMMD a été constitué pour chacune de ces équipes. Il a été demandé aux membres des gouvernements de chaque équipe gouvernementale de recenser les experts des capitales et les praticiens. En outre, les experts volontaires sélectionnés parmi les observateurs du FMMD (membres du Groupe mondial sur la migration et autres organisations internationales et régionales) et des universités, y compris parmi les réseaux régionaux et mondiaux existants, ont été mobilisés en fonction des besoins de chaque équipe gouvernementale. L'ambition était que la charge des contributions substantielles fournies soit partagée de manière plus équitable entre les membres des équipes et que les missions soient sans frais pour le processus du FMMD. D'une part, cela a apporté quelques exemples politiques supplémentaires, mais ceux-ci étaient inégalement partagés entre les différentes équipes gouvernementales. D'autre part, dans certains cas, certains des experts les plus actifs étaient déjà membres d'équipes gouvernementales, ce qui signifiait que les impliquer dans un réseau d'experts plutôt qu'en tant que membres d'une équipe gouvernementale augmentait la charge administrative de la présidence. Cela a également engendré des attentes de la part de certains experts qui ne faisaient pas partie d'équipes gouvernementales d'être plus impliqués dans le travail de ces équipes.

2.3.3 L'enquête du FMMD

Pour promouvoir un processus du FMMD davantage fondé sur des faits et appuyer les préparatifs des tables rondes du FMMD, une enquête a été menée parmi les points focaux du FMMD des gouvernements et des observateurs. Cette enquête visait à déterminer l'intérêt de participer à une table ronde, partager des politiques, des pratiques et expériences liées aux priorités thématiques de la présidence et de recenser les experts des capitales. 48 gouvernements ont participé à l'enquête¹⁷ qui était structurée autour des priorités thématiques des six tables rondes du FMMD 2013-2014. En tant que tel, le rapport final de l'enquête a fourni un aperçu succinct des politiques et des pratiques des gouvernements du FMMD à l'appui des travaux préparatoires de chaque table ronde du FMMD. Les

¹⁷ Le rapport final du FMMD 2013-2014 de l'enquête thématique est disponible à : http://www.gfmd.org/files/documents/gfmd_sweden2013-2014_thematic_survey_report.pdf.

réponses ont révélé une sensibilisation accrue à la migration en tant que question transversale; 38 des 48 entités ayant répondu ont signalé avoir un mécanisme d'intégration de la migration dans leur programme de développement et/ou accroître la coordination horizontale au sein de leur gouvernement et tous, sauf neuf pays, ont déclaré avoir intégré la migration dans leurs plans de développement nationaux, des enquêtes réalisées auprès des ménages ou dans la coopération avec d'autres pays. Voici certaines conclusions remarquables :

- si la plupart des pays ont des politiques ou des mécanismes pour protéger les immigrants, ils sont légèrement moins nombreux à avoir des politiques conçues pour protéger les émigrants et encore moins nombreux à disposer de politiques qui visent les familles restées au pays ;
- la plupart des pays ont affirmé que leurs gouvernements s'appuyaient régulièrement sur les contributions des migrants dans un certain nombre de domaines clés pour le développement, cependant un nombre restreint de pays seulement a répondu qu'ils surveillaient régulièrement l'impact de la migration sur le développement;
- seuls, neuf pays de l'échantillon interrogé ont indiqué avoir établi des partenariats avec les employeurs dans le domaine de la migration du travail, même si la vaste majorité s'appuie sur des accords bilatéraux pour combler ces lacunes dans les secteurs clés;
- tous sauf huit pays ont signalé une certaine forme de politique systématique pour faciliter les transferts de connaissances et de compétences de la part de leurs ressortissants à l'étranger. En outre, de nombreux pays de destination effectuent d'importantes contributions pour faciliter les transferts transfrontaliers qui bénéficient aux pays d'origine des migrants. Cependant, très peu de pays à haut revenu disposent de mécanismes en place pour maintenir les liens avec *leurs* ressortissants à l'étranger.

Les politiques partagées ont alimenté les débats préparatoires au sein des équipes gouvernementales et ont été par la suite téléchargées dans la Base de données des pratiques et politiques du FMMD¹⁸.

¹⁸ [Http://www.gfmd.org/pfp/ppd](http://www.gfmd.org/pfp/ppd)

2.3.4 Discussion en ligne

Afin d'améliorer les activités de sensibilisation, d'ouvrir le FMMD aux contributions d'un plus grand nombre de parties prenantes et d'améliorer la génération de connaissances du FMMD, une discussion en ligne d'un mois (février 2014) a été initiée sur les thèmes des tables rondes. Ces discussions devaient également rapprocher les processus préparatoires engagés au sein du Forum des gouvernements et des Journées de la société civile, en offrant un espace virtuel d'échanges et d'interactions en amont de la Conférence du FMMD. Cette initiative a réuni au total 33 commentaires émanant de fonctionnaires, de représentants de la société civile et de particuliers. Étant donné que les commentaires étaient essentiellement des interventions indépendantes sur les thèmes, il s'est avéré difficile de les consolider et il était difficile de savoir si ces contributions étaient consultées et prises en considération par les équipes gouvernementales. C'est pourquoi il n'est pas certain que les discussions en ligne aient contribué aux documents de travail et aux débats des réunions comme cela avait été initialement envisagé.

2.3.5 Réunions thématiques

La présidence suédoise a organisé trois *réunions thématiques* régulières et une spécifiquement consacrée à l'implication du secteur privé dans le dialogue (cf. « Coopération avec le secteur privé » ci-après pour plus d'informations) afin de préparer et de soutenir les travaux des équipes gouvernementales et les préparations de la Conférence du FMMD en mai 2014. Ces réunions ont été conçues pour faire avancer les débats de fond et préparer le terrain pour les débats des table ronde plus fondés sur des faits. Si les préparatifs substantiels des réunions thématiques étaient dirigés par le Secrétariat de la présidence, la présidence suédoise a invité deux gouvernements à la fois à co-organiser chaque réunion thématique. L'Unité de soutien du FMMD a appuyé l'organisation générale de chaque réunion, y compris l'assistance financière des experts installés dans les capitales, qui ont agi en tant qu'intervenants ou effectué des interventions depuis l'auditoire afin de faire part de leurs expériences nationales sur les thèmes débattus. Les documents de travail, les dossiers thématiques et intervenants ont été fournis par le Groupe mondial sur la migration (GMG), ses organismes membres ainsi que par des groupes de réflexion et des universités indépendantes.

Les réunions thématiques ont été ouvertes à tous les États participants et observateurs du FMMD. Chaque réunion a rassemblé environ 150 participants, dont des fonctionnaires, des organisations internationales et des représentants invités de la société civile. Afin d'encourager une participation mondiale, ces réunions thématiques ont été organisées à Genève consécutivement aux réunions régulières du Groupe de pilotage et des Amis du Forum (AdF). La participation de quelque 25 experts des capitales de pays à faible revenu à chaque réunion a été possible grâce au généreux financement des États participants au FMMD. Les trois réunions

thématiques se sont tenues dans un esprit constructif et d'une manière participative et ont contribué à améliorer davantage et renforcer la dimension politique du FMMD. Rendre les réunions thématiques directement pertinentes pour les tables rondes s'est révélé très fructueux. En partageant des exemples politiques concrets, ces réunions ont facilité la contribution aux documents de travail des tables rondes et inspiré les recommandations issues de ces dernières. Les politiques et pratiques échangées lors des réunions thématiques ont également été téléchargées dans la Base de données des politiques et pratiques¹⁹ et pourraient ainsi potentiellement inciter un plus grand nombre de gouvernements à des actions pratiques.

Réunion thématique 1 : Mettre en œuvre l'intégration de la migration dans la politique de développement et intégrer la migration dans le -Programme de développement des Nations Unies pour l'après2015 (22 mai 2013).²⁰

Cette réunion thématique était convoquée conjointement par les gouvernements de la Suisse et du Bangladesh. M. Mordasini, Directeur général adjoint de la Direction du développement et de la coopération suisse, a fait part de l'expérience positive de la Suisse en matière de promotion et de mise en œuvre de la cohérence politique en matière de migration et de développement. L'Ambassadeur Abdul Hannan, représentant permanent du Bangladesh auprès des Nations Unies à Genève a raconté comment le Bangladesh a intégré la migration dans la planification de son développement national, les transferts de fonds constituant la plus importante source d'apports financiers externes dans le pays. Parmi les autres intervenants, il y avait des représentants des gouvernements du Ghana, de la Thaïlande et des Philippines ainsi que le RSSG Sutherland, l'OIM et le PNUD. Pour résumer, la réunion a exploré les modalités d'inclusion de la migration dans le Programme de développement de l'après-2015 ainsi que les expériences nationales et enseignements tirés de la mise en œuvre de l'intégration de la migration dans les analyses clés et la planification du développement. Cela comprenait comment profiter de la migration pour obtenir des résultats en matière de développement dans des secteurs spécifiques et ce que cela pourrait impliquer pour le Programme de développement de l'après-2015. Un document de travail a été élaboré par le PNUD et l'OIM avec une contribution d'un certain nombre d'agences du Groupe mondial sur la migration²¹. Des notes de travail distinctes ont également été fournies par l'OIT²², l'OHCHR²³ et l'UNICEF²⁴.

¹⁹ <http://www.gfmd.org/pfp/ppd>

²⁰ Le rapport de la réunion thématique est disponible à : http://www.gfmd.org/files/documents/gfmd_swe-den2013-2014_thematic_meeting1_summary_report.pdf

²¹ Le projet de document de travail est disponible à :

http://www.gfmd.org/files/documents/gfmd_swe-den2013-2014_thematic_meeting1_discussion_paper.pdf.

²² Les notes de travail de l'OIT sont disponibles à : http://www.gfmd.org/files/documents/Background_Note_ILO_Contribution_of_labour_migration_to_the_Development_Agenda.pdf.

Réunion thématique 2 : Recrutement, migration de travail et diaspora : Améliorer les complémentarités du marché du travail et les résultats du développement économique (11 septembre 2013)²⁵.

Cette réunion thématique a été co-organisée par les gouvernements du Maroc, représenté par M. Abdelouahed Souhail, Ministre de l'Emploi et de la formation professionnelle, et des Pays-Bas, représenté par l'Ambassadeur Roderick van Schreven, représentant permanent des Pays-Bas auprès des Nations Unies à Genève. Les intervenants comprenaient des représentants des gouvernements du Canada, de l'Éthiopie, du Mali et des Émirats arabes unis ainsi que du BIT, de l'OIM et de l'OCDE. La réunion cherchait à identifier les mécanismes et les mesures grâce auxquels la migration de travail et les formes circulaires de mobilité, l'esprit d'entreprise des diasporas et les investissements peuvent conduire à des résultats de développement économique plus inclusifs pour les migrants, les employeurs et les communautés, à la fois des pays d'origine et de destination. La réunion a établi que les complémentarités du marché international du travail pourraient être améliorées par le biais de systèmes efficaces d'adéquation de la main d'œuvre et des flux transfrontaliers des compétences, par exemple en améliorant la reconnaissance mutuelle des compétences et la validation des qualifications étrangères ainsi qu'en répondant aux abus, à l'exploitation et à la désinformation exercées par les intermédiaires comme les recruteurs. S'agissant des entrepreneurs et des investisseurs de la diaspora, les gouvernements ont été encouragés à s'employer plus activement à les impliquer. Un large éventail d'instruments politiques a été mentionné, notamment pour faciliter le retour temporaire des ressortissants nationaux qualifiés, l'émission d'obligations de la diaspora ainsi que la promotion d'instruments de placement collectifs, l'accès aux crédits et aux prêts, les incitations fiscales et la portabilité des compétences. L'importance du soutien accordé à la diaspora à l'étranger a également été soulignée pour promouvoir et protéger leurs droits. Un document de travail a été préparé par l'Institut des politiques migratoires en consultation avec la présidence suédoise du FMMD²⁶.

²³ Les notes de travail de l'OHCHR sont disponibles à : http://www.gfmd.org/files/documents/Background_Note_OHCHR_migration%2C_development_and_human_rights.pdf.

²⁴ Les notes de travail de l'UNICEF sont disponibles à : http://www.gfmd.org/files/documents/Migration_Mainstreaming_Education_and_Health-Draft2c-UNICEF-DPS_20May2013.pdf.

²⁵ Le rapport de la réunion thématique 2 est disponible à : http://www.gfmd.org/files/documents/gfmd_sweden2013-2014_thematic_meeting2_summary_report.pdf

²⁶ Le document de travail est disponible à :

http://www.gfmd.org/files/documents/gfmd_sweden2013-2014_thematic_meeting2_background_paper.pdf

Réunion thématique 3 : La migration en tant que facteur facilitant le développement social inclusif : améliorer l'autonomisation des migrants et les transferts volontaires d'actifs économiques et sociaux (20 novembre 2013)²⁷.

Cette réunion thématique a été co-organisée par les gouvernements de la Grèce et du Salvador. Elle étudiait à la fois comment la migration et les migrants peuvent contribuer et obtenir un accès aux résultats du développement social dans les secteurs de la santé et de l'éducation. M. Angelos Syrigos, Secrétaire général de la cohésion sociale et de la population, au Directeurat général pour les politiques migratoires et l'intégration sociale, du Ministère de l'intérieur de la Grèce a fait part des pratiques visant à autonomiser les migrants et à minimiser les coûts sociaux et humains de la migration. Mme Ada Abrego, Directrice générale de la migration et du développement, au sein du Ministère pour les Salvadoriens vivant à l'étranger, a décrit l'incidence positive de la migration sur la santé et l'éducation, tout en soulignant dans le même temps certains défis rencontrés. Les intervenants comprenaient des représentants du Kenya, du Pakistan, du Royaume-Uni, des États-Unis, de l'OIM, de l'UNICEF et de la Banque mondiale ainsi que de la diaspora et du monde universitaire. Les orateurs ont mentionné des exemples de fuite des cerveaux et de gains de cerveaux. En termes d'amélioration de l'autonomisation des migrants et de l'accès à la santé et à l'éducation, les exemples de pratiques cités comprenaient des accords régionaux pour garantir les droits des travailleurs migrants; l'octroi de la double nationalité ; la gestion de missions à l'étranger pour fournir des informations et des services de référence aux migrants à l'étranger ainsi que l'implication des autorités dans les pays de destination dans la protection des droits des migrants ; l'élargissement de l'accès aux services des migrants, y compris ceux ayant un statut irrégulier; l'octroi de bourses pour couvrir les frais des étudiants migrants. S'agissant du renforcement de l'impact des contributions volontaires aux secteurs de la santé et de l'éducation par les migrants, les exemples politiques comprenaient l'encouragement des retours temporaires des professionnels de santé et de l'éducation ainsi que le volontariat à l'étranger ; des formations à durée fixe permettant la migration circulaire et le développement de compétences parmi les professionnels de la santé ; l'implication de la diaspora, y compris par des groupements thématiques pour encourager le soutien aux efforts de développement nationaux et les investissements dans ce domaine, par exemple dans les secteurs de la santé et de l'éducation. Un document de travail a été élaboré par le Groupe mondial sur la migration,²⁸ accompagné d'une annexe fournie par l'UNICEF²⁹.

²⁷ Le rapport de la réunion thématique 3 est disponible à :

http://www.gfmd.org/files/documents/gfmd_swe-den2013-2014_thematic_meeting3_summary_report.pdf

²⁸ Le document de travail et le dossier thématique du GMG n° 3 : la migration en tant que facteur facilitant le développement social inclusif est disponible à : http://www.gfmd.org/files/documents/GMG-Issues-Brief-No-3_Migration-as-an-enabler-for-inclusive-social-development.pdf

²⁹ http://www.gfmd.org/files/documents/GMG-Issues-Brief-No-3_Annex_Full-Input_UNICEF_Remittances.pdf

2.4. Consolidation de la Plate-forme pour les partenariats et création de la Base de données des politiques et pratiques

L'évaluation du FMMD de 2012 avait confirmé le potentiel de la Plate-forme pour les partenariats³⁰ dans le renforcement de l'incidence du Forum sur le programme mondial sur la migration et le développement en faisant du FMMD un processus reposant plus sur des faits, plus dynamique et plus durable. La présidence suédoise a reconnu que si les fondements avaient été jetés, des travaux supplémentaires s'imposaient pour continuer à développer le fonctionnement et l'utilisation de la Plate-forme pour les partenariats et clarifier sa valeur ajoutée et son rôle pour les gouvernements, les organisations internationales et d'autres parties prenantes pertinentes afin de les impliquer. La Plate-forme pourrait devenir un mécanisme qui facilite les résultats concrets en plus des échanges d'informations et des discussions au sein des équipes gouvernementales et des tables rondes du FMMD. Elle pourrait devenir une partie plus solide et plus intégrante du processus du FMMD.

À cette fin, la présidence suédoise a travaillé en collaboration avec l'Unité de soutien du FMMD pour développer une base de données de politiques et pratiques du FMMD consultable à l'intérieur de la Plate-forme pour les partenariats en ligne, qui est intégrée dans le portail Web du FMMD. La base de données a été établie au début 2014 et sert désormais de répertoire contenant plus de 500 politiques, programmes et pratiques de migration et de développement qu'environ 180 gouvernements ont mis en place ou sont en train de mettre en œuvre, y compris ceux institués en partenariat avec d'autres parties prenantes (gouvernements, organisations internationales et société civile). La création de la base de données des politiques et pratiques a été rendue possible grâce au généreux soutien prolongé du gouvernement de la Suisse.

2.5 Coopération avec les différentes parties prenantes

2.5.1 Coopération avec le Groupe mondial sur la migration

Le Groupe mondial sur la migration et les institutions qui en sont membres ont été régulièrement invités aux réunions du FMMD en tant qu'Amis du Forum. La présidence suédoise a interagi avec les trois présidences (CESAP, pour le compte des

³⁰ La Plate-forme pour les partenariats a été créée en 2010, en tant que mécanisme visant à présenter et partager les pratiques des gouvernements dans le domaine de la migration et du développement qui sont entreprises par les gouvernements et relèvent du débat et des résultats du FMMD. Elle offre également un espace pour les acteurs du FMMD pour lancer des appels à l'action ou proposer des financements, des informations, une participation aux manifestations en lien et aux autres initiatives dirigées par les gouvernements. De plus, elle facilite la communication et les échanges, par exemple, en rendant les coordonnées de contact de pairs travaillant dans le domaine de la migration et du développement facilement accessibles.

Commissions régionales des Nations Unies pendant la première moitié de 2013, l'OIM pendant la seconde moitié de 2013 et l'OIT en 2014) pendant sa présidence. La présidence suédoise a adressé une lettre à la présidence du Groupe mondial sur la migration et à toutes les institutions qui en sont membres en indiquant que les contributions et participations des institutions et organisations du Groupe mondial sur la migration, conjointement ou séparément, en faveur du renforcement de l'incidence du FMMD sur les programmes politiques mondiaux, régionaux et nationaux, revêtaient une grande importance. La présidence a par ailleurs indiqué que la coopération et les consultations avec les institutions et organisations du Groupe mondial sur la migration avaient grandement profité au processus du FMMD grâce à la mise à disposition d'une expertise et d'un suivi volontaire des résultats et des recommandations du Forum. La présidence suédoise a ainsi encouragé l'implication continue du Groupe mondial sur la migration dans le processus du FMMD, y compris dans les réunions thématiques, les préparations des tables rondes, la Plate-forme pour les partenariats ainsi que le suivi volontaire des résultats du FMMD. Les exemples de ce soutien observés pendant la présidence suédoise comprenaient, sans pour autant s'y limiter, la mise à disposition de données et d'expertise, de documents de travail, d'intervenants, des exemples d'activités de projets et une assistance en matière d'identification des pays forts d'expériences et d'exemples politiques pertinents. Suite à la recommandation du Dialogue de haut niveau des Nations Unies de 2013 sur la migration internationale et le développement, des réunions régulières se sont tenues entre le RSSG Sutherland, la direction du Groupe mondial sur la migration et la Troïka du FMMD.

2.5.2 Coopération avec les processus consultatifs régionaux

Afin de permettre aux processus consultatifs régionaux de s'impliquer et de contribuer aux discussions du FMMD, la présidence suédoise leur a communiqué le document de réflexion. Tous les processus consultatifs et d'intégration régionaux ont été les bienvenus pour examiner le programme du FMMD dans le cadre de leur travail régulier et contribuer aux mises à jour de leurs propres activités pertinentes pour les thèmes des tables rondes du FMMD. La présidence du FMMD a également participé ou a été représentée à certaines réunions des processus consultatifs régionaux.

2.5.3 Coopération avec la société civile au niveau mondial

Dès le début, la présidence a établi des liens avec la Commission internationale catholique pour les migrations (CICM) en tant que Bureau de coordination de la société civile pour le FMMD. La CICM, à son tour, a travaillé en étroite collaboration avec le comité de pilotage de la société civile internationale qui comprenait 34 organisations de diaspora et de migrants, des syndicats, des universitaires, le secteur privé et des organisations de défense des droits et du développement de la société civile du monde entier. Comme lors des années précédentes, le comité de pilotage international a conseillé la CICM dans sa coordination du programme et de la participation de la société civile au FMMD. La présidence a sollicité les contributions de la société civile et l'a consultée sur le document de réflexion suédois étant donné qu'il avait été distribué à des fins de consultations avec les gouvernements et les autres parties prenantes. Des réunions ont été régulièrement organisées avec la CICM, conjointement aux réunions préparatoires du FMMD à Genève. En tant que coordinatrice mondiale des Journées de la société civile du Forum, la CICM a également été invitée aux réunions préparatoires des équipes gouvernementales. Les débats abordaient la question de savoir comment appuyer les efforts de collecte de fonds (engagement financier) afin de garantir que la société civile bénéficie d'occasions, comme les séances des *Amis du Forum*, pour faire appel aux gouvernements pour soutenir les processus menés par la société civile dans le cadre du FMMD. Tout au long de la présidence suédoise, la CICM et ses partenaires ont organisé des consultations régionales et thématiques avec des groupes de la société civile dans le monde entier, en quête de contributions et de retours d'informations qui ont abouti à une position commune de la société civile sur les questions essentielles de la migration et du développement, le « Plan d'action quinquennal en 8 points pour la coopération avec les États ». Ce plan a constitué la base de la participation de la société civile au Dialogue de haut niveau des Nations Unies sur la migration et le développement à New York en 2013 et le processus du FMMD qui a atteint son apogée à la Conférence de Stockholm du Forum en 2014. Tandis que la Conférence du Forum approchait, la présidence et la CICM ont coopéré sur la structure, les participants proposés, l'axe thématique et les principaux résultats de l'Espace commun qui réunissait les représentants de la société civile et des gouvernements. Des efforts délibérés ont été déployés pour intégrer le Plan d'action quinquennal pour la collaboration à l'ordre du jour de l'Espace commun et pour le relier aux débats en cours relatifs au programme de développement pour l'après-2015. Une innovation bien accueillie qui a vu le jour grâce à la présidence a été le temps supplémentaire dégagé pour cinq petits déjeuners réunissant quelque 23 dirigeants mondiaux de la société civile dans des conversations directes portant sur des questions spécifiques avec 17 gouvernements. Entre les différentes réunions du FMMD qui se sont déroulées à Genève, le point focal de la présidence de la société civile a établi des liens à la fois avec les représentants locaux (Caritas) et les représentants

internationaux (CICM), en plus du contact direct avec des groupes individuels de la société civile afin de garantir qu'une ligne de communication ouverte soit maintenue entre la présidence et la société civile au niveau mondial. La présidence a également participé à un certain nombre de manifestations de la société civile dans le monde entier, y compris plusieurs réunions organisées par des organisations de diaspora avec les représentations locales. Quand il ne lui était pas possible d'assister en personne, la présidence a enregistré des messages vidéo diffusés lors de la manifestation en question.

2.5.4 Coopération avec le secteur privé

En s'appuyant sur les recommandations du rapport d'évaluation comme point de départ, la Suède a fait du renforcement de l'implication du secteur privé dans le FMMD l'une des priorités de sa présidence ainsi que la recherche du format optimal pour y parvenir. Afin de garantir une représentation équilibrée des intérêts, la présidence a abordé la mobilité selon deux points de vue : a) de la migration du travail et b) des services pour les migrants. Des recherches documentaires menées par la présidence de concert avec le *World Economic Forum – Global Agenda Council on Migration* (Forum économique mondial – Conseil de l'agenda mondial sur la migration) (WEF-GAC sur la migration) ont identifié *la concurrence mondiale en matière de compétences* comme le principal point de convergence entre les préoccupations des entreprises et des gouvernements dans toutes les régions du monde et à tous les niveaux du développement économique pour les deux décennies à venir. Ensuite, la présidence a commandé une *étude cartographique* menée par le *Processus de la Haye sur les réfugiés et la migration* en coopération avec l'*Organisation internationale des employeurs* (OIE) axée sur les dix secteurs suivants confrontés à une pénurie de compétences : 1) les industries extractives, 2) les technologies de l'information et de la communication, 3) les services financiers, 4) le secteur bancaire, 5) la construction, 6) les soins de santé/soins aux personnes âgées, 7) les assurances, 8) le recrutement, 9) l'éducation et 10) le tourisme. L'étude cartographique du FMMD visait à a) comprendre comment les entreprises abordaient la migration et b) réfléchir à la manière dont les États et les entreprises pouvaient débattre de la migration. Les résultats préliminaires de cette étude ont été présentés en mars 2014 à la réunion thématique du FMMD consacrée à l'engagement du secteur privé et ultérieurement finalisés et communiqués sur le site Web du FMMD, en intégrant les commentaires des participants du secteur privé³¹.

³¹ L'étude cartographique est disponible à : http://www.gfmd.org/files/documents/gfmd_sweden2013-2014_the-matic_meeting4_final_report.pdf

Avec l'aide d'une équipe gouvernementale dédiée à l'engagement du secteur privé³² qui s'est régulièrement réunie dans le cadre des réunions préparatoires du FMMD, la présidence a mené une série de six tables rondes informelles sur l'accès aux compétences et aux talents en partenariat avec le WEF-GAC sur la migration, le *Conseil pour l'immigration mondiale et des participants invités du secteur privé*. La première s'est tenue à New York et coïncidait avec le deuxième Dialogue de haut niveau des Nations Unies en octobre 2013. Une deuxième table ronde spécifiquement consacrée aux technologies de l'information et de la communication s'est tenue à Bruxelles en février 2014. Afin d'offrir au plus grand nombre de gouvernements possible l'occasion de participer à une table ronde des entreprises, la réunion thématique de Genève de mars 2014 comprenait quatre discussions de tables rondes supplémentaires consacrés aux secteurs suivants : 1) les industries extractives, 2) le recrutement éthique, 3) les services financiers et 4) les besoins émergents. Au total, six tables rondes qui se sont déroulées pendant la présidence suédoise ont traité des perspectives et sollicité des observations de *l'ensemble des dix* secteurs pré-recensés. Ces secteurs ont été choisis afin de prendre en compte les intérêts à la fois des pays d'origine et des pays de destination; la protection des droits et des opportunités des migrants; les services qui ont besoin des travailleurs migrants à tous les niveaux de compétences et les services destinés aux migrants; les préoccupations des États et des entreprises en ce qui concerne la concurrence mondiale en matière de compétences ainsi que les besoins projetés.

2.6 Engagement et participation aux réunions et processus internationaux en tant que présidence du FMMD

Pendant la présidence suédoise, deux processus/réunions particulièrement importants ont eu lieu, à savoir le deuxième Dialogue de haut niveau des Nations Unies et le processus en cours qui définit les objectifs de développement durable du programme de développement pour l'après-2015.

2.6.1 Le Dialogue de haut niveau sur la migration internationale et le développement

Comme le deuxième Dialogue de haut niveau des Nations Unies a eu lieu pendant la présidence suédoise du FMMD, le processus du FMMD a facilité la préparation des parties prenantes à cette importante réunion. Comme proposé dans le rapport d'évaluation du FMMD, une *Mémoire thématique* a été développée afin d'être soumise au Dialogue de haut niveau des Nations Unies³³. La présidence, en consultation avec les précédentes présidences et la présidence à venir du FMMD, a

³² Équipe gouvernementale de la table ronde sur l'engagement du secteur privé : Australie, Canada, Pays-Bas, Turquie, États-Unis, Moldavie, Maroc.

³³ La mémoire thématique complète est disponible à : <http://www.gfmd.org/files/documents/gfmd-thematic-recollection-2007-2012.pdf>

développé cette Mémoire thématique qui était également ouverte aux contributions du Groupe de pilotage et des Amis du Forum. Cette mémoire, qui présentait les résultats du FMMD depuis le précédent Dialogue de haut niveau des Nations Unies (2006), a été soumise au Secrétaire générale des Nations Unies³⁴ par la présidence du FMMD. Au nom du FMMD, M. Tobias Billström, Ministre des Migrations et de la politique d'asile a fait une déclaration sur la base de la Mémoire thématique lors de l'inauguration du Dialogue de haut niveau des Nations Unies³⁵.

La Mémoire thématique établissait que le FMMD avait développé la confiance et aidé à façonner le débat mondial sur la migration et le développement et que c'était le plus important résultat concret dans le domaine de la migration et du développement ayant résulté du précédent Dialogue de haut niveau des Nations Unies de 2006. Cette Mémoire soulignait par ailleurs la grande pertinence des travaux du FMMD en concluant que le Forum avait généré d'importants progrès dans les domaines suivants : *les stratégies destinées à minimiser les coûts/optimiser le développement humain ; la migration et la mobilité ; les diasporas, les transferts de fonds, les stratégies visant à résoudre le problème de la migration irrégulière et à favoriser la migration régulière ; les droits des migrants ; la cohérence politique et l'intégration ; les données et les recherches, la gouvernance de la migration et la coordination du dialogue et la société civile et le secteur privé.*

Le succès du Dialogue de haut niveau des Nations Unies, dont l'adoption d'une Déclaration, a témoigné de la confiance qui s'était développée dans le domaine de la migration et du développement, confiance que le Secrétaire général des Nations Unies a en grande partie attribué au FMMD. En effet, le FMMD a obtenu un soutien retentissant lors du Dialogue de haut niveau des Nations Unies, avec une Déclaration adoptée lors de la conférence³⁶ reconnaissant « *...que le Forum mondial sur la migration et le développement s'est avéré être un forum utile, tenant des débats francs et ouverts qui a contribué à développer la confiance entre les parties prenantes y participant grâce à l'échange d'expériences et de bonnes pratiques et en raison de sa nature volontaire, informelle et menée par les États* ». La Déclaration reconnaissait par ailleurs que « *le système des Nations Unies pouvait tirer parti des débats et résultats du Forum mondial sur la migration et le développement en vue d'optimiser les avantages de la migration internationale pour le développement* ».

Le Secrétaire général des Nations Unies, dans son discours d'inauguration, a chargé son Représentant spécial, M. Sutherland, de convoquer régulièrement des réunions avec le FMMD et le GMG afin de définir les priorités communes (voir la section consacrée à la séance spéciale sur l'amélioration de la coopération entre le FMMD et le système des Nations Unies pour plus d'informations sur cette question).

³⁴ <http://daccess-ds.un.org/TMP/7050728.7979126.html>

³⁵ La déclaration relative à la mémoire thématique est disponible à : http://www.gfmd.org/files/documents/GFMD%20Thematic_Recollecion_HLD%20Statement.pdf

³⁶ La déclaration du Dialogue de haut niveau des Nations Unies est disponible à : <http://daccess-ods.un.org/TMP/9500626.92165375.html>

Le FMMD a également organisé une manifestation parallèle au Dialogue de haut niveau des Nations Unies, intitulée « *Expériences partagées du Forum mondial pour la migration et le développement 2007-2013* », conjointement convoquée par les gouvernements de la Suède et des Philippines. Toutes les précédentes présidences du FMMD ainsi que celle à venir étaient représentées dans le groupe d'intervenants et le RSSG Sutherland a prononcé un discours. La réunion avait pour objet de réfléchir sur les connaissances et les recommandations engendrées par le FMMD depuis sa création en 2007.

2.6.2 Implication du FMMD dans le processus relatif au programme de développement pour l'après-2015

Intégrer la migration dans le programme de développement de l'après-2015 figurait parmi les priorités de l'ordre du jour de la présidence suédoise du FMMD. Ceci était perçu comme un moyen de favoriser une plus grande cohérence politique et d'encourager les gouvernements et les autres acteurs du développement à prévoir et s'appuyer sur les opportunités et les défis que la migration et les migrants représentent pour le développement - pour les pays de destination, d'origine et les migrants eux-mêmes. Dans ce contexte, les efforts pour inclure la migration dans le Programme de développement pour l'après-2015 étaient au cœur des ambitions visant à rendre le FMMD plus axé sur le développement parce que cela a contribué à orienter les débats sur la migration selon une approche centrée sur le développement.

À cet égard, plusieurs initiatives ont vu le jour pendant la présidence suédoise, dont la plus importante était une table ronde et une réunion thématique dédiées à l'inclusion de la migration dans le Programme de développement de l'après-2015. En outre, plusieurs autres activités se sont déroulées, notamment :

- La présidence a étroitement collaboré avec le RSSG Sutherland sur cette question et joué un rôle actif et fondateur dans un groupe de travail informel sur l'inclusion de la migration dans le Programme de développement de l'après-2015 qui se réunissait sous l'égide du RSSG.
- Le RSSG Sutherland s'est vu accorder du temps à chacune des cinq séances préparatoires du FMMD pour présenter au Forum le Programme de développement de l'après-2015 et son travail en vue de garantir l'intégration de la migration dans ce programme.
- En février 2013, un dialogue politique d'experts sur le rôle de la migration et la mobilité dans le Programme de développement pour l'après-2015 a été organisé à Stockholm par la Ministre suédoise de l'époque pour la Coopération internationale pour le développement, Mme Gunilla Carlsson, dans le cadre de son travail en tant que membre du Groupe de haut niveau

d'éminentes personnalités chargées du Programme de développement pour l'après-2015.³⁷

- Pendant la présidence suédoise du FMMD, la Suède a participé et a co-organisé un certain nombre de réunions internationales en faveur de l'inclusion de la migration dans le Programme de développement de l'après-2015, y compris des manifestations parallèles lors du Dialogue de haut niveau des Nations Unies et du groupe de travail ouvert sur les objectifs du développement durable ainsi qu'à la réunion mondiale des dirigeants sur les dynamiques des populations et la réunion mondiale des experts sur la migration et le Programme de développement de l'après-2015 qui s'est tenue par la suite et était organisée par les gouvernements du Bangladesh et de la Suisse à Dhaka, respectivement en mars 2013 et avril 2014.

2.6.3 Implication de la présidence du FMMD dans d'autres réunions internationales

En tant que présidence du FMMD, la Suède a reçu de nombreuses invitations pour participer à différentes réunions et processus internationaux. Le Ministre suédois des Migrations et de la politique d'asile, M. Tobias Billström, s'est rendu dans plusieurs pays : Afrique du Sud, Brésil, États-Unis d'Amérique, Mexique et Turquie pour discuter des travaux du FMMD et des questions connexes. La présidente, l'Ambassadrice Åkerman Börje, a participé en tant qu'intervenante à différentes réunions, telles que des manifestations organisées par le GMG, des processus consultatifs régionaux, une réunion régionale organisée par le gouvernement des Émirats arabes unis, la conférence des diasporas de l'OIM et les réunions de la KNOMAD ainsi qu'aux réunions de coordination annuelles sur les migrations internationales organisées par le Département des Nations Unies pour les affaires économiques et sociales (UN DESA). En lien avec ce dernier, la troïka du FMMD s'est également réunie chaque année avec le Secrétaire général des Nations Unies afin de présenter les mises à jour des travaux du FMMD. Ces réunions ont servi à améliorer le lien entre le FMMD et les Nations Unies à un niveau stratégique. La présidence du FMMD a également été invitée en tant que membre du Comité consultatif de l'Alliance mondiale pour le savoir sur les migrations et le développement (KNOMAD).

2.7 Engagement national en Suède pendant la présidence

Pendant la présidence suédoise, des travaux ont également été menés en Suède pour tirer parti de la présidence et renforcer davantage et élargir la coopération et la cohérence nationale de la Suède en matière de migration et développement. Afin d'atteindre les priorités de la présidence suédoise, le Secrétariat du FMMD a fixé un

³⁷ Un rapport de la réunion est disponible à : <http://www.gfmd.org/files/documents/Report-from-HLP-Expert-Policy-Dialogue-26-feb-2013.pdf>

exercice d'évaluation visant à clarifier la politique actuelle du gouvernement suédois en matière de migration et de développement. Le résultat de cet exercice a été saisi dans un document de programme³⁸, qui part des objectifs de développement pour déterminer comment la cohérence politique pourrait améliorer l'impact de la migration sur le développement économique et social.

Le Secrétariat du FMMD a travaillé en étroite collaboration avec un groupe de travail consultatif de haut niveau en Suède auquel participaient tous les ministères et administrations publiques³⁹ concernés. Suite aux travaux de ce groupe et en vue de la préparation de la Conférence du FMMD, un séminaire national s'est déroulé avec quatre ministres suédois (le Ministre des Migrations et de la politique d'asile, le Ministre de la Coopération internationale pour le développement, le Ministre de l'Emploi et le Ministre de l'Intégration) et les dirigeants de plusieurs administrations publiques en avril 2014. Le séminaire a rassemblé quelque 100 participants du gouvernement, du parlement, de la société civile, du secteur privé et des médias. Le débat était axé à la fois sur la manière dont la migration contribue au développement en Suède et sur la manière dont elle contribue au développement au niveau mondial.

À la Conférence du Forum à Stockholm, la présidence suédoise a mobilisé une vaste participation des ministères et des agences gouvernementales concernés et la Suède était représentée par différentes parties prenantes dans les différentes réunions de travail et de tables rondes.

Pendant la présidence suédoise du FMMD, il y a également eu un certain nombre d'évolutions intéressantes dans le domaine de la migration et du développement en Suède.

- Le gouvernement a chargé l'Agence suédoise pour la consommation d'établir un service d'informations reposant sur le Web qui permettra aux consommateurs de comparer les coûts des transferts de fonds depuis la Suède à destination des pays à faibles et moyens revenus. Ce service devrait être opérationnel en décembre 2014.
- En mars 2014, le gouvernement a émis un rapport à l'attention du Parlement, consacré à la migration et au développement, assurant un suivi du cadre politique de la pratique de la Suède en matière de cohérence politique pour le développement. Cette dernière définit la migration comme l'un des six enjeux présentant un fort potentiel pour le développement. Le rapport souligne quelles mesures ont été prises en Suède pour optimiser le potentiel de

³⁸ Le document du programme est disponible à :

http://www.regeringen.se/download/a0202013.pdf?major=1&minor=208405&cn=attachmentPublDuplicator_0_attachment

³⁹ Le Ministère de la Justice, le Ministère des Affaires étrangères, le Ministère de l'Emploi, le Ministère de l'Éducation et de la recherche, l'Agence suédoise de coopération internationale pour le développement, le Service suédois de la migration et l'Agence suédoise pour l'emploi.

développement de la migration dans les domaines de la migration circulaire, des transferts de fonds et des solutions durables pour les populations déplacées. Le rapport identifie également les objectifs politiques pouvant être conflictuels.

- Le gouvernement a chargé les agences nationales suédoises de statistiques et le Conseil suédois des migrations de dresser la carte des statistiques existantes et des données pertinentes en matière de migration en Suède en se concentrant sur les modèles de la migration circulaire et les transferts de fonds. La cartographie sera présentée dans un rapport au gouvernement en décembre 2014.
- En avril 2014, le gouvernement a présenté une loi au Parlement comportant des propositions concrètes dans plusieurs domaines politiques visant à faciliter la migration circulaire et à promouvoir ses effets positifs sur le développement. Ces propositions législatives découlaient du Comité parlementaire sur la migration circulaire et le développement qui avait été établi en 2009 en vue d'examiner le lien entre migration circulaire et développement et de répertorier les facteurs qui influencent les possibilités des migrants à circuler et contribuer au développement.
- En janvier 2014, la Délégation suédoise pour les études migratoires (DELM) a été instituée. La DELMI initie des recherches sur la migration visant à fournir une base pour les futures prises de décisions afin de nourrir le débat consacré à la migration. La DELMI effectuera, dans les années à venir, des recherches et des analyses dans les cinq domaines thématiques suivants : i) migration mondiale et développement, ii) démocratie, participation et valeurs iii) diversité, bien-être et légitimité, iv) travail, emploi et capital humain et v) institutions et cadres juridiques.

2.7.1 Engagement aux côtés de la société civile en Suède

La présidence du FMMD a offert au gouvernement suédois une opportunité unique d'impliquer la société civile au niveau national sur les questions relatives à la migration et au développement. Dans le cadre d'une étroite collaboration avec le point focal suédois de la société civile suédoise du FMMD, Caritas, le Secrétariat du FMMD a participé à un groupe consultatif composé de la Croix rouge suédoise, de l'Église suédoise, du Conseil des migrations, du Concord (une organisation regroupant plusieurs organisations de la société civile entretenant également des liens au niveau européen) et de la Confédération suédoise pour les employés professionnels (TCO).

Caritas et le groupe consultatif suédois de la société civile du FMMD ont organisé une série de séminaires de trois demi-journées à Stockholm,

Lulea et Göteborg en décembre 2013 et en février 2014, en partenariat avec la présidence suédoise. Ces réunions traitaient de la *migration, du développement et de l'entrepreneuriat, des droits du travail et des droits humains des migrants et de la migration et du développement durable*. La série de séminaires organisée par la société civile suédoise avec le soutien du Secrétariat du FMMD a été bien accueillie et a mis en évidence les besoins et opportunités pour un dialogue continu au niveau national sur la manière dont les défis liés à la migration au niveau international affectaient également la manière dont les migrants étaient perçus et accueillis localement.

Dans le cadre des efforts déployés pour impliquer la société civile au niveau national dans la migration et le développement, la présidence suédoise du FMMD a soutenu une initiative pilote visant à formuler un point de vue de la jeunesse exprimé pendant la séance de l'Espace commun du Forum en mai. En collaboration avec l'UNICEF, Fryshuset (un grand centre de la jeunesse en Suède) et le Conseil national des organisations suédoises pour la jeunesse, le Secrétariat du FMMD a défini un groupe de 20 jeunes gens, hommes et femmes, ayant entre 16 et 25 ans, de divers horizons socio-économiques en vue de les mobiliser sur les défis et opportunités de la migration. Les représentants du groupe ont fait part de leurs messages pendant l'Espace commun du FMMD. Le Groupe suédois de la jeunesse sur la migration et le développement a été constitué en tant qu'ONG en vue de poursuivre l'engagement avec le FMMD et de renforcer l'intérêt des jeunes pour les questions relatives aux FMMD dans chaque pays d'accueil lors de la présidence turque à venir.

En outre, la diaspora africaine de Suède, de Norvège, du Danemark et de Finlande s'est rassemblée pour constituer un groupe de travail régional sur la migration et le développement. Leur objectif consiste à identifier les acteurs existants dans les pays nordiques et à les relier par le biais du groupe de travail. L'idée était qu'une diaspora faisant mieux entendre sa voix favoriserait la légitimité des acteurs migrants en tant que « voix d'experts » sur les questions ayant un impact sur eux et leurs contributions au développement dans les pays d'origine et de destination. En même temps, le groupe de travail espère que l'implication active des migrants au sein de leurs communautés d'accueil pourra également contribuer à une vision plus équilibrée de la migration parmi les populations d'accueil et à développer une entente sur les concepts d'identité.

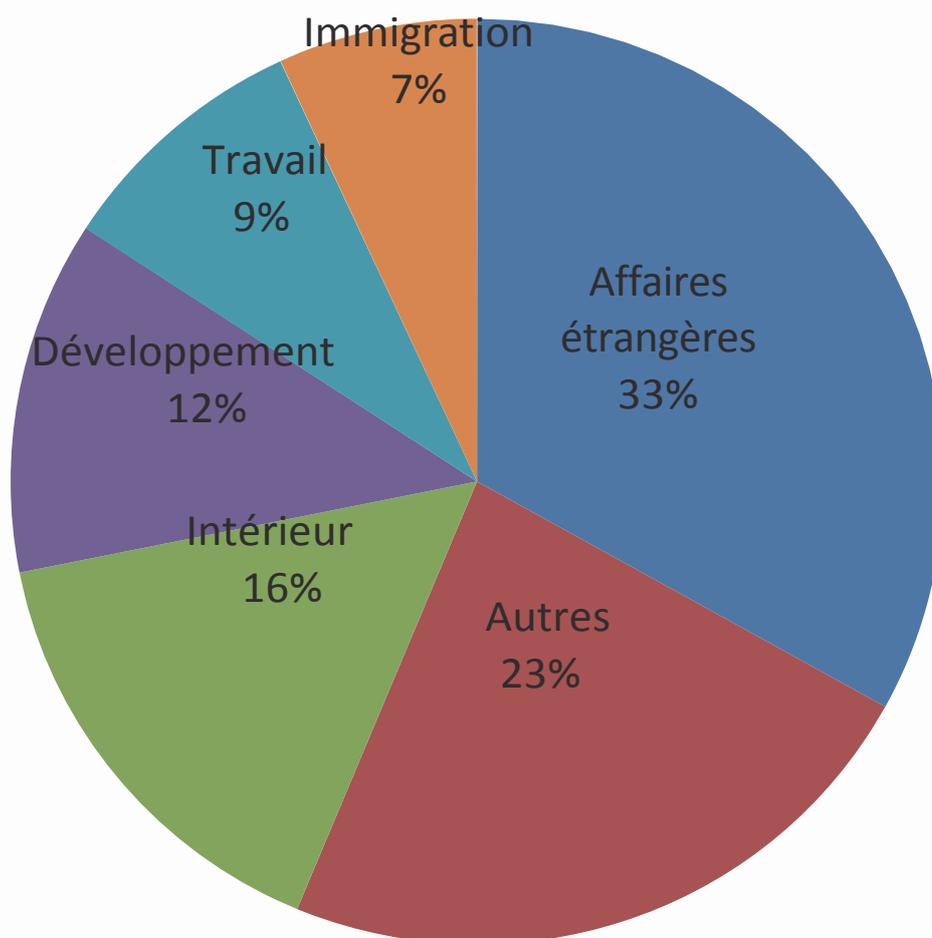


Photos du Forum du FMMD. Photo: Mikael Sjöberg

3. Conférence du FMMD

La présidence suédoise a débouché sur la Réunion du Forum qui s'est tenue à Stockholm les 14 et 16 mai 2014. Quelque 800 participants ont assisté à la séance d'ouverture de la réunion. Parmi ces participants, 550 provenaient d'environ 145 pays et 30 organisations internationales, et 250 représentaient différentes organisations de la société civile. Grâce à la généreuse contribution des donateurs du FMMD, 99 représentants de 79 pays à faible revenu ainsi qu'une quinzaine d'acteurs non gouvernementaux, qui ont joué différents rôles au cours de la réunion, ont pu participer. Un nombre record de participants provenant de capitales (355) a été enregistré ainsi qu'une augmentation significative du nombre de représentants de ministères chargés du développement.

Représentants gouvernementaux répartis par ministères ou organismes gouvernementaux



3.1 Séance plénière d'ouverture²⁸

La réunion a été ouverte par les deux ministres responsables de la présidence suédoise du FMMD, M. Tobias Billström²⁹, Ministre des Migrations et de la politique d'asile, et Mme Hillevi Engström³⁰, Ministre de la Coopération internationale pour le développement. Tous deux ont souligné le fait que le FMMD avait été largement reconnu comme un forum majeur de débats ouverts et francs ainsi que de partage d'expériences entre les pays. Le FMMD a établi un climat de confiance et a contribué au débat mondial sur les migrations et le développement. Les ministres ont par ailleurs souligné le fait que la présidence suédoise s'est employée à axer davantage le Forum mondial sur le développement et à le rendre plus durable et dynamique. Concrètement, cela signifie que des efforts ont été déployés pour renforcer l'importante contribution apportée par le Forum aux programmes de développement régionaux, nationaux et mondiaux. La Suède l'a fait en vue d'élargir le volet « développement » du Forum. Les ministres ont également mentionné l'importance de la migration dans le Programme de développement pour l'après-2015. Ils ont souligné le rôle déterminant du RSSG, Peter Sutherland, dans les processus du FMMD et le lien clé qu'il représente entre le FMMD et le système des Nations Unies.

S.A.R la Princesse héritière Victoria de Suède³¹ et le Premier ministre suédois Fredrik Reinfeldt ont prononcé les allocutions d'ouverture. Lors de son discours, S.A.R la Princesse héritière Victoria de Suède a livré un récit bouleversant sur un vieil homme qu'elle avait rencontré. Après presque vingt ans passés dans un camp de réfugiés, il conservait encore la clé de sa maison. Il rêvait d'y voir rentrer un jour ses enfants et ses petits-enfants et qu'ils puissent y vivre en paix. S.A.R la Princesse héritière Victoria de Suède a souligné l'importance de la migration pour le développement, tant au niveau de la Suède qu'au niveau mondial. La Princesse a ajouté qu'il incombait à la communauté internationale de permettre aux migrants de s'adapter à leur nouvel environnement en les accueillant avec respect et générosité, afin qu'ils puissent faire usage de leurs qualifications et de leurs capacités.

²⁸ Les discours de la séance d'ouverture et une vidéo de la séance entière sont disponibles à l'adresse suivante : <http://www.gfmd.org/docs/sweden-2013-2014>

²⁹ L'allocution de bienvenue de M. Billström est disponible à l'adresse suivante : http://www.gfmd.org/files/documents/gfmd_sweden2013_2014_speech_welcome_billstrom.pdf

³⁰ L'allocution de bienvenue de Mme Engström est disponible à l'adresse suivante : http://www.gfmd.org/files/documents/gfmd_sweden2013-2014_speech_opening_engstr%C3%B6m.pdf

³¹ L'allocution d'ouverture de S.A.R la Princesse Victoria de Suède est disponible à l'adresse suivante : <http://www.kungahuset.se/kungafamiljen/hkhkronprinsessanvictoria/tal/kronprinsessantal/hkhkronprinsessanvictorialastalvidin-vigningenavglobalforumonmigrationanddevelopment.5.3c77b02114527aa7e2616b05.html>

S.A.R la Princesse héritière a insisté sur la nécessité de bâtir un monde solidaire qui donnerait à tous un sentiment d'appartenance. Enfin, la Princesse a fait part de son désir de voir la Réunion du FMMD exercer une réelle influence sur les modes d'action visant à améliorer les conditions de migration et à en optimiser les bienfaits.

Dans son discours, le Premier ministre de Suède a insisté sur l'importance de la migration dans l'histoire de la Suède ainsi que sur la façon dont elle a modelé la société que nous connaissons aujourd'hui. Il a mis l'accent sur l'émigration massive de la Suède vers les États-Unis au début du XX^e siècle ainsi que sur l'importante immigration de la Finlande et la Turquie vers la Suède cinquante ans plus tard. Le Premier ministre a indiqué que plus récemment le débat sur la migration, tenu en Suède et en Europe, a souvent porté sur des problèmes et des enjeux. Cependant, le Premier ministre a souligné le fait que la migration offre de nombreuses possibilités et permet le développement tant au niveau national que mondial. Il a mis l'accent sur l'importance de conditions de travail égales pour tous les travailleurs et de politiques d'intégration efficaces. Le Premier ministre a conclu sur le caractère essentiel de la gestion des flux migratoires et de la coopération à l'échelle internationale.

Le Secrétaire général de l'ONU, M. Ban Ki-moon, a prononcé un discours liminaire³². Il a souligné, entre autres, l'importance de la Conférence du FMMD dans le cadre du Programme de développement pour l'après-2015. À cet égard, le Secrétaire général a insisté sur la nécessité d'intégrer les liens entre la migration et le développement dans les politiques nationales et internationales et a appelé tous les pays à rassembler leurs efforts pour créer des canaux de migration sûrs, dréguliers et ordonnés. Le Secrétaire général de l'ONU a souligné que les participants au FMMD pouvaient montrer la voie à suivre à ceux qui élaborent le Programme de développement pour l'après-2015. En outre, le Secrétaire général a appelé à renforcer la coopération et les partenariats en matière de migration à tous les niveaux, y compris entre le FMMD et le GMG ainsi qu'avec la société civile. Le Secrétaire général a reconnu que le FMMD était devenu un espace de plus en plus utile pour établir le dialogue, instaurer un climat de confiance et renforcer la coopération.

32 Le discours liminaire de Mr Ban Ki-moon est disponible à l'adresse : http://www.gfmd.org/files/documents/gfmd_sweden2013-2014_speech_unsg.pdf

33 Le programme d'action en huit points de M. Ban Ki-Moon est inclus dans le Rapport du Secrétaire général sur les migrations et le développement, A/68/190, disponible à l'adresse: <http://daccess-ods.un.org/TMP/1520449.3701458.html>

Le Secrétaire général a également apporté des précisions sur son programme d'action en huit points, qu'il a réaffirmés : protéger les droits de l'homme ; réduire les coûts de la migration ; mettre fin à l'exploitation, aider les migrants en détresse ; sensibiliser l'opinion publique ; intégrer la migration au programme de développement ; recueillir des données plus fiables ; renforcer les partenariats³³.

Le Secrétaire général a notamment souligné qu'il était essentiel que toutes les politiques migratoires soient fondées sur les droits fondamentaux de la personne humaine et a exhorté les États à ratifier et à mettre en œuvre tous les instruments et traités internationaux relatifs à la migration, au trafic et à la traite des personnes.

Le Secrétaire général a exprimé sa gratitude à son RSSG Peter Sutherland pour ses efforts acharnés et tout particulièrement pour son initiative visant à fournir des directives concrètes aux migrants bloqués dans des pays en crise.

M. Mevlüt Çavuşoğlu, Ministre des affaires européennes de la République de Turquie, a fait part des réflexions de la nouvelle présidence du FMMD de Turquie.³⁴ Il a affirmé que la migration est l'un des problèmes majeurs de notre époque et que la Turquie possède une riche expérience dont elle peut faire part en matière de migration et de développement. Le Ministre a indiqué que plus de 900 000 citoyens syriens bénéficient d'une protection temporaire en Turquie, à laquelle le pays consacre de nombreuses ressources. Il a exhorté la communauté internationale à venir en aide aux pays limitrophes de la Syrie. Le Ministre a également fait mention des récentes mesures prises en Turquie concernant la gestion des flux migratoires. Il a en outre souligné qu'une plus grande coopération était nécessaire en matière de migration et de développement et que la Turquie axerait sa présidence du FMMD sur un dialogue inclusif avec toutes les parties prenantes. Le Programme de développement pour l'après-2015 a également été cité comme priorité de la nouvelle présidence.

Mme Michèle LeVoy a présenté un rapport sur les résultats des Journées de la société civile du FMMD 2013-2014 qui se sont tenues les 12 et 13 mai 2014.³⁵ Mme LeVoy a évoqué le Plan d'action et de collaboration sur cinq ans de la Société civile et le fait que les débats avaient été axés sur l'identification des pratiques prometteuses, et sur la définition d'objectifs et d'indicateurs montrant la façon dont le progrès peut être mesuré.

³⁴Le discours du Ministre Mevlüt Çavuşoğlu est disponible à l'adresse: http://www.gfmd.org/files/documents/gfmd_sweden2013-2014_speech_turkey_cavu%C5%9Fo%C4%9Flu.pdf

³⁵ Le rapport de Mme LeVoy is disponible à l'adresse: <http://gfmdcivilsociety.org/wp-content/uploads/2014/05/GFMD-CSD-Chairs-report-2014.pdf>

Madame LeVoy a mis l'accent sur quatre domaines fondamentaux : i) les migrants en détresse ; ii) la migration de travail ; iii) les enfants dans le contexte de la migration ; et iv) l'importance des migrants et de la migration dans le Programme de développement pour l'après-2015. Mme LeVoy a souligné que les États autant que les organes des Nations Unies reconnaissent de plus en plus la société civile comme un partenaire clé dans le dialogue sur la migration et le développement. Pour finir, Mme LeVoy a insisté sur le fait que la société civile souhaite que soit mieux reconnue sa place aux côtés des gouvernements et des organisations internationales pour veiller à ce que la dignité humaine et la responsabilité constituent des pierres angulaires des politiques en matière de migration et de développement.

3.2 L'Espace commun

Doté du thème principal « Les partenariats pour réaliser le potentiel des migrants et la migration pour un développement inclusif », l'Espace commun du FMMD 2014 a permis un renforcement de la confiance et des débats francs entre les gouvernements, la société civile et les organisations internationales. Il a été présidé et ouvert en séance plénière par le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies Peter Sutherland. Celui-ci a mis en relief l'importance d'un monde uni contre la montée de la xénophobie et les politiques populistes qui érigent des barrières contre la mobilité au lieu de mettre en valeur la diversité. Il a souligné l'importance du FMMD, plateforme mondiale qui rassemble les gouvernements pour dialoguer de façon équilibrée sur le lien entre migration et développement. M. Sutherland a préconisé la protection des migrants les plus vulnérables (en référence à la Syrie et à d'autres crises humanitaires), le recrutement éthique ainsi que la réduction du coût des transferts de fonds. Il a également loué l'engagement de la société civile à s'unir autour d'une plateforme commune bien organisée et clairement articulée dans le Plan d'action et de collaboration sur cinq ans. Il a souligné l'importance de l'aide apportée par la société civile pour donner forme au Programme global migration et développement et a invité les États non seulement à participer à l'espace commun du FMMD et aux Journées de la Société civile mais aussi à être actifs le reste de l'année.

Le professeur Hans Rosling a ensuite prononcé un discours liminaire inspirant et apprécié intitulé « La démographie derrière la migration ». Lors de son exposé, il a décrit les tendances démographiques et socio-économiques actuelles. Le professeur Rosling a également rendu compte des tendances migratoires comme la migration Sud-Sud et la migration Nord-Sud.

Lors de son discours, Mme Ayşe Cihan Sultanoğlu, Administratrice adjointe et Directrice du Bureau régional pour l'Europe et la CEI du PNUD, a souligné l'importance de la migration pour le développement, tant pour les pays d'origine que pour les pays de destination. Mme Sultanoğlu a fait référence au rapport du PNUD sur la migration rendu public en 2009 (Rapport mondial sur le développement humain 2009), qui révèle que les migrants qui se déplacent des pays dont le niveau de développement est faible vers les pays les plus développés voient généralement leurs conditions s'améliorer fortement en termes de revenus, d'éducation et de mortalité infantile. L'Administratrice adjointe a en même temps souligné l'importance de regarder au-delà des statistiques. Les coûts de la migration restent élevés, en particulier pour les migrants pauvres et peu qualifiés. Mme Sultanoğlu a fait remarquer qu'il semblait y avoir un large consensus pour inclure la migration dans le Programme de développement pour l'après-2015 mais qu'il restait des divergences sur la façon de le faire. Pour conclure, l'Administratrice adjointe a ajouté que, de son point de vue, l'accent devait être mis sur le renforcement des droits des migrants et des possibilités de migration régulière pour les travailleurs peu qualifiés ainsi que sur la réduction des coûts de la documentation, du recrutement et des envois de fonds.

Ensuite, trois séances de travail concomitantes en sous-groupe ont examiné les questions de la migration dans le Programme de développement pour l'après-2015, d'une migration et d'emplois décents pour les travailleurs et de l'autonomisation des migrants pour l'inclusion sociale et le développement humain. Les animateurs de la session de l'Espace commun ont présenté les conclusions de ces sessions en séance plénière.

3.2.1 Séance de travail en sous-groupe 1 : Situer la migration et les migrants dans les programmes de développement nationaux et internationaux pour l'après-2015 - nouer des partenariats avec la communauté internationale du développement, les responsables politiques nationaux et les organisations pour le développement, les migrants et les autres organisations de la société civile

Lors de cette session, M. William Lacy Swing, Directeur général de l'OIM, et Mme Amina Mohammed, Sous-Secrétaire générale du Département des affaires économiques et sociales de l'ONU, ont ouvert cette session par une allocution. La session a été animée par M. John Bingham, responsable de l'élaboration des politiques à la Commission internationale catholique pour les migrations, et comprenait une table ronde avec M. Riaz Hamidullah, Directeur général et Ministre des affaires étrangères du gouvernement du Bangladesh, M. Ignacio Packer, Secrétaire général de Terre des Hommes et Mme Aileen Constantino-Peñas, Directrice adjointe de Athika Overseas Workers and Communities Initiative, Inc.

Les intervenants ont indiqué que le travail portant sur le Programme de développement pour l'après-2015 constitue un effort ambitieux visant à élaborer et adopter un programme de développement futur qui soit transformateur et complet. Cela demande d'atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement et d'inclure de nouveaux défis tels que la démographie qui tient compte de la migration. Les intervenants ont souligné qu'une volonté politique est nécessaire pour mettre en place des partenariats mondiaux et un cadre de responsabilisation solide. Les participants, y compris les gouvernements et les représentants de la société civile, ont reconnu la nécessité d'intégrer la migration et la planification et la coordination du développement dans le programme de développement futur.

Le débat a révélé qu'un espace permettant de cerner les éléments relatifs à la migration est né grâce aux Moyens de mise en œuvre/ partenariats mondiaux en faveur du développement durable du Groupe de travail

ouvert de l'Assemblée générale des Nations Unies sur les objectifs de développement durable. Cet espace pourrait servir à promouvoir une migration sûre, organisée et gérée de façon responsable, car la bonne gouvernance s'est avérée essentielle à l'optimisation des effets positifs de la migration sur le développement ainsi qu'à la réduction de la vulnérabilité des migrants. Les intervenants ont fait mention des recommandations de la réunion du Groupe mondial d'experts sur la migration et le Programme de développement pour l'après-2015 qui s'est tenue récemment à Dhaka (Bangladesh).³⁶

Le programme de développement futur doit considérer les migrants comme des agents de développement et leur garantir des droits et un accès à un emploi décent et à un régime de protection sociale. Les intervenants ont souligné plusieurs questions telles que la réduction du coût des transferts de fonds et du recrutement, la nécessité de mettre un terme à la violence et à la discrimination à l'égard des migrants et également à la criminalisation des migrants du fait de leur statut. Il a également été signalé que l'inégalité était un facteur clé de la migration et que cette migration devait être une possibilité et pas une nécessité.

Les intervenants ont indiqué qu'il était primordial que la société civile puisse atteindre les décideurs tant au niveau national que local, car c'est au niveau national que le futur programme de développement international sera « révélé ». Ils ont également mentionné le besoin d'adhésion large, y compris de la part des entreprises et du monde universitaire, et ont souligné l'importance de prêter attention aux migrants eux-mêmes.

3.2.2 Séance de travail en sous-groupe 2 : Mettre en place des organisations pour un travail décent, des travailleurs indépendants de la diaspora et autres organisations de la société civile

La séance a été consacrée au thème du recrutement éthique et à la mise en place d'une migration de travail et d'un accès à un emploi décent par le biais de partenariats entre les États, les entreprises, les organisations du travail, les entrepreneurs de la diaspora et d'autres organisations de la société civile.

³⁶ Le rapport de la réunion du Groupe mondial d'experts sur la migration et le Programme de développement pour l'après-2015 est disponible à l'adresse suivante : <http://www.migration4development.org/sites/m4d.emakina-eu.net/files/final-recommendations-29-april-2104.pdf>

La séance a été animée par M. Khalid Koser, Doyen universitaire et Directeur adjoint du Centre de politique de sécurité de Genève, et M. Guy Ryder, Directeur général de l'OIT, a prononcé un discours d'ouverture. Les représentants des États et de la société civile ont échangé des propos constructifs avec M. Mark Davidson, Directeur général des relations internationales et intergouvernementales à Citoyenneté et Immigration Canada, dont le point de vue était celui d'un pays de destination, et avec M. Nissanka Wijeratne, Secrétaire du Ministère de la promotion de l'emploi et du bien-être du Sri Lanka, dont le point de vue était celui d'un pays d'origine. M. Tristan Forster, Président de FSI Worldwide représentait les recruteurs et M. Frederick Muia, Conseiller principal de l'Organisation internationale des employeurs (OIE) et Mme Rosa Pavanelli, Secrétaire générale de l'Internationale des services publics (ISP) représentaient les partenaires sociaux.

Il a été reconnu que, quelle qu'en soit la raison, les migrants ou réfugiés qui arrivent dans un pays de destination finissent tôt ou tard par tenter d'obtenir une place sur le marché du travail. La plupart des participants ont reconnu que le marché du travail était bien trop anarchique. Ils ont également insisté sur le fait qu'il fallait faire le nécessaire pour que les migrants n'aient jamais à payer pour des services de recrutement. La plupart ont aussi reconnu qu'il fallait montrer aux entreprises que les méthodes de recrutement équitables pouvaient constituer un avantage concurrentiel, faisant donc du recrutement éthique une situation avantageuse pour tous. L'initiative IRIS, système d'accréditation pour les acteurs bienveillants, a été considérée comme un bon début. La société civile, l'OIT et les représentants syndicaux ont souligné la ratification de plusieurs conventions relatives aux droits des travailleurs migrants. Plusieurs États ont quant à eux souligné la nécessité de vérifier la façon dont les pays mettent en œuvre les droits des migrants. L'accent a été mis sur la responsabilité des pays, tant d'origine que de destination. Les participants ont insisté sur la nécessité de faire des droits de l'homme le fondement de la politique de migration, tout en reconnaissant que les besoins réels du marché de l'emploi devaient être au centre des dispositifs concernant l'immigration de main d'œuvre. Le secteur privé doit servir à identifier les lacunes sur le plan de l'emploi ; en équilibrant les besoins, ce secteur peut servir à améliorer la perception publique de l'immigration.

3.2.3 Séance de travail en sous-groupe 3 : Permettre l'autonomie des migrants et des communautés pour favoriser l'insertion sociale et le développement humain – établir des partenariats avec les États, les autorités locales et la société civile

Mme Ann Richard, Secrétaire d'État adjointe (États-Unis) et M. Juan José García Vásquez, Vice-Ministre des Salvadoriens de l'étranger (Le Salvador), ont partagé leurs expériences relatives à la manière de veiller à ce que les migrants aient accès aux services dont ils ont besoin. John Bongat, maire de la ville de Naga (Philippines) et Mme Charlotte Svensson, Directrice de l'Administration chargée du marché de l'emploi, Stockholm (Suède) ont donné leur point de vue en tant qu'autorités locales ; Mme Monami Maulik, Directrice exécutive de DRUM, organisation basée à New-York, et Mme Sichel'mpilo Shange-Buthane, Directrice exécutive du Consortium des réfugiés et des migrants en Afrique du Sud (CORMSA) ont partagé leurs expériences relatives à la façon dont les différents acteurs œuvrent ensemble pour que les migrants et les diasporas aient accès aux services publics qui favorisent l'insertion sociale et économique.

Le premier groupe a indiqué qu'il était important de favoriser la collaboration des autorités locales et nationales travaillant sur des questions de migration et d'intégration ainsi que d'encourager les groupes de la diaspora à soutenir ce processus. Le deuxième groupe a mis l'accent sur le soutien à l'action des migrants dont la première étape consiste, pour les migrants, à comprendre leurs droits et à en jouir. La méconnaissance des droits dans notre société engendre l'incertitude et la peur du dialogue avec les autorités locales et nationales chez les migrants. Le groupe a affirmé que les autorités locales et nationales se doivent de lutter contre la xénophobie et de donner le ton pour que les migrants soient traités de façon juste et humaine, en commençant par élaborer des législations appropriées et des politiques efficaces. Les organisations de la société civile ont un rôle important à jouer en ce qui concerne l'intégration des migrants. Dans le troisième groupe, les autorités locales ont expliqué l'incidence de la migration sur leurs activités sur le terrain, qui engendre des réponses qui exigent l'acquisition de la langue, soulèvent des défis relatifs à l'adéquation des compétences ou demandent de tenir compte de

l'incidence des transferts de fonds dans la planification au niveau local. Cela comprend l'accès aux soins de santé et autres services sociaux.

L'audience a réagi à l'exposé par une série d'observations et de questions en faveur de l'action et de l'autonomisation des migrants. Les ambassades ont été appelées à aider davantage leurs citoyens et les structures de gouvernance, à se rendre plus accessibles afin de refléter un monde multiculturel. Le public s'est principalement inquiété de l'accès aux soins de santé et aux services sociaux et a appelé à rendre plus visible la contribution des organisations de la société civile au bien-être des migrants. Un groupe de jeunes a demandé à ce que le point de vue de la jeunesse sur la migration soit mieux représenté, mettant en exergue l'importance de l'accès à l'éducation et son rôle en tant que mesure permettant de renforcer l'autonomisation des migrants tant dans les pays d'origine que dans ceux de destination.

3.3 Réunion des gouvernements³⁷

3.3.1 Séance plénière introductive

Eva Åkerman Börje, Ambassadrice et Présidente du FMMD 2013-2014, a ouvert la réunion du gouvernement avec quelques remarques liminaires. Elle a souligné que cette réunion était le fruit de dix-huit mois de collaboration de la Troïka, du Groupe directeur et des Amis du Forum et surtout des équipes gouvernementales dans lesquels ont lieu la plupart des échanges d'idées sur les politiques. Il a été souligné que le FMMD était un processus qui s'étendait sur toute l'année. L'Ambassadrice a indiqué que, dès le début, la présidence suédoise avait souhaité établir un programme audacieux et novateur visant à faire passer le FMMD à une seconde phase renforcée. L'évaluation de la première phase du travail du Forum mondial venait juste d'avoir lieu lorsque la Suède a entamé la présidence. La période de la présidence a en outre coïncidé avec le second Dialogue de Haut niveau des Nations Unies sur les migrations internationales et le développement et avec les préparatifs essentiels au Programme de développement pour l'après-2015. Pour conclure, L'Ambassadrice

³⁷ Les discours sont disponibles à l'adresse suivante : <http://www.gfmd.org/docs/sweden-2013-2014>

Åkerman Börje a souligné le fait que la plupart des priorités de la présidence suédoise avaient été atteintes grâce au travail conjoint de plusieurs parties prenantes : les gouvernements et les organisations en partenariat avec la société civile. Elle a souligné que le FMMD avait évolué et qu'il était entré dans une phase plus énergique mais que d'autres efforts et des engagements permanents étaient nécessaires à la suite de son développement.

À la suite des remarques liminaires, les représentants de l'Union européenne Mme Cecilia Malmström, Commissaire européenne aux Affaires intérieures, et M. Angelos Syrigos, Secrétaire général à la population et à la cohésion sociale du Ministère de l'intérieur grec, présidence grecque de l'UE, sont intervenus.

Mme Malmström a souligné que le Programme de développement pour l'après-2015 doit créer les conditions propices à des partenariats mondiaux sur la migration et la mobilité humaine. Elle a salué le travail réalisé à cet égard par le RSSG M. Sutherland, le GMG et le FMMD. Mme Malmström a également mentionné le signal clair émanant du 4^{ème} Sommet UE-Afrique, qui s'est tenu à Bruxelles en avril 2014, pour l'introduction de la migration dans le Programme de développement pour l'après-2015. Elle a en outre cité des exemples du travail accompli par l'Union européenne pour simplifier la circulation des personnes. Mme Malmström a également proposé de créer un plan mondial pour la mobilité économique afin de promouvoir les systèmes transparents pour la mobilité internationale des travailleurs. Pour conclure, elle a exhorté les États à intensifier leurs efforts et à aider les migrants à tirer le meilleur parti de leurs capacités pour enrichir les sociétés et les économies.

M. Syrigos, qui s'est exprimé au nom de la présidence grecque de l'Union européenne, a classé la mobilité parmi ses priorités, et plus particulièrement : la nécessité de mettre en place une gestion globale des migrations, le renforcement de l'effet positif que la migration peut avoir sur le développement socio-économique des pays d'origine et de destination et enfin, l'atténuation de la menace exercée par les migrations irrégulières vers l'Union européenne sur la stabilité socio-politique. M. Syrigos a fait référence à l'Approche globale de l'UE sur la question

des migrations et de la mobilité, adoptée dans le but de résoudre ces problèmes en intégrant les objectifs de la politique en matière de mobilité et de migrations à l'action extérieure de l'UE. Il a en outre expliqué que l'UE souhaitait établir des partenariats pour la mobilité avec davantage de pays à l'avenir. M. Syrigos a achevé son intervention en réaffirmant la volonté de la Grèce et de l'UE d'assurer le succès à long terme du FMMD.

Le vendredi matin s'est ouvert par un exposé liminaire du Président du GMG et Directeur général de l'OIT Guy Ryder. Lors de son discours, le Directeur général a mentionné le fait que le système multilatéral n'avait pas su s'adapter totalement à la migration internationale croissante (tant quantitativement que qualitativement) mais que le GMG, qui compte maintenant 16 agences, s'était beaucoup développé depuis sa création par le Secrétaire général des Nations Unies en 2006. M. Ryder a également mentionné l'importance de la coopération entre le GMG et le FMMD. Le Directeur général a également souligné le fait que le GMG prônait l'inclusion de la migration en tant que moteur du développement dans le Programme de développement pour l'après-2015. À cet égard, M. Ryder a tout particulièrement insisté sur l'importance de prêter attention à la migration des femmes et des jeunes. Il a également mis l'accent sur la mobilité de la main d'œuvre et le travail accompli par l'OIT dans ce domaine. Il a également fait mention du recrutement éthique et équitable des travailleurs migrants, et notamment de l'initiative de l'OIT pour un recrutement équitable et de l'initiative IRIS de l'OIM. Il a conclu en affirmant que les gouvernements et la communauté internationale pouvaient faire beaucoup en œuvrant en faveur d'un système multilatéral qui serait plus dynamique et en mesure de relever les défis en matière de promotion de la migration équitable.

3.3.2 Table ronde, thème 1 : intégrer les questions migratoires dans les programmes de développement régionaux, nationaux et mondiaux

Cette table ronde, en conformité avec l'objectif global d'amélioration du volet « développement » du FMMD et le principe selon lequel les politiques ont leur rôle à jouer dans l'exploitation du potentiel des migrations pour un développement inclusif, a été consacrée à l'intégration

des migrations dans les programmes et les plans de développement. Les politiques de développement cohérentes qui intègrent les questions migratoires sont souvent les plus à même d'optimiser les bénéfices et de réduire les inconvénients de la migration. Il a été suggéré d'inclure la migration et les migrants dans le Programme de développement pour l'après-2015 afin d'améliorer la cohérence des politiques entre la migration et le développement, notamment en s'intéressant davantage à la façon d'utiliser la migration à des fins de développement et en répondant aux besoins de développement des migrants.

Table ronde I.I : Mettre en place l'intégration et la cohérence en matière de migration et de développement

Coprésidence : Fédération de Russie et Suisse

Rapporteur : Allemagne

Principales observations et conclusions

Cette table ronde a établi que les politiques relatives à la migration et au développement, dans plusieurs domaines, sont cohérentes dans la mesure où elles : *a) encouragent les synergies en vue d'atteindre des objectifs communs et visent à réduire ou éliminer les effets négatifs des politiques ; et b) veillent à ce que les politiques ne se contredisent pas ou n'empêchent pas d'atteindre les objectifs convenus.*

Il a en outre été suggéré que la cohérence des politiques n'est pas une fin en soi mais un processus constant. Il est impossible d'empêcher tous les conflits d'intérêts entre les ministères, ni les compromis, mais il est possible de les limiter (et de renforcer les synergies) au moyen d'efforts et de mécanismes consacrés à la coordination.

Afin de promouvoir la cohérence, les gouvernements ont adopté des lois, créé de nouvelles institutions, de nouveaux mécanismes de coordination et ont participé à des consultations périodiques (avec les ministères

concernés, la société civile, les pays d'origine et de destination, etc.). Il n'y a pas de façon « correcte » d'organiser la coordination et la coopération : à chaque pays et chaque contexte son modèle. Il ressort des expériences partagées qu'il existe différents niveaux d'institutionnalisation : commissions, ministères compétents ou comités d'experts chargés des questions de migration, comités ou mécanismes de coopération interministériels, etc. Les ingrédients essentiels au succès sont notamment la responsabilité centralisée (par exemple, un organe de planification chargé de la coordination et du suivi), et un accord décentralisé ou commun entre les partenaires impliqués dans la mise en œuvre, notamment les ministères concernés. En outre, la mise en place de priorités a été considérée comme la clé de la cohérence des politiques, priorités qui doivent être claires et acceptables pour tous les partenaires concernés. Les intérêts et les priorités peuvent varier très largement : les différents objectifs doivent donc aussi être explicités.

Les pays ont intégré la migration dans les plans nationaux de développement, la coopération pour le développement et les politiques sectorielles de différentes façons. Certains l'ont intégré dans les plans nationaux de développement tandis que d'autres ont inclus les objectifs de développement dans les politiques de migration.

Les participants à la table ronde ont décidé au départ de débattre aussi de l'intégration de la migration dans la planification sectorielle, mais cette question n'a pas été traitée de manière adéquate et a donc été considérée comme une question à examiner plus en détails dans les secteurs prioritaires.

Il y a eu un fort consensus sur l'importance d'intégrer la migration à la planification du développement national et d'obtenir les bons outils pour y parvenir : outils de contrôle de la migration et du développement pour les propositions de politiques, profils migratoires, listes de contrôle et autres. Le recueillement de données, la disponibilité de statistiques et l'analyse des migrations et du développement ont été reconnus comme les instruments essentiels d'une politique fondée sur des informations factuelles.

La mesure et la surveillance de l'incidence de la cohérence des politiques ont été présentées comme un défi et un domaine important pour le développement d'outils, les recherches et les débats à venir. Pour commencer, cet incidence peut être mesurée par les contributions (reflétées par exemple par la taille du budget ou par l'engagement du gouvernement à axer davantage les politiques migratoires sur le développement et à s'appuyer sur la migration dans les plans de développement) ; les résultats (par exemple les mécanismes officiels pour la coordination, l'engagement avec le public et la participation active aux forums internationaux) ; ainsi que les conséquences (par exemple un accès plus large des migrants aux services publics, une réduction des coûts des transferts de fonds ou une augmentation du nombre de migrants qualifiés rentrant au pays). Il a également été avancé que l'Alliance mondiale pour le savoir sur les migrations et le développement (KNOMAD) pouvait jouer un rôle à cet égard, et plus particulièrement mettre en place un ensemble type d'indicateurs.

Table ronde 1:1 Recommandations et actions de suivi éventuelles

Dans l'ensemble, les débats tenus lors de la réunion sont allés dans le sens des recommandations figurant dans le document de référence, notamment :

1. Promouvoir l'évaluation et l'intégration de la migration dans la planification du développement national et vice-versa ;
2. Encourager l'enseignement par les pairs ainsi que le soutien de la part d'organisations internationales en matière d'analyse, de mise en œuvre et de dialogue politique ;
3. Favoriser les synergies à l'échelle locale, régionale, nationale et internationale ainsi que la coopération entre les pays d'origine et de destination ;
4. Favoriser une meilleure coordination et coopération au sein de/entre l'ONU et l'OIM, dans le domaine de l'intégration de la migration dans la planification du développement à l'échelle nationale et internationale ;
5. Poursuivre le dialogue international relatif à l'intégration de la migration dans la planification et les politiques sectorielles ;
6. Intégrer la migration dans le Programme de développement pour l'après-2015 et étudier la façon dont elle peut ensuite être intégrée à la planification du développement ;
7. Favoriser le travail relatif à la mesure et la surveillance de l'incidence de l'intégration et de la cohérence des politiques, en particulier grâce à des initiatives de recherche spécialisée.

Table ronde 1.2 : Présenter la migration dans la perspective des Objectifs du Millénaire pour le développement et du Programme de développement des Nations Unies pour l'après-2015

Coprésidence : Bangladesh, Belgique et Mexique

Rapporteur : Suisse

Principales observations et conclusions

Compte tenu de l'importance des préparatifs du Programme de développement pour l'après-2015, la table ronde sur l'intégration de la migration dans le Programme de développement pour l'après-2015 a attiré l'attention et éveillé l'intérêt des parties prenantes. Cela s'est vu de façon évidente pendant le processus préparatoire : les gouvernements et les organisations internationales se sont intéressés de près aux débats de fond. La clarté conceptuelle et les preuves apportées par le groupe de travail informel sur l'intégration de la migration dans le Programme de développement pour l'après-2015, réuni sous l'égide du Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU (RSSG) M. Sutherland, a été essentielle à la réussite de cette table ronde.

Cette table ronde a permis de conclure que la migration a contribué à la réalisation de plusieurs objectifs du Millénaire pour le développement et que suite à la déclaration publiée à l'issue du Dialogue de haut niveau des Nations Unies, tous s'accordent à dire que la migration doit être incluse dans le Programme de développement pour l'après-2015. La question est *comment* ? Deux principes ont été établis dans cette optique : i) *La migration concerne avant tout les gens, et la protection de leurs droits humains et de leurs libertés fondamentales, indépendamment de leur statut migratoire, doit être incluse* ; et ii) *il est d'opinion générale que les migrants et la migration devraient être considérés comme des éléments facilitant le développement et intégrés en tant que tels.*

Table ronde 1:2 Recommandations et éventuelles actions de suivi

1. S'assurer que les migrants et la migration soient reconnus comme un élément intersectoriel facilitant le développement durable et que leurs contributions positives aux pays et sociétés d'origines, de transit et de destination soient reconnues et renforcées. Concrètement, les questions liées aux migrants et aux migrations doivent être :
 - i) Inclues dans la partie descriptive du programme ;
 - ii) Regroupées et incluses dans une section Moyens de mise en œuvre/Partenariats mondiaux ;
 - iii) Inclues parmi les cibles du développement durable suivants : Éradication de la pauvreté ; Éducation ; Santé et dynamique des populations ; Croissance économique et travail décent pour tous ; Promotion de l'égalité ; et que
 - iv) Les cibles et les indicateurs doivent être désagrégés pour rendre compte des résultats des migrants et de leurs familles en termes de développement. Pour finir, la coprésidence et le rapporteur ont approuvé les recommandations du document de référence.
2. Un certain nombre d'objectifs a été proposé, notamment (mais non exclusivement) :
 - i) Protéger les droits des migrants et prévenir l'exploitation par le travail, la discrimination et la xénophobie
 - ii) Réduire les coûts du recrutement et des transferts de fonds et améliorer l'inclusion des migrants
 - iii) Améliorer l'accès aux avantages sociaux et leur portabilité
 - iv) Faciliter la mobilité et la portabilité des compétences, par exemple au moyen d'accords bilatéraux et multilatéraux
3. Les participants ont demandé une consultation des annexes du document de référence³⁸ ainsi que des recommandations issues de la Réunion des Experts à Dhaka portant sur la migration dans le Programme de développement pour l'après-2015, afin de proposer des suggestions concrètes sur la façon de constituer ces cibles et indicateurs relatifs aux migrants et à la migration.³⁹
4. Les participants ont indiqué leur accord à travailler en partenariat et en collaboration, notamment avec la société civile, afin d'arriver à une approche unifiée qui soit ambitieuse, équilibrée et réaliste.
5. Les délégués ont été invités à s'axer sur des objectifs relatifs à la migration *spécifiques, mesurables, réalisables, pertinents et datés* (SMART) et à concevoir un plan pour la mise en œuvre à l'échelle nationale
6. Les participants à la réunion ont appelé la présidence à soumettre officiellement les résultats de cette table ronde au Secrétaire général des Nations Unies et à la coprésidence du Groupe de travail ouvert sur les Objectifs du développement durable (voir annexe VI). Cela augmenterait les chances de voir les résultats reflétés dans le rapport final du groupe ainsi que dans le rapport de synthèse à venir du Secrétaire général des Nations Unies. Pour conclure, la Turquie s'est engagée à poursuivre le mouvement.

³⁸ Le document de référence est disponible à l'adresse suivante : http://www.gfmd.org/files/documents/gfmd_sweden2013-2014_rt_1-2-background_paper_en.pdf

³⁹ Pour plus de détails sur ces recommandations, consulter le rapport du Groupe mondial d'experts : <http://www.migration4development.org/sites/m4d.emakina-eu.net/files/final-recommendations-29-april-2104.pdf>

3.3.3 Table ronde, thème 2 : La migration en tant qu'élément facilitant le développement économique inclusif

Les tables rondes 2.1 et 2.2 ont été axées sur plusieurs aspects de la migration en tant qu'élément facilitant le développement économique inclusif. La première table ronde (2.1) visait à faire progresser la discussion quant à la migration de travail en s'axant sur une meilleure adéquation des compétences. La seconde table ronde (2.2) a été axée spécifiquement sur la façon dont les membres de la diaspora pourraient avoir un rôle déterminant dans l'augmentation du commerce et des investissements. Conjointement, ces tables rondes ont permis de constater que les migrants contribuent au développement économique de façon bien plus significative que les fonds qu'ils envoient dans leurs pays d'origine. Les migrants et les membres de la diaspora peuvent faciliter le commerce international et les investissements de manière significative si les conditions telles que les bonnes pratiques en matière d'achats, les capitaux d'investissement placés même sur des marchés risqués, permettant à la diaspora de s'acheter des biens de retour au pays, sont réunies par le gouvernement et que la mobilité circulaire est facilitée. Cependant, afin de réellement tirer les avantages de la migration pour le développement, il est important que les compétences des migrants soient correctement reconnues et qu'il y ait une meilleure adéquation de l'offre et de la demande sur le marché international du travail, prenant en compte les besoins des entreprises. Les possibilités d'emploi et la reconnaissance des compétences de retour au pays d'origine sont importantes pour mettre à profit le retour (temporaire ou permanent) pour le développement.

Table ronde 2.1 : Accentuer les incidences de la migration de travail et de la mobilité circulaire sur le développement par le biais d'une adéquation plus systématique entre marché du travail et compétences

Coprésidence : Maroc et Espagne

Rapporteur : Canada

Principales observations et conclusions

Les débats ont porté sur plusieurs questions relatives à la migration de travail et à son potentiel pour le développement ainsi que sur les défis qu'elle pose aux pays et aux individus. Le document de référence ainsi que le travail de préparation de l'équipe gouvernementale pertinente ont permis de réduire l'axe de travail, le faisant passer de questions générales relatives à la migration de travail au thème de l'adéquation de la main

d'œuvre et de la facilitation de la migration circulaire et la création de programmes de retour faisant la promotion du développement.

Les débats ont prouvé que les accords bilatéraux visant à simplifier la migration des travailleurs peuvent aider à réduire les coûts de la migration, à améliorer l'adéquation des compétences et à réduire l'exploitation. Les dialogues régionaux n'ont pas encore permis un tel niveau de coopération sur le fond mais certaines initiatives nouvelles démontrent que le potentiel est bien réel. Par ailleurs, plusieurs délégations ont réaffirmé que les agences de recrutement continuent d'imposer des coûts et créent parfois des conditions inéquitables pour les migrants. Il n'est pas facile de lutter contre ce phénomène, et le FMMD offre la possibilité d'y réagir. Le partage des informations relatives aux emplois disponibles et à la planification des effectifs a été considéré important mais il a été reconnu qu'il était encore difficile de le mettre en pratique efficacement. Il ne s'agit pas seulement de partager les informations, mais aussi de mobiliser les bons partenaires (notamment le secteur privé), de réfléchir à long-terme (dans des secteurs dynamiques en pleine mutation) et de faire les bons investissements.

Les participants ont débattu de la nécessité de préparer les personnes à la migration ainsi qu'au retour dans le pays d'origine, et plusieurs d'entre eux ont souligné le fait que la reconnaissance des compétences ainsi que l'acquisition des connaissances linguistiques y étaient indispensables. Quelques pays sont en train d'investir dans des programmes de formation linguistique (dans les deux sens). La mise sur pied de conditions favorables dans le pays d'origine (des possibilités d'investissement et une bonne gouvernance) donnera aussi envie aux personnes des pays d'origine de contribuer au développement de leur pays. Les participants ont souligné l'utilité des politiques actives du marché du travail et des agences publiques pour l'emploi pour l'intégration des migrants mais également

pour l'adéquation des compétences ainsi que pour la lutte contre les taux souvent élevés de surqualification des migrants. Lorsque la nécessité de mieux reconnaître les compétences a été évoquée, de nombreuses délégations ont fait référence à une idée mentionnée par la Commissaire de l'UE, Cécilia Malmström, dans son allocution d'ouverture : l'idée d'un « passeport universel des compétences », à l'échelle régionale ou mondiale. Approfondir cette idée pourrait être un résultat futur du FMMD. L'élaboration de normes professionnelles communes peut aussi aboutir à un renforcement de la reconnaissance des compétences. Les délégations ont également donné plusieurs exemples d'initiatives visant à permettre aux migrants de retour au pays de contribuer au marché du travail de leur pays d'origine grâce à de nouvelles compétences et à l'expérience professionnelle acquises à l'étranger. Les participants ont souligné la capacité d'augmentation des compétences et de l'expérience des migrants attribuable à la migration, mais ils ont néanmoins insisté sur la nécessité de faciliter l'évaluation et la vérification des compétences et de faire en sorte que l'expérience de la migration contribue à la carrière du migrant à long terme. Le retour qualifié devrait être mieux intégré dans les politiques relatives au processus de migration.

Table ronde 2 : 1 Recommandations et actions éventuelles de suivi

Il a été suggéré d'envisager et de mettre en œuvre les mesures suivantes afin de permettre à l'adéquation entre marché du travail et compétences d'accentuer les incidences réciproques du développement pour les hommes et les femmes migrants, de différents niveaux de compétences, dans les pays d'origine comme dans les pays de destination :

1. Développer la coopération internationale en matière d'éducation, de formation et de reconnaissance des qualifications en travaillant, par exemple, avec des établissements d'enseignement et les employeurs et par le biais d'accords bilatéraux de reconnaissance des qualifications.
2. Améliorer la reconnaissance des compétences, en particulier afin de faciliter la contribution des migrants qui rentrent au marché du travail de leur pays d'origine par le biais d'une utilisation adéquate des nouvelles compétences et expériences acquises à l'étranger, par exemple par l'intermédiaire d'un système de certificats de compétences acceptés dans les pays d'origine.
3. Travailler plus étroitement avec le secteur privé afin de déterminer et de discuter des besoins des employeurs ainsi que des opportunités de formation pour les migrants.
4. Fournir, par exemple par le biais d'outils de TIC, des informations fiables sur les possibilités d'emplois et les exigences en matière de compétences, dans les pays de destination comme dans les pays d'origine après le retour.
5. Prendre les mesures nécessaires afin de promouvoir la transparence dans le processus de recrutement, tout en évaluant l'efficacité de la surveillance et de la réglementation des recruteurs et des intermédiaires.
6. Traiter le problème des taux élevés de surqualification parmi les migrants dans de nombreux pays, par exemple, grâce à la promotion des formations linguistiques, mais également en impliquant les pouvoirs publics responsables de la reconnaissance des compétences ainsi que les associations professionnelles qui définissent les professions et les descriptions des postes et qualifications associées à ces dernières.

Table ronde 2.2 – Faciliter les effets positifs de l'engagement de la diaspora dans les transferts de compétences, les investissements et le commerce entre les pays de résidence et d'origine sur le développement

Coprésidence : Éthiopie et Pays-Bas

Rapporteur : France

Principales observations et conclusions

Les hypothèses qui sous-tendaient le débat étaient que tous les membres de la diaspora ne sont pas des entrepreneurs-nés mais que le fait de soutenir ceux qui en sont présente un grand potentiel pour l'incidence sur le développement. En aidant les entrepreneurs migrants à s'engager dans le

commerce, les investissements et le transfert de compétences, l'on doit accepter le risque d'échec, afin de mettre au point des moyens novateurs d'aide à l'investissement et de financement. Les participants ont également souligné le fait que la diaspora dispose de nombreux réseaux, ressources et informations relatives aux marchés des pays d'origine et que le soutien du gouvernement n'est pas toujours nécessaire. En ce qui concerne le cadre juridique et institutionnel, les participants ont reconnu la nécessité d'instaurer la confiance dans l'environnement général des entreprises (égalité de traitement, procédures équitables pour l'enregistrement des sociétés, État de droit). Les gouvernements sont des acteurs clés en ce qui concerne la présentation de ces conditions. De plus, les migrants et les citoyens d'origine étrangère qui bénéficient de bonnes politiques d'intégration et du respect des droits de l'homme dans les pays dans lesquels ils résident sont souvent plus en mesure de contribuer au développement de leur pays d'origine.

Plusieurs délégations ont souligné les impacts potentiellement positifs sur le développement résultant de la création d'aides fiscales (ou d'allègements fiscaux) pour les entrepreneurs de la diaspora. Les participants ont également partagé des expériences en matière de création d'administrations spécifiques pour les affaires de la diaspora (ministères de la diaspora, autorités locales, recours aux ambassades ou aux consulats à l'étranger). En termes de commerce et d'investissement, certains ont suggéré d'offrir des programmes de prêts adaptés à la diaspora (« obligations diaspora », financement participatif, philanthropie, etc.). Des exemples plus anciens et plus récents d'obligations de la diaspora ont été soulignés. Les participants ont également insisté sur la nécessité de fournir les informations adéquates à la diaspora au moyen de salons et de forums sur les technologies de l'information, ainsi que sur l'importance de soutenir l'entrepreneur au début de son activité. Certaines délégations ont souligné le potentiel offert par les possibilités de retour temporaire. L'intérêt dans ce contexte de retirer les entraves à la mobilité circulaire, par exemple en donnant accès aux avantages transférables (les retraites par exemple) a été reconnu.

TR 2:2 Recommandations et actions éventuelles de suivi

Il a été suggéré que les mesures suivantes pouvaient être envisagées et/ou mises en œuvre par les gouvernements des pays d'origine et de résidence et à travers des partenariats publics/privés afin de faciliter les effets positifs du commerce, des investissements et des transferts de compétences de la diaspora sur le développement :

1. Renforcer les capacités des associations de migrants et des réseaux professionnels à s'engager dans le commerce et les investissements dans les pays d'origine, par exemple au moyen de partenariats avec des institutions financières pouvant aider les migrants à investir dans leur pays d'origine et améliorer les programmes de formation financière.
2. Fournir, par exemple par le biais d'outils de TIC, des informations sur les possibilités de commerce et d'investissement ainsi que sur les instruments financiers accessibles tels que les « obligations diaspora ».
3. Reconnaître le potentiel qu'offrent les possibilités de retour temporaire et la suppression des entraves à la mobilité circulaire, par exemple en donnant accès aux avantages transférables, en particulier aux avantages relatifs aux retraites et aux assurances médicales et assurances vie, afin de faciliter les visites ou les retours temporaires au pays d'origine.
4. Reconnaître les effets d'une autorisation de la double nationalité ou du statut de résident permanent en vue d'accroître la contribution d'une diaspora qui jouerait un rôle de passerelle profitant des avantages liés à ces statuts juridiques.
5. Envisager des systèmes fiscaux et des conditions d'investissement incitant à la mobilité circulaire et l'engagement de la diaspora dans les pays d'origine.
6. Cartographier les diasporas afin d'améliorer les politiques de sensibilisation et de mieux comprendre les communautés de la diaspora.

3.3.4 Table ronde, thème 3 : La migration en tant qu'élément facilitant le développement social inclusif

Cette table ronde s'est penchée sur l'autonomisation des migrants et les transferts sociaux et financiers volontaires. Il est ressorti de ces tables rondes en général que le rôle des migrants en tant que partenaires et éléments facilitant le développement devait être reconnu et que la meilleure façon de donner de l'autonomie aux migrants était de reconnaître leur précieuse contribution au développement du pays d'origine et de celui de destination. L'accent a été mis sur la responsabilité des États de communiquer avec leurs citoyens à l'étranger afin de leur fournir une protection, des informations et des services. Certains États facilitent l'accès de la diaspora aux services et aux informations et aident ceux qui souhaitent investir, faire des dons ou rentrer au pays, de façon temporaire ou permanente. Les participants ont également débattu de l'évolution des tendances en matière de transferts sociaux ou financiers et de celle des relations entre les personnes qui partent et celles qui restent au pays pendant que l'économie mûrit.

Table ronde 3.1 : Favoriser l'autonomisation des migrants, de leurs foyers et leurs communautés pour une meilleure protection des droits et des résultats de développement social

Coprésidence : Équateur et Grèce

Rapporteur : Australie

Principales observations et conclusions

Les débats tenus lors de cette table ronde étaient axés sur la nécessité d'améliorer la mise en œuvre des politiques existantes et de renforcer la collaboration avec plusieurs groupes de la diaspora. Les politiques et les programmes ne sont efficaces que s'ils sont correctement mis en œuvre, mais ils doivent également être bien conçus et reposer sur des cadres juridiques, des institutions et des structures solides. Les recommandations le reflètent, en faisant observer le besoin de flexibilité et de compréhension de la diversité du cadre de la migration.

Plusieurs intervenants ont fait observer la faculté de la diaspora à s'organiser seule, à défendre ses propres intérêts et à promouvoir ceux de son pays d'origine. Certains États ont fait part de politiques ayant permis aux migrants d'élaborer leurs propres programmes et objectifs de persuasion. Plusieurs intervenants ont souligné l'importance de politiques soucieuses d'égalité entre les sexes et d'une protection spéciale des groupes les plus vulnérables. Le *Rapporteur spécial sur les droits de l'homme des migrants* a souligné l'importance d'avoir un personnel de première ligne équipé et formé à faire preuve d'un respect des droits de l'homme comme critère de base dans l'exercice de ses fonctions, indifféremment du statut légal des migrants. En fait, les intervenants ont suggéré que la protection et la promotion des droits de l'homme en tant que principe de base dans le cycle de migration était la pierre angulaire de toutes les autres mesures ou politiques. Plusieurs intervenants se sont penchés sur l'image des migrants et sur la nécessité d'articuler le discours public en termes positifs, notamment par le biais de l'utilisation d'un langage inclusif. Les participants ont fait observer que plus les migrants auraient de choix et d'accès aux droits, plus ils seraient enclins, eux et les

membres de la diaspora, à jouer un rôle actif d'agents du développement socio-économique. Les pays d'origine et de destination ont souligné les efforts fournis par les réseaux consulaires, les organisations de la société civile et les autorités locales pour atteindre les communautés de migrants et de la diaspora afin de les informer de leurs droits et des possibilités s'offrant à elles. Certains pays de destination ont donné des exemples sur la façon de faciliter la reconnaissance des qualifications acquises à l'étranger afin de garantir la reconnaissance des compétences des migrants. Afin d'accélérer ce processus, certains pays collaborent avec des entreprises pour évaluer les compétences des migrants sur le lieu de travail au lieu d'exiger des documents écrits si l'équivalence de diplôme est difficile à obtenir.

Les intervenants ont insisté sur le fait que les États se devaient d'établir des liens avec leurs ressortissants à l'étranger pour leur fournir des informations, des services et une protection. Certains États facilitent l'accès de la diaspora à des informations et des services relatifs aux liens avec leur pays d'origine, notamment pour ceux qui souhaiteraient investir, faire des dons ou rentrer au pays, de façon temporaire ou permanente. Les gouvernements qui ont affronté le problème de l'émigration de longue durée ont montré la manière dont ils ont, dans le but de fournir un service à leurs ressortissants et de maintenir des liens avec leur diaspora, mis au point des mécanismes de soutien social plus importants aux enfants laissés au pays et à leurs responsables. D'autres ont mis sur pied des ministères et des départements chargés d'atteindre les diasporas à l'étranger. Les États ont commenté le changement de modèles des transferts de fonds et le changement des relations entre les personnes qui migrent et celles qui demeurent au pays pendant que les économies progressent. Les intervenants ont indiqué que les immigrés de la deuxième génération et ceux des générations suivantes avaient souvent des intérêts et des besoins différents de ceux de leurs parents émigrants, exigeant un travail de proximité différent pour rester en lien avec leur pays d'héritage et que ce besoin obligeait les États à changer leur mode de communication avec ces groupes.

TR 3:1 Recommandations et actions éventuelles de suivi

1. Les gouvernements pourraient consulter les partenaires de la société civile et les autorités locales et collaborer avec eux afin de s'assurer que les différents groupes de migrants (notamment les migrants potentiels dans les pays d'origine) reçoivent des informations adaptées à leurs besoins.
2. Les États peuvent fournir des informations relatives aux canaux de migration réguliers afin de s'assurer que les migrants soient informés de leurs droits avant, pendant et après leur déplacement. Les États devraient fournir des informations aux migrants concernant la validation de leurs qualifications.
3. Les gouvernements peuvent veiller à ce que des cadres juridiques et structurels soient établis pour que les migrants puissent se regrouper et s'organiser de façon structurée : ce serait un moyen d'encourager l'action des migrants et de lutter contre la xénophobie.
4. Les gouvernements pourraient envisager de donner aux migrants le « statut d'expert » et les consulter sur des questions clés qui les touchent, eux et les communautés dans lesquelles ils vivent et travaillent. Ils reconnaîtraient ainsi leur action et contribueraient à la cohésion sociale.
5. Les gouvernements et le secteur privé ont tout à gagner en créant une alliance pour prôner publiquement les avantages de la migration (et en particulier le travail nécessaire pour répondre aux besoins de la communauté hôte).
6. Dans les pays d'origine, les gouvernements pourraient créer un espace pour que les organisations des migrants puissent communiquer avec l'État et le secteur privé et les consulter sur les initiatives de développement liant les pays d'origine et de destination.
7. Les services des gouvernements pourraient être flexibles et adaptés aux besoins spécifiques des migrants, par exemple en donnant accès à des régimes d'assurance ou des systèmes d'enseignement qui préservent les droits et intérêts à long terme du migrant et de sa famille.
8. Les gouvernements pourraient permettre aux migrants d'ouvrir des comptes en banque et d'en être titulaires afin qu'ils puissent investir et faire des économies.
9. Les gouvernements pourraient offrir davantage d'opportunités de migration de travail quel que soit le niveau de compétences des travailleurs en augmentant par exemple les opportunités de migration circulaire.
10. Les gouvernements des pays d'origine et de destination pourraient encourager la mise en place de programmes axés sur l'engagement avec la diaspora d'un pays afin de renforcer les liens culturels et économiques entre les pays. Les pays d'origine et de destination ont beaucoup à gagner en faisant la promotion d'une intégration qui permet le maintien de la langue et du patrimoine culturel.
11. Les gouvernements devraient envisager de proposer l'inscription à l'état civil, le droit de vote et de représentation à leurs communautés de la diaspora.

TR 3.2 - Transferts financiers et sociaux des migrants et leurs effets sur la santé et l'éducation

Coprésidences : El Salvador et les Émirats arabes unis

Rapporteur : Érythrée

Principales observations et conclusions

Cette Table ronde étudiait la manière dont les politiques et la coopération bilatérale ou multilatérale pourraient améliorer les résultats positifs de la migration sur le développement dans les domaines de la santé et de l'éducation en tenant compte de l'égalité des genres. L'accent a été mis sur les transferts à la fois financiers et sociaux.

La table ronde était divisée en deux séances de travail. La première séance s'est concentrée sur la gestion des ressources humaines dans les secteurs de la santé et de l'éducation. Les participants ont souligné que la fuite des cerveaux se transforme lentement en gain de cerveaux, non seulement grâce aux retours des migrants, mais également grâce à différentes formes d'engagement de la diaspora. Si un consensus général s'est dégagé quant au fait que la migration a des impacts positifs dans les domaines de la santé et de l'éducation, les effets négatifs ont été également mis en lumière.

Il a été souligné que le secteur de la santé se distingue quand il s'agit des ressources humaines. L'accent a été mis sur le fait que le départ du personnel de santé n'est pas uniquement dû à des questions de salaires; il tient également à des questions de budget et de gestion des institutions de santé, à l'accès aux outils professionnels et aux offres ainsi qu'à la culture. La nécessité de relier la demande à l'offre des travailleurs de santé (par le biais de certification en matière de langues et d'éducation et grâce à l'harmonisation des programmes d'étude) entre les pays d'origine et de destination a également été mentionnée. De nombreux pays ont cité des exemples de démarches concrètes pratiques pour retenir ou faire revenir les professionnels de santé compétents. Des exemples pratiques ont par exemple été échangés sur la manière dont les pays ont travaillé au moyen de politiques reposant sur des faits pour retenir et faire revenir les professionnels de santé compétents, ce qui est essentiel pour le système de santé d'un pays.

La deuxième séance de travail portait sur l'optimisation de l'impact positif des transferts sociaux et financiers dans les domaines de la santé et de l'éducation. Les transferts sociaux sont un concept relativement nouveau et peuvent être définis comme « des flux d'idées qui sont transmis par les migrants à leur famille, amis et communautés ». Les recherches montrent que les transferts sociaux ont un effet positif sur les pays d'origine. Les programmes de transferts de compétences se sont également révélés positifs pour les pays d'origine. Toutes les recherches indiquent qu'une large proportion des transferts est investie dans les services éducatifs dans

les pays d'origine. S'agissant des transferts financiers, il a été relevé qu'une large part des transferts est investie dans les services éducatifs, les pays citant des chiffres indiquant que jusqu'à 50 % des transferts vont à ces services. Les participants ont souligné que les transferts financiers sont des fonds privés et que les gouvernements ne peuvent qu'essayer d'influencer ces modèles de dépenses. Il a également été souligné que la manière de dépenser les transferts peut constituer une question sensible et que ces transferts ne devraient pas détourner l'attention des gouvernements des obligations découlant des engagements en matière de droits humains ou de la fourniture publique de ces services. Il a été mis en exergue que des mécanismes devraient être établis pour utiliser non seulement les transferts, mais également l'épargne des migrants dans l'éducation et la santé ainsi que dans d'autres programmes de développement, par le biais de la vente d'obligations aux migrants et d'attirer leur épargne grâce à des taux d'intérêt compétitifs. Les micro-assurances ont également été mentionnées. La nécessité d'une plus grande coopération bilatérale entre les pays de destination et les pays d'origine a également été soulignée. Les groupes de diaspora et leurs communautés locales d'origine jouent un rôle essentiel dans la promotion et la création d'un développement social et économique. Les participants ont souligné qu'il existe une responsabilité commune, partagée par les acteurs des États, les autorités locales, les groupes de diaspora ainsi que la société civile pour pleinement utiliser ce potentiel. L'accent a été mis sur le fait d'encourager les femmes qui sont les principales bénéficiaires des transferts à investir dans l'éducation et la santé.

Il a été relevé qu'il avait été relativement difficile d'impliquer les pays dans cette équipe gouvernementale pour préparer la table ronde, en particulier les pays de destination. Cependant, la table ronde à la conférence a fait l'objet d'une bonne participation équilibrée. Cette table ronde a appelé la Turquie, en sa qualité de présidence à venir du FMMD, à rester engagée dans le domaine des transferts, en particulier afin de recueillir plus de faits probants sur l'impact des transferts sociaux.

TR 3.2 Recommandations et actions possibles de suivi

La table ronde a donné lieu à un ensemble de recommandations :

1. Développer la connaissance des modèles viables pour orienter les transferts financiers et sociaux des migrants pour des résultats positifs en matière de santé et d'éducation.
2. Établir des politiques et pratiques qui encouragent la diaspora (et les migrants qui rentrent au pays) à activement participer à des stratégies de développement des pays d'origine, y compris à l'amélioration de la qualité de vie en ce qui concerne l'accès à l'éducation et à la santé.
3. Établir et promouvoir des principes et pratiques volontaires pour le recrutement éthique international du personnel de santé.
4. Encourager des systèmes incitateurs pour faciliter la migration circulaire et temporaire des personnels de santé.
5. Reconnaître le potentiel de développement que représentent les opportunités de retours temporaires et la suppression des obstacles à la mobilité circulaire, notamment permettre la transférabilité des avantages, en particulier en matière de retraites et d'assurances vie et médicales.
6. Renforcer les systèmes de santé et d'éducation dans les pays à faible revenu, notamment par le biais de formations et d'incitations visant à retenir le personnel hautement compétent et en tâchant d'inciter les professionnels qui ont émigré à revenir.

3.3.5 Séance spéciale sur l'amélioration de la coopération entre le FMMD et le système des Nations Unies (RSSG, FMMD et GMG)

Lors du deuxième Dialogue de haut niveau des Nations Unies sur la migration internationale et le développement qui s'est tenu en octobre 2013, le Secrétaire général des Nations Unies a chargé son Représentant spécial, M. Sutherland, de convoquer des réunions régulières avec les dirigeants du FMMD et le Groupe mondial sur la migration (GMG) pour définir les priorités communes en vue d'améliorer la coordination et la coopération. La séance spéciale qui était présidée par le RSSG Sutherland a étudié comment ces réunions pourraient améliorer la coopération entre le FMMD et le système des Nations Unies, y compris avec le GMG et ses institutions membres. Ont pris part au débat la présidence du FMMD, l'Ambassadrice Åkerman Börje, le Directeur général du Groupe mondial sur la migration, M. Ryder, tous deux accompagnés de membres de leurs Troïkas respectives, M. Fong Weng, Chef du cabinet du Premier ministre du gouvernement de Maurice, Mme Esen Altuğ, Directrice générale adjointe pour la migration, l'asile et les visas, le Ministre des affaires étrangères de la République de Turquie, le Directeur général de l'OIM, M. Swing, et M. Dilip Ratha de la Banque mondiale.

Les orateurs sont convenus qu'il existe un vaste champ de collaboration en matière d'amélioration de la compréhension, de la capitalisation et de l'encouragement de réponses pratiques orientées sur des actions aux opportunités et défis que représente la migration internationale. Comme indiqué dans le document de travail ⁴⁰, le groupe a en particulier convenu que la coordination et la coopération pourraient être encore développées dans cinq domaines :

Premièrement, le FMMD offre une excellente occasion pour les institutions du GMG d'en apprendre davantage, en termes plus concrets, sur les préoccupations et les priorités de leurs États membres et des autres parties prenantes. Cela pourrait faciliter la fixation de l'ordre du jour et l'élaboration du plan de travail du GMG. De la même manière, le GMG et ses institutions pourraient utiliser leur engagement dans le FMMD pour influencer et contribuer à la fixation de l'ordre du jour des gouvernements en soumettant des questions particulières liées à la migration et au développement à l'attention de ces derniers.

Deuxièmement, le Groupe mondial sur la migration et ses institutions membres apportent d'ores et déjà une expertise précieuse aux équipes gouvernementales du FMMD, aux réunions thématiques, tables rondes, etc., par exemple, en fournissant des documents de travail et des intervenants. En améliorant la prévisibilité des demandes du FMMD adressées au GMG, ces contributions pourraient être rendues plus systématiques et opportunes pour permettre des réponses mieux coordonnées de la part du GMG.

Troisièmement, le FMMD pourrait tirer parti du soutien du GMG aux capacités des gouvernements à s'engager de manière constructive dans le processus. Par exemple, le GMG pourrait aider la présidence du FMMD, les équipes gouvernementales du FMMD et les gouvernements individuels à identifier les expériences et bonnes pratiques pertinentes des pays.

Quatrièmement, le GMG se trouve dans une position unique pour mobiliser l'expertise combinée des Nations Unies et de l'OIM pour générer et analyser les expériences des États dans le domaine de la migration et du développement. Le GMG pourrait ainsi s'appuyer sur le processus du FMMD et y contribuer en fournissant l'analyse nécessaire destinée à synthétiser les leçons tirées et produire les faits probants découlant des expériences et des bonnes pratiques échangées au sein du FMMD ainsi que dans d'autres forums.

Cinquièmement et dernièrement, le GMG pourrait soutenir les gouvernements dans leur suivi volontaire du FMMD. Cela pourrait être fait par les institutions du GMG qui feraient entrer la migration dans l'analyse du développement et par la prise en

⁴⁰ 40 Les notes des débats sur l'amélioration de la collaboration entre le RSSG Sutherland, le FMMD et le GMG sont disponibles à : http://www.gfmd.org/files/documents/gfmd_sweden2013-2014_special_session_srsg_gfmd_gmg_coord_discussion_note.pdf

compte des recommandations issues du FMMD dans les exercices de planification des pays, ainsi qu'en clarifiant à l'attention des pays intéressés par la mise en œuvre des recommandations issues du FMMD comment les institutions du GMG pourraient appuyer cet effort. Il a par ailleurs été ajouté qu'une coordination améliorée pourrait également être envisagée au niveau régional, par exemple en améliorant la coordination entre le FMMD et les différents processus consultatifs régionaux.

En termes de domaines thématiques d'approfondissement de la coopération, il a été convenu que les plans de travail et les recommandations nés du FMMD et du GMG constitueraient les points de départ naturels. Les domaines de fond qui ont été considérés comme pouvant faire l'objet d'une coordination et collaboration comprenaient, sans pour autant s'y limiter :

- l'inclusion de la migration dans le programme de développement de l'après-2015
- la mobilité de la main d'œuvre et un travail décent, avec des références à des thèmes comme la réduction des coûts de la migration du travail, y compris des coûts de recrutement, ainsi que la protection améliorée des travailleurs migrants nationaux
- initiative de l'organisation Migrants in Countries in Crisis Initiative (MICIC)

3.3.6 Séance spéciale sur l'avenir du Forum

La séance sur l'avenir du Forum était co-présidée par le RSSG, Peter Sutherland, et l'Ambassadrice Eva Åkerman Börje. La séance était structurée autour des trois D des priorités suédoises : un Forum plus axé sur le *développement*, plus *dynamique* et plus *durable*. Les documents de travail avaient été communiqués avant la réunion.

Dans son discours d'introduction, le RSSG Sutherland a souligné que le deuxième Dialogue de haut niveau des Nations Unies sur la migration internationale et le développement avait confirmé la nécessité du FMMD. Le RSSG Sutherland a également souligné que le FMMD n'était pas simplement une grande Conférence, mais un processus se déroulant sur toute l'année. De plus, il a fait observer que si c'était son caractère informel qui avait fait le succès du FMMD, il avait également créé des défis. Il a salué et souligné l'importance des travaux menés par la Suède pour rendre le FMMD plus efficace grâce à l'établissement de mandats pour les différentes structures de soutien, grâce à l'élaboration d'un plan de travail pluriannuel et un cadre de financement à long terme. Le RSSG Sutherland a conclu en adressant ses meilleurs vœux à la Turquie pour sa présidence à venir.

Après les observations préliminaires, les participants ont été invités à formuler leurs observations générales, ce qui a donné lieu à un débat très riche, avec des interventions de nombreux pays. Tous les gouvernements qui ont pris la parole ont évoqué leur soutien à la présidence suédoise et au nouveau format du processus. Plusieurs pays ont également souligné des questions qui pourraient être examinées dans le futur ordre du jour au fur et à mesure de l'évolution du FMMD. Plusieurs questions ont été mentionnées, notamment la nécessité de disposer de plus de données, d'une gestion plus axée sur la migration, de la nécessité permanente de renforcer l'axe du développement du Forum, d'une plus grande concentration sur la mise en œuvre des recommandations issues du FMMD; d'un recentrage sur les questions thématiques spécifiques et l'importance de ne pas avoir des thèmes trop vastes afin de permettre des débats plus détaillés et la nécessité de mettre en place des instruments de suivi.

Plusieurs propositions qui avaient été élaborées et débattues pendant la présidence suédoise ont également été approuvées :

Améliorer les travaux du Groupe de pilotage et clarifier les rôles des autres structures du FMMD

Le rapport d'évaluation final du FMMD comprend une recommandation visant à « garantir un équilibre régional approprié et une taille gérable du Groupe de pilotage ». La présidence suédoise a entrepris plusieurs démarches en 2013 à cet égard. En avril 2013, la présidente a demandé aux membres du Groupe de pilotage de donner leurs points de vue sur les méthodes de travail et la taille du Groupe de pilotage. Il a également été demandé aux membres de faire des propositions afin d'améliorer le travail du Groupe de pilotage ainsi que de reconfirmer leur intérêt d'être membre du Groupe de pilotage. Sur la base de ces réponses, la question de l'amélioration des méthodes de travail et la révision de la taille du Groupe de pilotage ont été débattues et des propositions ont été faites pendant les réunions du Groupe de pilotage en 2013 et 2014 ainsi qu'au sein des Amis du Forum. Le Groupe de pilotage est convenu d'un certain nombre de principes pour ce travail :

- limiter la taille du Groupe de pilotage
- clarifier les attentes des membres du Groupe de pilotage
- définir de manière plus détaillée le rôle et les responsabilités
- fixer un processus clair quant à la manière dont les nouveaux pays intéressés pourraient devenir membres
- explorer la possibilité d'une rotation des membres

Sur la base des débats, de nouveaux mandats ont été élaborés pour la Troïka, le Groupe de pilotage et les Amis du Forum. Le document a été approuvé à la séance avec un léger amendement. En substance, cela implique :

- que le Groupe de pilotage sera désormais composé de 29 pays qui ont confirmé leur volonté de poursuivre en tant que membres du Groupe de pilotage
- que le nombre de membres du Groupe de pilotage ne devrait pas dépasser 30. Afin de permettre à de nouveaux membres de rejoindre le Groupe de pilotage tout en évitant de l'agrandir, un système de rotation informelle sera appliqué pour permettre aux pays d'exprimer leur intérêt à rejoindre le Groupe de pilotage et pour que les autres en sortent pour une certaine durée.
- une fois par an, en lien avec la réunion annuelle des donateurs que la présidence en fonction devra convoquer, les pays devront reconfirmer leur intérêt et leur engagement à poursuivre en tant que membres du Groupe de pilotage l'année suivante. En même temps, il sera offert aux non-membres du Groupe de pilotage la possibilité d'exprimer leur intérêt à rejoindre le Groupe de pilotage pour un certain temps.
- en sa qualité de dirigeante du processus du FMMD, la Troïka jouera un rôle dans les débats sur la composition du Groupe de pilotage afin de garantir le bon fonctionnement et le dynamisme dudit groupe qui permettra également à de nouveaux membres de le rejoindre. À cet égard, il a été demandé d'introduire une légère modification du rôle de la Troïka dans son mandat.

Pendant la séance sur l'avenir du Forum, certains pays supplémentaires ont fait part de leur intérêt pour une implication accrue dans le FMMD, notamment en tant que membres du Groupe de pilotage.

Renforcer l'Unité de soutien

Dans le rapport d'évaluation, une recommandation visait à renforcer l'Unité de soutien. Pendant la présidence suédoise, des démarches ont été entreprises en ce sens. Il a été convenu qu'un renforcement à plus long terme et durable s'imposait pour que l'Unité de soutien fonctionne efficacement. Il a été souligné que les principaux travaux de l'Unité de soutien devraient se poursuivre pour se concentrer sur l'assistance administrative, logistique et financière de la présidence en fonction. La suggestion consistait à instituer un bureau d'environ 3 ou 4 membres et à éviter de l'élargir en une plus grande organisation. La présidence suédoise a également engagé des travaux afin de clarifier les rôles et les responsabilités entre la présidence en fonction, l'Unité de soutien et l'OIM, en sa qualité d'entité hôte de l'Unité de soutien. Cela s'est fait par le

biais de certains changements proposés en annexe du protocole d'accord conclu avec l'OIM relatif à l'organisation de l'accueil.

Un Plan de travail pluriannuel

Le format d'un programme de travail pluriannuel a été approuvé à la séance sur l'avenir du Forum. Ce sera un document évolutif, devant être mis à jour au fur et à mesure que les présidences à venir feront connaître leurs priorités. Le plan de travail pluriannuel comporte trois sections couvrant les thématiques, le processus du FMMD et sa durabilité ainsi que son caractère fondé sur des faits, sa portée et son impact. Une déclaration de résultats a été convenue pour chacune de ces sections :

- garantir une continuité thématique et des progrès tout en se concentrant sur l'amélioration des effets de la migration sur le développement
- améliorer le processus du FMMD et sa durabilité par le biais d'un perfectionnement du fonctionnement des structures de travail du FMMD; renforcer les relations entre les parties prenantes et le dialogue et améliorer la prévisibilité du financement ; enfin
- améliorer l'impact du FMMD par le biais de résultats plus largement reconnus, du partage des résultats avec la communauté mondiale et du renforcement de la dimension reposant sur des faits probants.

Cadre de financement à long terme

Un nouveau cadre de financement à long terme a été approuvé lors de la séance et il entrera en vigueur après l'établissement d'un accord écrit entre les parties concernées (à savoir la présidence en fonction et l'OIM). Les principales caractéristiques de ce nouveau cadre de financement à long terme sont les suivantes :

- un mécanisme de financement pluriannuel venant appuyer le plan de travail pluriannuel avec un cadre de gouvernance et de responsabilité clair
- un budget normalisé utilisé par toutes les présidences en fonction comportant des chiffres indicatifs pour les coûts qui sont relativement constants d'une année à l'autre. Un budget normalisé faciliterait l'établissement d'un budget pour les présidences à venir et la comparaison d'une année à l'autre
- un mécanisme d'appel de fonds avec une réunion officielle des donateurs à l'issue de chaque présidence. Cette réunion devrait également accorder de la place à la société civile pour qu'elle puisse y présenter son budget et son plan de travail en vue de l'obtention de fonds comme faisant partie intégrante de cette réunion.
- une révision du cadre en 2017.

Engagement renforcé du secteur privé

Sur la base des réponses de l'enquête et des réactions aux efforts de sensibilisation menés à ce jour, y compris des retours d'information découlant des tables rondes et des réunions thématiques, les recommandations suivantes ont été présentées et approuvées par la réunion sur l'avenir du Forum :

- développer la nature reposant sur les faits afin de souligner les avantages du dialogue gouvernements/entreprises
- les gouvernements peuvent inviter des entreprises à répertorier les modèles de migration et partager leurs expériences ainsi que les avantages de modèles respectifs
- engager les entreprises dans un dialogue sur les politiques migratoires, cibler les départements des ressources humaines
- tenir des discussions de tables rondes informelles, régulières entre les entreprises et les États
- instituer des partenariats avec les organisations bien établies
- saisir l'occasion pour créer un espace de dialogue empreint de souplesse entre gouvernements et entreprises au niveau mondial
- instituer un mécanisme d'établissement de rapport par le biais duquel les mises à jour des débats de tables rondes des entreprises sont communiquées au Groupe de pilotage et/ou aux Amis du Forum
- renouveler l'étude cartographique en ciblant les responsables des départements de ressources humaines.

3.3.7 Plate-forme pour les partenariats

La réunion de la Plate-forme pour les partenariats a donné l'occasion aux délégations choisies de montrer comment les différentes modalités de la plate-forme peuvent être utilisées par les politiciens. ONU femmes a présenté un manuel récemment publié (instrument politique) pour l'intégration de la perspective des genres dans les politiques de migration et de développement, les dynamiques des genres dans les transferts de fonds, etc. et visant à expliquer comment la migration peut à la fois cimenter et modifier la dynamique des pouvoirs et les inégalités entre les genres. L'OCDE, de concert avec l'Union européenne et le BIT, a lancé un appel à l'action et exhorté les pays intéressés à rejoindre leur projet sur l'estimation des impacts économiques de la migration sud-sud, sur le point d'être bientôt lancé. L'OIM a appelé à l'action pour appuyer le système d'intégrité du recrutement international (IRIS) qui

est une plate-forme volontaire pour traiter la question du recrutement inéquitable et plusieurs délégations ont fait part de leur soutien de cette initiative.

La Base de données des politiques et pratiques⁴¹ qui contient désormais 500 politiques de migration et de développement et des pratiques présentées par environ 180 gouvernements a été lancée et l'Unité de soutien a effectué une présentation de son utilisation.

Au total, la réunion de la Plate-forme pour les partenariats a souligné l'importance du partage des pratiques et des enseignements tirés d'une manière plus systématique afin d'améliorer l'impact sur le programme mondial sur la migration et le développement et le rôle de la Plate-forme pour les partenariats en matière de soutien des gouvernements dans le cadre de leur suivi volontaire des recommandations du FMMD a été clarifié. La nécessité de présenter davantage de faits pour étayer l'élaboration des politiques de migration et de développement et l'importance de la collecte plus systématique d'informations ont été soulignées et le partenariat entre le KNOMAD et le FMMD a été salué.

3.3.8 Séance plénière de clôture

Les séances plénières de clôture ont commencé par un rapport de chacune des tables rondes. Le gouvernement de la Jamaïque a fait le rapport des tables rondes du thème 1, les gouvernements du Canada et de la France ont conjointement présenté le rapport des tables rondes du thème 2 et le gouvernement du Mexique des tables rondes relevant du thème 3. La Banque mondiale a exposé le rapport de la réunion de la Plate-forme pour les partenariats et la présidence suédoise du FMMD a présenté un résumé de la réunion spéciale sur l'avenir du Forum.

Dans ses observations finales, le RSSG Sutherland a également fait part de ses réflexions sur l'avenir du Forum. Il a mentionné que la force du FMMD était son caractère informel, mais c'était également là un de ses plus grands défis. M. Sutherland a salué les changements apportés au processus proposés par la Suède qui ont été approuvés lors de la réunion sur l'avenir du Forum. Améliorer le fonctionnement du Groupe de pilotage et réduire sa taille ont été des éléments particulièrement mis en avant. M. Sutherland a également mentionné l'important travail mené par la société civile et l'engagement des États participants dans le FMMD qui doit être encore renforcé. En conclusion, le RSSG a remercié la Suède pour sa présidence efficace et a salué la Turquie en tant que présidence à venir.

Dans la partie de la séance de clôture consacrée à la passation de présidence, l'Ambassadrice Åkerman Börje a prononcé un discours de clôture dans lequel les avancées du FMMD observées pendant la présidence suédoise ont été décrites ainsi que certains domaines pouvant encore faire l'objet d'amélioration et d'efforts

⁴¹ La Base de données des politiques et pratiques est disponible à : <http://www.gfmd.org/pF/ppd>

continus. Elle a souligné que des progrès avaient été accomplis en faisant évoluer le discours d'une approche centrée sur la migration à une approche qui prend en compte les objectifs de développement comme point de départ. L'inclusion de la migration dans le programme de développement de l'après-2015 a été mentionnée comme étant au cœur des efforts. L'Ambassadrice Åkerman Börje a exhorté les États à s'attaquer aux enjeux consistant à véritablement diriger le Forum. Une coordination et une collaboration plus étroite avec le GMG ont également été mentionnées. Elle a également remercié tout le monde pour leur soutien inestimable pendant la présidence suédoise, notamment le RSSG Sutherland et l'Unité de soutien du FMMD. Pour conclure, l'Ambassadrice Åkerman Börje a salué la présidence turque à venir.

Au nom de la présidence à venir de la Turquie, Mme Esen Altuğ, a fait une déclaration axée sur les priorités pour la présidence à venir. Mme Altuğ a souligné l'importance du FMMD que des partenariats pourraient encore être renforcés et que la coordination avec le GMG pourrait être améliorée. Quant aux priorités pour la Turquie, Mme Altuğ a souligné la question des perceptions publiques des migrants et de la mobilité humaine pour un développement durable, y compris l'intégration de la migration dans le Programme de développement pour l'après-2015. Il a également été souligné que la Turquie s'appuiera sur les résultats du Dialogue de haut niveau des Nations Unies de 2013, le programme d'action en 8 points du Secrétaire général des Nations Unies et le plan d'action quinquennal de la société civile à des fins de collaboration. La coopération avec le secteur privé a également été mentionnée comme objectif de travail continu pour rendre le FMMD plus performant et efficace, y compris le développement de stratégies de communication.

Les deux ministres en charge de la présidence suédoise, le Ministre Billström et le Ministre Engström, ont clos la Conférence du Forum en formulant quelques succinctes observations finales. Les progrès accomplis dans le domaine de la migration et au sein du FMMD depuis le Dialogue de haut niveau des Nations Unies de 2006 qui a abouti à la création du FMMD ont été mis en exergue. Les ministres ont également indiqué que la présidence du FMMD avait non seulement offert une occasion de faire avancer le programme sur la migration et le développement dans le contexte international, mais qu'elle s'était révélée être une bonne occasion d'initier des débats et de mettre en lumière les avantages de la migration pour la Suède.

3.4 Manifestations parallèles

Outre le programme officiel de la Conférence du Forum, il y avait un programme distinct pour les manifestations parallèles.

Déjeuner du secteur privé (séance à huis clos – limité à 30 participants, essentiellement des entreprises)

Le déjeuner du secteur privé organisé par la présidence suédoise du FMMD en partenariat avec le Conseil mondial de l'agenda sur la migration du Forum économique mondial a réuni environ 30 représentants d'entreprises et de gouvernements. C'était l'occasion pour les États et les entreprises de poursuivre le dialogue consultatif au sein du FMMD. Les domaines concrets à cibler suivants ont été recensés pour les futurs débats politiques dans le cadre de la présidence turque du FMMD :

- développer une compréhension et une définition communes de ce qui constitue un visa reposant sur un emploi (« visa d'affaires »).
- développer au niveau régional un ensemble reconnu de critères pour établir une « identité de valeur sûre » pour les migrants à court termes, légalement résidant et employés.
- lancer une base de données des politiques migratoires que les entreprises considèrent comme les meilleures pratiques qui pourraient être partagées avec les gouvernements intéressés par l'élaboration de politiques migratoires propices aux affaires.
- continuer à développer une approche fondée sur les faits favorable aux *retours sur investissement* pour l'engagement des entreprises dans les politiques migratoires.

Initiative Nansen sur les déplacements transfrontaliers dans le contexte des catastrophes organisée par la Suisse

La manifestation parallèle de l'initiative Nansen a été organisée par la Suisse. Cette manifestation était axée sur la question des déplacements transfrontaliers dans le contexte de catastrophes liées à des risques naturels. Elle a mis en lumière des questions et thèmes pertinents pour le FMMD qui ont émergé de l'initiative Nansen. L'initiative Nansen est un processus consultatif mené par les États, lancé par les gouvernements de la Norvège et de la Suisse en octobre 2012. De concert avec d'autres États concernés, l'initiative Nansen tend à développer un programme de protection pour répondre aux besoins des personnes déplacées entre les frontières internationales dans le contexte de catastrophes liées à des risques naturels et aux effets du changement climatique.

Initiative sur les migrants dans les pays en crise, organisée par les États-Unis

Le lancement de l'initiative sur les migrants dans les pays en crise a été organisé par les États-Unis. L'objectif de cette initiative consiste à améliorer la capacité en premier lieu des États et, le cas échéant, d'autres parties prenantes à protéger efficacement la dignité et les droits des migrants se trouvant dans des pays qui traversent une crise aigüe. Par le biais d'un processus de vastes consultations inclusives, l'initiative cherche à rassembler un éventail de bonnes pratiques pour se préparer à des situations de crise, y répondre et traiter leurs conséquences à long terme, dans le but de produire un ensemble de directives volontaires, à caractère non contraignant.

KNOMAD et données sur les transferts de fonds, manifestation organisée par la Banque mondiale

Une manifestation parallèle sur la migration et les flux de transferts de fonds a été organisée par la Banque mondiale et était axée sur les développements récents et les perspectives pour 2014-2016 des flux de transferts de fonds. Les transferts de fonds ne cessent d'augmenter et devraient passer de 346 milliards de dollars en 2014 à 516 milliards de dollars en 2016. La manifestation a souligné, entre autres, que les ressources des migrants pourraient être démultipliées pour financer des programmes de développement par le biais des transferts de fonds et des obligations de diaspora. La manifestation s'est également intéressée à certaines cibles migratoires spécifiques possibles pour le programme de développement de l'après-2015.

La manifestation parallèle du Groupe mondial sur la migration (GMG) organisée par l'OIT, dans le cadre de sa présidence du GMG

Cette manifestation a consisté à produire un rapport du Groupe mondial sur la migration (GMG) sur *la migration et la jeunesse : défis et opportunités*. Ce rapport fournit une vaste compilation de données, conclusions de recherches et expériences d'institutions membres du GMG, d'organisations de la société civile et de spécialistes issus des milieux universitaires, couvrant un large spectre de questions se rapportant à la migration de la jeunesse et apporte des faits probants pour les politiques et les pratiques. La manifestation consistait en un débat interactif sur le thème de la jeunesse et de la migration.

Interrelations entre politiques publiques, migration et développement : études de cas et recommandations politiques - Réunion à huis clos OCDE/Commission européenne

Organisée conjointement par la Commission européenne et l'OCDE, il s'agissait d'une manifestation parallèle à huis clos réservée à des invités spéciaux venus de pays participants au projet en question. Les invités étaient des représentants des pays prenant part au projet « Interrelations entre politiques publiques, migration et développement : études de cas et recommandations politiques » mené par les deux organisations. L'objectif était de débattre des avancées observées dans ce projet.

Déjeuner de haut niveau sur la migration et le programme de développement pour l'après-2015 réservé à des invités spéciaux

Organisé conjointement par la Secrétaire d'État suédoise pour les migrations et la politique d'asile, Mme Minna Ljunggren, et la Secrétaire d'État pour la Coopération internationale pour le développement⁴², Mme Tanja Rasmusson, ce déjeuner de haut niveau était dédié à l'exploration de la manière dont la migration pourrait être incluse dans le Programme de développement pour l'après-2015. Le déjeuner a regroupé un certain nombre de ministres et vice-ministres, ainsi que des hauts fonctionnaires des Nations Unies, de l'OIM et de l'Union européenne. L'inclusion de la migration dans le Programme de développement pour l'après-2015 a été présentée comme une question importante pour la cohérence politique. Parmi les exemples de cibles concrètes cités figuraient la réduction des coûts du recrutement et des transferts de fonds, l'amélioration de la transférabilité et la reconnaissance des compétences et des avantages des assurances sociales ainsi que des droits des migrants. D'autres appels ont été lancés en faveur de l'amélioration de la perception de la migration et des migrants.

⁴² La Secrétaire d'État, Tanja Rasmusson, était représentée par l'Ambassadrice Anna Brandt, principale négociatrice pour le processus de l'après-2015 au Ministère suédois des Affaires étrangères.



Photos des journées de la société civile du FMMD et de la séance plénière d'ouverture de l'Espace commun. Photo: Texty.nl

4. Journées de la Société civile du FMMD

Les Journées de la société civile du FMMD ont attiré un grand nombre de participants d'organisations de la société civile au niveau mondial. Pendant ces Journées, les participants ont élaboré un cadre pour relier les migrants et la migration au développement économique et humain qui s'est transformé en « *Programme de Stockholm* » de la société civile sur les objectifs et cibles liés aux migrants et à la migration dans les programmes de développement mondiaux et nationaux pour l'après-2015⁴³. À ce jour, 200 organisations de la société civile ont signé le « Programme de Stockholm » qui appelle à ce que la migration soit incluse dans le Programme de développement pour l'après-2015 de façon à ce que : les migrants soient appelés à contribuer à la planification des politiques publiques; les migrants et les diasporas figurent parmi les partenaires du développement; un travail décent et une protection sociale soient assurés dans les pays d'origine et de destination ; la transférabilité des compétences et des avantages soit garantie et que l'on parvienne à une réduction des coûts de la migration du travail et du recrutement.

Le thème des Journées de la société civile 2014 s'intitulait « Élaborer des objectifs de migration et de développement : mouvement mondial, changement sur le terrain ». Le ministre suédois pour les Migrations et la politique d'asile, M. Tobias Billström, a ouvert les Journées de la société civile en soulignant la fructueuse coopération qui a caractérisé, à l'échelle mondiale, les efforts conjoints de la société civile et les gouvernements du FMMD visant à appuyer l'inclusion de la migration dans le futur programme de développement international. Il a relevé l'importance d'impliquer la jeunesse et les acteurs de la diaspora dans les débats sur la migration et le développement et souligné la valeur du plan d'action quinquennal de collaboration de la société civile. L'axe de réflexion des Journées de la société civile était aligné sur celui des journées des gouvernements et soulignait l'incidence sur le développement que la migration pouvait avoir, tout en relevant également qu'il était important que les gouvernements prennent leurs responsabilités pour mettre en place des protections adéquates et des mesures destinées à protéger tous les migrants contre les abus, l'exploitation et contre l'exclusion sociale et économique.

La séance de travail 1.A sur le thème « *Garantir un travail décent et une protection sociale pour les migrants* » a reconnu que des progrès avaient été accomplis et qu'il y avait une meilleure homogénéité et une plus grande collaboration entre les gouvernements et la société civile, mais qu'il fallait encore travailler davantage pour garantir que le secteur privé prenne également des mesures pour éliminer le risque d'exploitation de leur main d'œuvre. Les participants ont appelé à une plus grande cohérence politique en matière de transférabilité des compétences, de reconnaissance des diplômes et qualifications en tant que

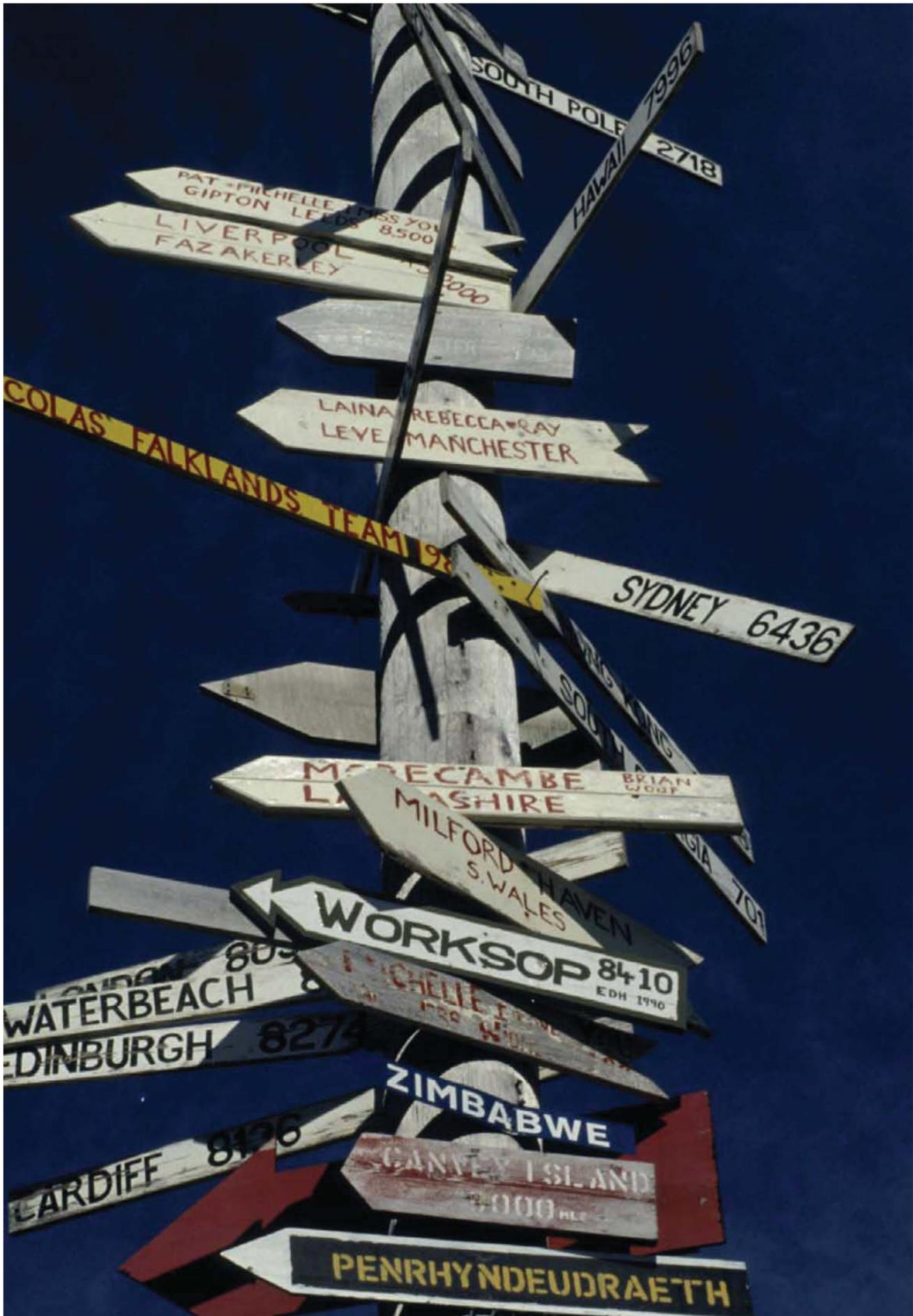
⁴³ <http://gfmccivilsociety.org/wp-content/uploads/2014/06/Civil-Society-Migration-Stockholm-Agenda-June-2014.pdf>

mesure destinée à promouvoir une migration de travail plus décente. La liberté d'association a été considérée comme une démarche clé pour que les migrants soient en mesure de se défendre et un consensus général s'est dégagé autour de la nécessité de recueillir des données mieux ventilées par genre qui pourraient être utilisées en vue d'élaborer de meilleures politiques. S'appuyant sur le thème d'un travail décent, la deuxième séance de groupe 1.B a traité de *l'Amélioration des pratiques de recrutement, de placement et d'emploi de la main d'œuvre migrante*. Les participants ont relevé le rôle important que les villes et les municipalités jouent dans le traitement des effets de la migration et des besoins des migrants. Il a été fait référence aux initiatives visant à améliorer les conditions des travailleurs migrants, y compris aux récents accords commerciaux, aux formations destinées à développer des compétences avant le départ et l'abolition du système de Kafala.

Pendant la séance de travail 2.A, *Protéger et autonomiser les migrants en détresse, en transit, aux frontières et en détention*, les participants ont évoqué le plan d'action quinquennal de collaboration de la société civile et le rapport du Secrétaire général, défendant la nécessité d'un cadre de protection exhaustif reposant sur la compréhension commune de la terminologie et des définitions englobant la nécessité de protéger les migrants en transit, en détresse, aux frontières et en détention. La séance de travail 2.B sur la « *Protection et l'autonomisation des enfants dans le contexte de la migration* » a appelé à une meilleure compréhension de la part des gouvernements sur l'étendue et l'amplitude du phénomène des enfants dans les flux migratoires et les diverses raisons de leurs déplacements. Les participants ont exhorté les gouvernements à reconnaître la différenciation à l'égard des enfants migrants et suggéré que l'accent soit mis sur la compréhension des besoins des enfants en déplacement d'une manière plus large, de façon à ce que ceux qui peuvent ne pas relever de catégories spécifiques comme les victimes de la traite ou les demandeurs d'asile puissent accéder à une protection. Les participants ont appelé les gouvernements à mettre fin à la détention des enfants pour des raisons d'immigration, citant plusieurs exemples de pays ayant mis fin à cette pratique et utilisant la ratification quasiment universelle de la Convention sur les droits de l'enfant comme base d'un cadre législatif mondial pour les droits des enfants.

Les séances finales ont abordé la migration du travail et les investissements relatifs au développement. La séance en sous-groupe 3.A intitulée « *Stimuler la contribution des migrants et des diasporas à la création d'emplois et au développement dans les pays de résidence, d'origine et d'héritage* » a examiné le rôle des migrants et de la diaspora dans la création d'emplois ainsi que dans la collaboration avec les autorités municipales et locales afin d'utiliser les liens transfrontaliers. Les participants ont préconisé d'appuyer des politiques inclusives entre intégration et développement pour développer des communautés de migrants plus solides qui pourraient davantage contribuer au développement dans les pays d'origine. Ils ont également appelé à une plus grande mobilisation des acteurs de la diaspora pour

veiller à ce que le potentiel de la diaspora soit correctement reconnu dans le futur programme de développement international. Parmi les actions concrètes, les participants ont appelé à recueillir de meilleures données sur les contributions des migrants aux pays d'origine et de destination ainsi que sur les droits des migrants et les secteurs de la diaspora pour travailler ensemble à transformer les politiques publiques des pays envoyant des migrants comme de ceux les accueillant. L'importance de la construction de réseaux et de l'établissement de consultations avec les groupes de diasporas pour recenser les opportunités en termes d'impact sur le développement a été abordée dans la séance en sous-groupe 3.B intitulée « *Encourager les organisations de migrants et de diasporas en tant qu'investisseurs sociaux transnationaux et que défenseurs politiques* ». Le débat a souligné l'importance d'une approche différenciée à l'égard des enfants migrants pour empêcher les déportations et comprenait des exemples d'autorités locales ayant mis en place des cartes d'identité municipales pour les migrants, avec et sans papier, afin qu'ils puissent accéder à des services financiers et sociaux, tels que les cartes d'identification consulaires. Des appels ont été lancés en faveur de la promotion des investissements sociaux en tant que facteur moteur du développement ainsi qu'en faveur d'une plus grande implication des futures générations de migrants et de la jeunesse de la diaspora pour être les leaders et les agents du changement. Enfin, les participants ont encouragé l'utilisation des médias sociaux pour influencer les gouvernements d'origine à reconnaître la contribution des communautés de migrants dans les pays d'origine et de destination.



5. Réflexions de clôture et voie à suivre

Pendant la présidence suédoise, un programme audacieux et tourné vers l'avenir a été établi. L'objectif était d'entrer dans une deuxième phase du Forum mondial, en s'appuyant sur les progrès accomplis au cours des six précédentes présidences ainsi que sur les résultats des deux années d'évaluation du FMMD et du second Dialogue de haut niveau sur la migration internationale et le développement. Cela impliquait en particulier de souligner que le FMMD était un processus continu et non pas uniquement une Conférence annuelle. Par le biais d'efforts communs de la part des États participants et des organisations internationales travaillant en partenariat avec la société civile, des progrès substantiels ont été accomplis pendant la présidence suédoise.

Ces réalisations, enseignements tirés et défis qui restent à relever peuvent être regroupés en trois domaines sur lesquels la présidence doit se concentrer : un forum plus axé sur le *développement*, plus *dynamique* et plus *durable*.

Un Forum plus axé sur le *développement* a constitué le point de départ central des travaux de la présidence. Ceci a été vrai en termes d'orientation thématique, mais également en termes d'efforts déployés pour impliquer davantage d'acteurs du développement. L'une des priorités clés a consisté à inclure la migration dans le Programme de développement pour l'après-2015. Cet aspect reposait sur la conviction de la Suède que ce serait une manière efficace d'encourager les gouvernements et les autres acteurs du développement à analyser, planifier, agir et suivre les opportunités et défis que la migration apporte au développement. Sur cette question, d'importants progrès ont été accomplis. Les recommandations résumant les délibérations de la Conférence du FMMD sur l'intégration de la migration dans le Programme de développement de l'après-2015 ont été communiquées au Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon. Étant donné que les délibérations mondiales sur le Programme de développement pour l'après-2015 se poursuivent, le FMMD aura besoin de poursuivre son engagement dans ce processus et la Suède est sincèrement reconnaissante à la Turquie d'avoir exprimé sa volonté de renforcer cet effort.

Tout au long de la présidence suédoise, les principales institutions spécialisées dans le développement de l'ONU ont apporté un appui inestimable. Il est cependant difficile de déterminer dans quelle mesure ces expériences partagées au sein du FMMD sont filtrées pour être intégrées dans les programmes sectoriels de ces institutions ou si elles restent l'intérêt d'unités ou d'experts dédiés à la migration. La Suède a également encouragé les États participants à envoyer des experts en développement de leurs départements de planification, de développement ou d'autres organismes concernés. Il y a eu quelques progrès à cet égard, un grand nombre de pays étant dotés de ministères du développement ou de fonctions similaires représentées à la Conférence du Forum,

mais la présence et l'implication des acteurs du développement doivent encore être renforcées.

Un Forum plus *dynamique* impliquait d'améliorer le FMMD en tant que processus, notamment le fonctionnement de ses structures gouvernantes et de soutien; l'appropriation par les gouvernements et l'engagement au côté d'autres parties prenantes ainsi que l'impact sur le programme mondial de développement et de migration. Les recommandations de l'évaluation du FMMD avaient placé la barre très haut à cet égard.

Tout en conservant le caractère informel du FMMD, qui a joué un rôle clé dans son succès, la présidence suédoise a accompli des progrès en termes d'amélioration et de clarification des rôles des différentes structures du FMMD. Des efforts ont été déployés pour axer les débats au sein de la Troïka et du Groupe de pilotage sur des questions stratégiques et institutionnelles, tout en maintenant des débats de fonds au sein des Amis du Forum. Des mandats ont été élaborés pour les différentes structures, dont un système plus efficace pour le Groupe de pilotage. Il est maintenant important que ces instruments soient mis en œuvre afin de les rendre opérationnels et efficaces.

L'Unité de soutien est une composante clé du cadre de soutien du Forum et contribue à assurer la continuité d'une présidence à l'autre. C'est pourquoi la présidente suédoise s'est employée à renforcer l'Unité de soutien. Étant donné qu'une Unité de soutien fonctionnant bien sera essentielle pour la viabilité continue du FMMD, ce travail devra être poursuivi. Pendant sa présidence, la Suède a également travaillé en collaboration avec l'Unité de soutien du FMMD pour renforcer la notion de faits probants et améliorer l'impact du Forum sur le programme mondial de développement et de la migration. À cette fin, une nouvelle Base de données des politiques et des pratiques a été élaborée et la Plate-forme pour les partenariats a été consolidée, ce qui a été possible grâce au généreux soutien du gouvernement de la Suisse.

Pour un processus volontaire mené par les États comme le FMMD, l'appropriation du processus par les gouvernements et leur engagement sont essentiels. En vue d'améliorer cet engagement dans le Forum et les données factuelles, un certain nombre de changements ont été mis en place. En constituant des équipes gouvernementales pour chaque table ronde à un stade précoce du processus et en tenant des réunions thématiques directement liées aux thèmes débattus dans ces tables rondes, on a pu observer une meilleure appropriation du processus par les gouvernements et l'injection d'une expertise provenant des capitales dans le dialogue. Aussi est-il vivement recommandé de conserver ce nouveau format. L'enquête structurée autour des différents thèmes des tables rondes s'est également révélée être un instrument utile pour mobiliser les gouvernements et recueillir les pratiques politiques

pertinentes dans les domaines abordés. Les futures présidences pourraient envisager de mener des enquêtes similaires liées à leurs priorités thématiques. Pendant la présidence suédoise, des efforts ont également été déployés pour constituer des réseaux d'experts liés à chaque table ronde. Le résultat de cette initiative a été mitigé et sur la base de cette expérience, il serait plutôt recommandé de s'appuyer sur l'expertise et les réseaux en place (comme le GMG et KNOMAD) plutôt que de créer des réseaux distincts dont la finalité serait le FMMD.

Si l'on a pu observer un engagement considérable d'un certain nombre de gouvernements, le FMMD pourrait tirer parti de voir un plus grand nombre de gouvernements relever le défi de contribuer plus activement au processus préparatoire, tout à fait conformément à sa nature dirigée par les États. C'est pourquoi il demeure important pour les futures présidences et Troïkas du FMMD de convaincre les gouvernements d'accroître leur engagement et de parvenir à une représentation équilibrée des pays ayant différentes perspectives de la migration et du développement. En s'appuyant sur les enseignements des différentes équipes et sur l'engagement dans les tables rondes, il serait judicieux pour le FMMD de relier les thèmes des tables rondes aux débats mondiaux en cours ou d'identifier des solutions aux défis bien définis. Cela pourrait engendrer une participation plus active ainsi que des recommandations et un suivi plus concrets. Comme nous l'avons vu, la table ronde consacrée au Programme de développement pour l'après-2015, par exemple, a bénéficié d'une attention toute particulière et engendré des résultats opérationnels. C'est pourquoi, il y a bon espoir qu'elle ait un impact dans la mesure où la communauté mondiale poursuit l'élaboration de ce nouveau programme mondial.

La Suède aspirait à améliorer la coopération entre le Forum mondial et les différentes parties prenantes, en particulier le Groupe mondial sur la migration (GMG), la société civile et le secteur privé. Le FMMD peut servir de plate-forme aux gouvernements pour échanger leurs préoccupations et priorités dans le domaine de la migration et du développement de manière plus approfondie avec les institutions membres du GMG. En faisant part de leurs besoins au GMG d'une manière plus systématique et plus en amont, le GMG pourra apporter une expertise plus coordonnée au processus du FMMD. Les institutions membres du GMG peuvent également aider le processus en recensant les expériences pertinentes des pays et en fournissant l'analyse nécessaire pour tirer les leçons et produire des données factuelles probantes. Enfin, en introduisant la migration dans l'analyse du développement ainsi que des exercices de planification, le GMG pourrait apporter son soutien au suivi volontaire.

S'agissant de la société civile, il était utile d'entretenir une étroite coordination avec le coordinateur mondial de la société civile, y compris en termes de planification de l'Espace commun. Il s'est avéré bénéfique de relier l'axe thématique de l'Espace commun aux tables rondes des gouvernements afin de permettre à la société civile d'y contribuer. Afin d'encourager des activités nationales dans le domaine de la migration et du développement et de faciliter les Journées de la société civile, il était également utile de travailler en étroite collaboration avec les points focaux nationaux de la société civile du FMMD. Les efforts dédiés pour obtenir une contribution des réseaux de diasporas et des groupes de jeunes ont apporté davantage de perspectives et de légitimité au processus.

En observant les autres parties prenantes, le FMMD a étudié et développé un format destiné à impliquer le secteur privé. Ceci a été rendu possible grâce aux alliances que la présidence du FMMD a créé avec le Forum économique mondial- Conseil de l'agenda mondial sur les migrations, le Conseil pour l'immigration mondiale et l'Organisation internationale des employeurs. Les parties prenantes du secteur privé ont approuvé les recommandations résultant des séances de tables rondes et des réunions thématiques qui ont identifié les principaux résultats utilisables dans la stratégie FMMD-secteur privé. La Turquie bénéficiera du soutien des parties prenantes du secteur privé au fur et à mesure qu'elles avanceront dans leur engagement au côté des entreprises sur les questions relatives à la migration.

Afin d'améliorer son impact sur le programme mondial pour la migration et le développement, le FMMD aurait besoin d'améliorer sa communication et ses activités de sensibilisation. Le lancement d'une Base de données des politiques et pratiques qui recense les expériences partagées dans le cadre de l'enquête du FMMD, des réunions thématiques et des tables rondes, a engendré des progrès considérables. Néanmoins, en établissant un plan de communication plus exhaustif pour l'avenir, le FMMD pourrait devenir plus efficace dans ce domaine.

Un Forum plus *durable* impliquait la création de conditions favorables à un processus à long terme avec une forte coopération entre les différentes parties prenantes. Un nouveau cadre de financement à long terme et un format de programme de travail pluriannuel ont été développés. La présidence à venir devra poursuivre la mise en œuvre de ce cadre financier et la mise à jour du programme de travail pluriannuel en coopération avec la Troïka. Ensemble, ces outils augmenteront la transparence, la prévisibilité et faciliteront les travaux des présidences à venir. Néanmoins, les investisseurs engagés dans le processus restent limités en nombre. Il est urgent qu'un plus grand nombre de gouvernements prouvent leur engagement dans le processus par le biais de contributions financières, quelle que soit la taille de celles-ci. Dans le cadre des réflexions de clôture, une attention particulière doit également être accordée à certains enseignements tirés de *l'organisation de la présidence suédoise* et de la *Conférence du Forum de Stockholm*. Il était avantageux, pour de nombreuses raisons,

pour la Suède d'assumer la présidence du FMMD. Entre autres, cela a permis de construire une cohérence et une coopération nationales dans le domaine de la migration et du développement.

En termes d'organisation de la présidence, disposer d'un secrétariat établi sous la direction conjointe des ministères en charge de la migration et de la coopération internationale pour le développement présentait des avantages certains. Cela a fourni une base solide pour améliorer la cohérence politique et la coopération au niveau national. De plus, en dotant le secrétariat d'experts en politique nationale, plutôt que de trop s'en remettre à l'expertise externe, l'appropriation du processus par les gouvernements s'en est trouvée renforcée.

La présidence suédoise du FMMD a trouvé son apogée avec la Conférence du Forum de Stockholm. Il a semblé que le format et les débats concrets et stimulants aient été particulièrement appréciés. La séance d'ouverture, avec ses intervenants distingués comme Son Altesse royale la princesse Victoria, le Secrétaire général des Nations Unies et le Premier ministre suédois, était importante pour la visibilité et l'influence du FMMD sur le programme mondial pour la migration et le développement. La Suède souhaiterait appeler les futures présidences à impliquer des représentants à la fois nationaux et mondiaux de haut niveau pour accroître la visibilité du FMMD et du programme plus vaste pour la migration et le développement.

Pour résumer, la présidence suédoise du FMMD a accompli des progrès en ce qui concerne le fait de rendre le Forum *plus axé sur le développement*, *plus dynamique* et *plus durable*. Bien des choses ont été accomplies grâce au travail collectif des gouvernements et organisations internationales en partenariat avec la société civile. Grâce à ces efforts communs, une deuxième phase actualisée du Forum mondial a démarré avec un format plus efficace pour le processus. Comme souligné dans la Mémoire thématique transmise au Dialogue de haut niveau des Nations Unies sur la migration internationale et le développement, le Forum s'est avéré être un processus innovant et fructueux pour un dialogue holistique, franc et constructif. Il a développé la confiance et contribué à façonner le débat mondial sur la migration et le développement. En partageant les expériences et les leçons tirées, le FMMD ouvre la voie à des améliorations des politiques, programmes et pratiques. Enfin, le travail du FMMD profite ainsi aux pays d'origine, de destination et aux migrants eux-mêmes.

Suivi possible pour la future présidence

Continuer à renforcer le nouveau format pour la coopération, en particulier en :

- mettant en œuvre les mandats de la Troïka, du Groupe de pilotage et des Amis du Forum;
- continuant à promouvoir une participation active aux préparations thématiques du Forum, en particulier grâce au maintien du format des équipes gouvernementales et des réunions thématiques reliées aux tables rondes spécifiques;
- continuant à renforcer l'Unité de soutien ;
- encourageant une utilisation active et un partage des expériences par le biais de la Plate-forme pour les partenariats et la Base de données des politiques et pratiques;
- renforçant le partenariat avec le GMG;
- continuant à s'appuyer sur la relation entretenue avec la société civile, notamment en accordant une attention particulière aux initiatives des diasporas et de la jeunesse;
- s'appuyant sur le format destiné à impliquer le secteur privé dans le FMMD en vue d'améliorer le dialogue avec cette partie prenante et en le consolidant;
- développant un plan de communication du FMMD ;
- mettant en œuvre un cadre de financement à long terme;
- actualisant le programme de travail pluriannuel du FMMD ;
- continuant à renforcer la dimension du développement du Forum, tout en mettant un accent particulier sur la migration dans le Programme de développement pour l'après-2015.

Annex I Programme of the GFMD Forum Meeting



GFMD FORUM MEETING 14-16 MAY 2014, STOCKHOLM DRAFT PROGRAMME

“Unlocking the potential of migration for inclusive development”

Wednesday 14 May		
SCHEDULE	ACTIVITY	ROOM ¹
10h30 – 12h30	Registration and issuance of badges (A light lunch will be served during registration and side events will be running from 11h30-12h30)	Mässtorget
OPENING CEREMONY		
12h50	All delegates have taken their seats	Mässhallen
13h00-13h15	Welcome addresses Tobias Billström, Minister for Migration and Asylum Policy, Sweden Hillevi Engström, Minister for International Development Cooperation, Sweden	Mässhallen
13h15 -13h30	Opening speeches H.R.H Crown Princess Victoria of Sweden Fredrik Reinfeldt, Prime Minister, Sweden	Mässhallen
13h30- 13h45	Keynote speech Ban Ki-moon, United Nations Secretary General	Mässhallen
13h45- 13h50	Remarks Mevlüt Çavuşoğlu, Minister for European Union Affairs and Chief Negotiator, Turkey	Mässhallen
13h50- 14h00	Report from the Civil Society Days Michele LeVoy, Chair of the Civil Society Days of the 2014 Global Forum on Migration and Development, and director of the Platform for International Cooperation on Undocumented Migrants	Mässhallen
14h00-14h25	Coffee Break	Mässtorget Arkaden Galleriet
COMMON SPACE		
14h30 – 18h30	Peter Sutherland, the United Nations Special Representative of the Secretary-General (SRSG) for International Migration Chair of the Common Space	
14h30- 15h15	Opening of Common Space Keynote speech: Hans Rosling, Professor of International Health at the Karolinska Institute and co-founder and Chairman of the Gapminder Foundation Remarks: Ayşe Cihan Sultanoğlu, Assistant Administrator and Director, Regional Bureau for Europe and CIS, UNDP	Mässhallen

¹ All events, except the Official Banquet Dinner, take place at the Münchenbryggeriet Conference Centre, Stockholm.

GFMD FORUM MEETING 14-16 MAY 2014, STOCKHOLM

SIMULTANEOUS BREAK-OUT SESSIONS

15h30- 17h30

<p>Situating migration and migrants in national and post-2015 international development agendas – partnering with the international development community, national policy makers and development, migrant and other civil society organisations</p> <p>Moderator: John Bingham</p> <p>Speakers: William Lacy Swing, Director General, IOM</p> <p>Amina Mohamed, Special Advisor of the Secretary-General on Post-2015 Development Planning</p> <p>Riaz Hamidulla, Director General for Economic Affairs, Ministry of Foreign Affairs, Bangladesh</p> <p>Fernando Frutuoso de Melo, EuropeAid Director General</p> <p>Ignacio Packer, Secretary General, Terre des Hommes</p> <p>Aileen Constantino-Peñas, Deputy Executive Director, Atikha Overseas Workers and Communities Initiative, Inc., Philippines</p> <p>Room: Mässhallen</p>	<p>Realising decent labour migration and decent employment - partnering with states, businesses, labour organisations, diaspora entrepreneurs and other civil society organisations</p> <p>Moderator: Khalid Koser</p> <p>Speakers: Guy Ryder, Director General, ILO</p> <p>Rosa Pavanelli, General Secretary, Public Services International</p> <p>Mark Davidson, Director General, International and Intergovernmental Affairs, Department of Citizenship and Immigration, Canada</p> <p>Nissanka Wijeratne, Secretary of the Ministry of Foreign Employment Promotion and Welfare, Sri Lanka</p> <p>Tristan Forster, Chairman, FSI Worldwide</p> <p>Frederick Muia, Senior Adviser, IOE</p> <p>Room: Nobelterrassen</p>	<p>Empowering migrants and communities for social inclusion and human development - partnering with states, local authorities and civil society</p> <p>Moderator: Kathleen Newland</p> <p>Speakers: Anne Richard, Assistant Secretary, State Department, USA</p> <p>Juan Jose Garcia Vasquez, Vice-Minister for Salvadorans Abroad, El Salvador</p> <p>Monami Maulik, Founder and Executive Director, DRUM – Desis Rising Up and Moving, United States of America</p> <p>Sicel' mpilo Shange-Buthane, Director of CoRMSA, South Africa</p> <p>John G. Bongat, Mayor of the City of Naga, Philippines</p> <p>Charlotte Svensson, Director, Labour Market Administration, City of Stockholm</p> <p>Room: Riddarsalen</p>
--	---	---



GFMD FORUM MEETING 14-16 MAY 2014, STOCKHOLM

17h40-18h30 **Conclusion of Common Space** Mässhallen

Report from breakout sessions by session moderators

Concluding remarks by the Chair of the Common Space

WELCOME RECEPTION

19h00 – 21h00 Welcome reception for civil society, governments and observers hosted by the Government of Sweden Mälarsalen

Thursday 15 May

SCHEDULE **ACTIVITY** **ROOM**

09h00-9h30 **Remarks** Mässhallen

Ambassador Eva Åkerman Börje, GFMD 2013-2014 Chair

Representatives of the EU

Cecilia Malmström, Commissioner of the European Commission in charge of Home Affairs

Angelos Syrigos, Secretary General of Population and Social Cohesion of the Hellenic Ministry of Interior, the Hellenic Presidency of the EU

SIMULTANEOUS ROUNDTABLE SESSIONS

09h35- 12h20

Roundtable 1.1

Operationalizing mainstreaming and coherence in migration and development policies

Co-chairs: Russia and Switzerland

Room: Riddarsalen

Roundtable 2.1

Enhancing the development impacts of labour migration and circular mobility through more systematic labour market and skills matching

Co-chairs: Morocco and Spain

Room: Nobelterrassen

Roundtable 3.1

Empowering migrants, their households and communities for improved protection of rights and social development outcomes

Co-chairs: Ecuador and Greece

Room: Fogelströmrummet

(Coffee served near the breakout rooms at 10h30)

12h30 – 14h20

LUNCH

Mälarsalen

SIMULTANEOUS ROUNDTABLE SESSIONS

14h30 – 17h30

Roundtable 1.2

Framing migration for the MDGs and the Post-2015 UN Development Agenda

Co-chairs: Bangladesh, Belgium and Mexico

Room: Riddarsalen

Roundtable 2.2

Facilitating positive development impacts of diaspora engagement in skills transfers, investments and trade between countries of residence and origin

Co-chairs: Ethiopia and the Netherlands

Room: Nobelterrassen

Roundtable 3.2

Migrants' social and financial remittances (asset transfers) and their effects on health and education

Co-chairs: El Salvador and United Arab Emirates

Room: Fogelströmrummet

(Coffee served near the breakout rooms at 15h30)



GFMD FORUM MEETING 14-16 MAY 2014, STOCKHOLM

17h40 -18h00	Summary of day 1 Ambassador Eva Åkerman Börje, GFMD 2013-2014 Chair	Mässhallen
--------------	---	------------

DINNER

18h00-19h00	Boat transport from the Münchenbryggeriet to the Vasa Museum <i>Exact time for departure TBA</i>	
19h30	Official Banquet Dinner, hosted by Hillevi Engström, Minister for International Development Cooperation and Tobias Billström, Minister for Migration and Asylum Policy	The Vasa Museum

Friday 16 May

SCHEDULE	ACTIVITY	ROOM
----------	----------	------

OPENING PLENARY SESSION

09h00-09h15	Guy Ryder, Director General, International Labour Organisation (ILO), 2014 Chair of the Global Migration Group	Mässhallen
-------------	--	------------

SPECIAL SESSIONS

09h20 – 12h00	<p>Special session on the Future of the Forum (Heads of delegation only)</p> <p>Co-chairs: Ambassador Eva Åkerman Börje and SRSG Peter Sutherland</p> <p>ROOM: <i>Riddarsalen</i></p>	<p>Platform for Partnerships</p> <p>Co-chairs: Morocco and Turkey</p> <p>ROOM: <i>Mässhallen</i></p>
(Coffee will be served near the breakout rooms at 10h30)		

12h00 – 13h30	LUNCH	Mälarsalen
---------------	--------------	------------

12h15-13h00	Side event: Special session on Enhancing Coordination between the GFMD and the United Nations System: SRSG Sutherland, Global Migration Group and the GFMD	Mässhallen
-------------	---	------------

REPORTS TO THE PLENARY

13h30-15h00	Report on Roundtable and Special Sessions	
	<p>Report on Roundtable 1 Outcomes - <i>Integrating migration in global, regional and national development agendas</i> <u>General Rapporteur:</u> Government of Jamaica</p> <p>Report on Roundtable 2 Outcomes - <i>Migration as an enabler for inclusive economic development</i> <u>General Rapporteur:</u> Government of Kenya</p> <p>Report on Roundtable 3 Outcomes - <i>Migration as an enabler for inclusive social development</i> <u>General Rapporteur:</u> Government of Mexico</p> <p>Report on Special Sessions</p> <p>Concluding comments by SRSG Peter Sutherland</p>	Mässhallen



GFMD FORUM MEETING 14-16 MAY 2014, STOCKHOLM

CLOSING SESSION

15h00 - 15h10	Conclusion by Ambassador Eva Åkerman-Börje	Mässhallen
15h10 - 15h20	Statement by incoming Chair Turkey	Mässhallen
15h20 – 15h30	Closing remarks Hillevi Engström, Minister for International Development Cooperation Tobias Billström, Minister for Migration and Asylum Policy	Mässhallen

Annex II Programme for Side-Events



Preliminary list of Side-events

(as of 8 May 2014)

GFMD forum meeting 14-16 May

WEDNESDAY 14 MAY

11h00-12h30 *Lunch meeting on the GFMD's future engagement with business – focusing on Information & Communications Technology* (closed session).

Hosted by the GFMD Chairmanship.

Venue: Lindgrenrummet

11h30-12h30 *The Nansen Initiative on Cross-border Displacement in the Context of Disasters.*

Hosted by Switzerland

Venue: Riddarsalen

THURSDAY 15 MAY

12h30-13h15 *Migrants in Countries in Crisis Initiative.*

Hosted by the United States

Venue: Nobelterrassen

12h30-13h15 *KNOMAD and the World Bank Annual Remittances Data.*

Hosted by the World Bank

Venue: Riddarsalen

13h30-14h15 *The Global Migration Group (GMG) Side Event – “Migration and Youth: Challenges and Opportunities”*

Hosted by the GMG

Venue: Nobelterrassen



13h15-14h00 *Interrelations between public policies, migration and development: case studies and policy recommendations.*

Hosted by the OECD/European Commission (closed session)

Venue: Fogelströmrummet

13h00-14h15 *High-level lunch on migration and the post-2015 development agenda*
(closed session)

Hosted by the GFMD Chairmanship

Venue: Lindgrenrummet

FRIDAY 16 MAY

12h15-13h00 *Special Session on Enhancing Coordination between the GFMD and the United Nations System: SRSO Sutherland, Global Migration Group and the GFMD*

Venue: Mässhallen

Annex III Programme for Civil Society Days



Civil Society Days 2014, 12 – 13 May, Common Space 14 May <i>Münchenbryggeriet Conference Centre, TorkelKnutssongatan 2</i>	
Theme: Shaping Migration & Development Goals: <i>global movement, change on the ground</i>	
Civil Society Chair 2014 Michele LeVoy, Director PICUM Civil Society Co-Chair 2014 Gibril Faal, Chair AFFORD	
Programme	
Monday 12 May	
8.00 - 9.00	<u>Registration</u>
9.00 - 9.30	<u>Opening</u> <i>Mässhallen</i> George Joseph, National Civil Society Coordinator Sweden GFMD 2014 and Director Migration Department, Caritas Sweden Michele LeVoy, Civil Society Chair GFMD 2014, Director Platform for International Cooperation on Undocumented Migrants (PICUM) Gibril Faal, Civil Society Co-Chair GFMD 2014, Chair African Foundation for Development (AFFORD)
9.30 - 9.50	<u>Presentation of theme and methodology GFMD CSD 2014</u> <i>Mässhallen</i> Shaping Migration & Development Goals: <i>global movement, change on the ground</i> , by Wies Maas, GFMD Civil Society Coordinating Office, ICMC
9.50 - 10.50	<u>Movements and momentum</u> <i>Mässhallen</i> <ul style="list-style-type: none"> - Civil society's 5-year 8 point Action Agenda for collaboration and change and the HLD Declaration - <i>where are we now?</i>, William Gois, Regional Coordinator, Migrant Forum in Asia - Impressions from the 8th People's Global Action on Migration, Human Rights and Development (9-11 May), Jille Bellisario, Transnational Migrant Platform - Connecting dots: MADE – migration and development civil society network, John K. Bingham, GFMD civil society coordinator, International Catholic Migration Commission (ICMC), Head of Policy - Movements and momentum in the region – MADE Americas and the Colectivo Migraciones Para Las Américas, Berenice Valdez, El Instituto para las Mujeres en la Migración (IMUMI) <p>Interaction with the floor</p>
10.50 - 11.00	<u>Welcome</u> Tobias Billström, Minister for Asylum and Migration Policy, Sweden, GFMD Chair

11.00 - 12.00	<p>Migration, migrants and the post-2015 development agenda <i>Mässhallen</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - How migration and migrants impacted the MDGs and should figure in the post-2015 framework, Gregory Maniatis, special advisor to the UN Special Representative of the Secretary-General for International Migration - Migrants and diaspora for development - in practice and advocacy, Fatumo Farah, Director Himilo Relief and Development Association (Hirda) - Shaping Migration & Development Goals: civil society's proposal for a blueprint with goals, targets and indicators on migration for the post-2015 and national development agendas, Ignacio Packer, Secretary General, Terre des Hommes - Towards decent work and universal social protection in post-2015 and national development agendas, Per-Olof Sjöö, President Building and Wood Workers International (BWI) / GS Union Sweden <p>Interaction with the floor</p>						
12.00 - 13.30	<p>Lunch</p>						
12.30 - 13.30	<p>GFMD CSD event: Post-2015 Green Room <i>Galleriet</i></p> <p>Migrants and migration in the post-2015 development agenda: update & sign-on <i>Focal points: Colin Rajah Global Coalition on Migration (GCM), Bob van Dillen Cordaid, John K. Bingham ICMC</i></p> <p>Side-event: MADE in Europe <i>Riddarsalan</i> <i>Bridging the global and EU migration and development agendas after 2015</i> Organizer: ICMC Europe</p> <p>Side-event: Alternatives to Immigration Detention of Children <i>Fogelströmrummet</i> Organizers: International Detention Coalition, PICUM, Terre Des Hommes</p>						
13.30 - 15.30	<p>Break-out session A – part I</p> <p>[Theme 1: Shaping goals for labour mobility, labour rights and decent work] <i>Galleriet</i></p> <p>Session 1.A: Guaranteeing decent work and social protection for migrants</p> <table border="1" data-bbox="437 1375 1342 1715"> <tr> <td>Co-moderators</td> <td>William Gois, Migrant Forum in Asia Sofi Taylor, Overseas Nurses and Care-Workers Network</td> </tr> <tr> <td>Co-rapporteurs</td> <td>Philip Hunter, Verité Samidha Garg, National Union of Teachers, UK</td> </tr> <tr> <td>Discussion-starters</td> <td>Ellene Sana, Center for Migrant Advocacy Isabel de Sola, World Economic Forum Rita Schiavi, Unia Switzerland Danilo Rivera, Instituto Centroamericano de Estudios Sociales y Desarrollo (INCEDES) Rima Kalush, Migrant Rights Liepollo Pheko, The Trade Collective</td> </tr> </table> <p>[Theme 2: Shaping goals for the protection of migrants and families] <i>Riddarsalan</i></p> <p>Session 2.A: Protecting and empowering migrants in distress, in transit, at borders and in detention</p>	Co-moderators	William Gois , Migrant Forum in Asia Sofi Taylor , Overseas Nurses and Care-Workers Network	Co-rapporteurs	Philip Hunter , Verité Samidha Garg , National Union of Teachers, UK	Discussion-starters	Ellene Sana , Center for Migrant Advocacy Isabel de Sola , World Economic Forum Rita Schiavi , Unia Switzerland Danilo Rivera , Instituto Centroamericano de Estudios Sociales y Desarrollo (INCEDES) Rima Kalush , Migrant Rights Liepollo Pheko , The Trade Collective
Co-moderators	William Gois , Migrant Forum in Asia Sofi Taylor , Overseas Nurses and Care-Workers Network						
Co-rapporteurs	Philip Hunter , Verité Samidha Garg , National Union of Teachers, UK						
Discussion-starters	Ellene Sana , Center for Migrant Advocacy Isabel de Sola , World Economic Forum Rita Schiavi , Unia Switzerland Danilo Rivera , Instituto Centroamericano de Estudios Sociales y Desarrollo (INCEDES) Rima Kalush , Migrant Rights Liepollo Pheko , The Trade Collective						

	Co-moderators	Cathi Tactaquin , National Network for Immigrant and Refugee Rights (NNIRR) Rodolfo Cordova , International Network on Migration and Development/Fundar
	Co-rapporteurs	Sanjula Weeasinghe , Georgetown University Milka Isinta , Pan African Network in Defence of Migrants' Rights (PANIDMR).
	Discussion-starters	Fr. Flor Maria Rigoni , Scalabrini Migrant Shelter Sue LeMesurier , International Federation of Red Cross and Red Crescent Societies Fabiola Mancilla , Migrant Shelter Martínez y González Petra Hueck , ICMC Europe
	<p>[Theme 3: Shaping goals for the empowerment of migrants and communities for social inclusion and human development] <i>Fogelströmmrummet</i></p> <p>Session 3.A: Boosting migrants and diasporas' contributions to job creation and development in countries of residence, origin and heritage</p>	
	Co-moderators	Martina Liebsch , Caritas International Efrain Jimenez , Federación Zacatecana
	Co-rapporteurs	Stephen Deul , African Diaspora Policy Centre (ADPC) Rafael Samanez , Vamos Unidos
	Discussion-starters	Ndidi Njoku , Markets4development Jillian Roque , Public Services Labour Independent Confederation (PSLINK/Philippines) Oscar Chacon , National Alliance of Latin American and Caribbean Communities (NALACC) Syed Saiful Haque , WARBE Development Foundation Bangladesh
15.30 - 15.45	Coffee	
15.45 - 17.00	Break-out sessions A – part II <i>(continuing working sessions A, towards goals and actions)</i>	
17.15 - 18.30	Side-event: MADE Launch <i>Launch Migration and Development Civil Society Network – informal networking event and drinks</i>	<i>Mässhallen</i>
18:30 - 20.30	Dinner reception	<i>Lilla Hallen</i>

Tuesday 13 May

08.30 - 10.30	<p>Break-out sessions B – part</p> <p>[Theme 1: Shaping goals for labour mobility, labour rights and decent work] <i>Galleriet</i></p> <p>Session 1.B: Improving migrant labour recruitment, placement and employment practices</p> <table border="1"> <tr> <td>Co-moderators</td> <td>William Gois, Migrant Forum in Asia Sofi Taylor, Overseas Nurses and Care-Workers Network</td> </tr> <tr> <td>Co-rapporteurs</td> <td>Philip Hunter, Verité Samidha Garg, National Union of Teachers, UK</td> </tr> <tr> <td>Discussion-starters</td> <td>Charlie Fanning, AFL-CIO Jin Sook Lee, Building and Wood Workers International Neill Wilkins, Institute for Human Rights and Business Elizabeth Mauldin, Centro de los Derechos del Migrante Inc. Najla Chahda, Caritas Lebanon Migrant Center Francesca Pizzutelli, Amnesty International</td> </tr> </table> <p>[Theme 2: Shaping goals for the protection of migrants and families] <i>Riddarsalan</i></p> <p>Session 2.B: Protecting and empowering children in contexts of migration</p> <table border="1"> <tr> <td>Co-moderators</td> <td>Cathi Tactaquin, National Network for Immigrant and Refugee Rights (NNIRR) Rodolfo Cordova, International Network on Migration and Development / Fundar</td> </tr> <tr> <td>Co-rapporteurs</td> <td>Sanjula Weeasinghe, Georgetown University Milka Isinta, Pan African Network in Defence of Migrants' Rights (PANIDMR)</td> </tr> <tr> <td>Discussion-starters</td> <td>Daniela Reale, Save the Children UK Ben Lewis, International Detention Coalition Axela Romero, Red Mesoamericana Mary Jo Toll, NGO Committee on Migration (CoNGO-NY) Louis Malfaro, American Federation of Teachers</td> </tr> </table> <p>[Theme 3: Shaping goals for the empowerment of migrants and communities for social inclusion and human development] <i>Fogelströmmrummet</i></p> <p>Session 3.B: Facilitating migrant and diaspora organizations as transnational social investors and policy advocates for access to services and public policy changes</p> <table border="1"> <tr> <td>Co-moderators</td> <td>Martina Liebsch, Caritas International Efrain Jimenez, Federación Zacatecana</td> </tr> <tr> <td>Co-rapporteurs</td> <td>Stephen Deul, African Diaspora Policy Centre (ADPC) Rafael Samanez, Vamos Unidos</td> </tr> <tr> <td>Discussion-starters</td> <td>José Luis Gutierrez, Red Mexicana de Líderes y Organizaciones Migrantes Monami Maulik, Desis Rising Up & Moving (DRUM) Chibwe Henry, Diaspora for African Development Brice Monnou, Femmes et Contribution au Développement (FECODEV) Gabriela Rodríguez Pizarro, International Centre for the Human Rights of Migrants (CIDEHUM)</td> </tr> </table>	Co-moderators	William Gois , Migrant Forum in Asia Sofi Taylor , Overseas Nurses and Care-Workers Network	Co-rapporteurs	Philip Hunter , Verité Samidha Garg , National Union of Teachers, UK	Discussion-starters	Charlie Fanning , AFL-CIO Jin Sook Lee , Building and Wood Workers International Neill Wilkins , Institute for Human Rights and Business Elizabeth Mauldin , Centro de los Derechos del Migrante Inc. Najla Chahda , Caritas Lebanon Migrant Center Francesca Pizzutelli , Amnesty International	Co-moderators	Cathi Tactaquin , National Network for Immigrant and Refugee Rights (NNIRR) Rodolfo Cordova , International Network on Migration and Development / Fundar	Co-rapporteurs	Sanjula Weeasinghe , Georgetown University Milka Isinta , Pan African Network in Defence of Migrants' Rights (PANIDMR)	Discussion-starters	Daniela Reale , Save the Children UK Ben Lewis , International Detention Coalition Axela Romero , Red Mesoamericana Mary Jo Toll , NGO Committee on Migration (CoNGO-NY) Louis Malfaro , American Federation of Teachers	Co-moderators	Martina Liebsch , Caritas International Efrain Jimenez , Federación Zacatecana	Co-rapporteurs	Stephen Deul , African Diaspora Policy Centre (ADPC) Rafael Samanez , Vamos Unidos	Discussion-starters	José Luis Gutierrez , Red Mexicana de Líderes y Organizaciones Migrantes Monami Maulik , Desis Rising Up & Moving (DRUM) Chibwe Henry , Diaspora for African Development Brice Monnou , Femmes et Contribution au Développement (FECODEV) Gabriela Rodríguez Pizarro , International Centre for the Human Rights of Migrants (CIDEHUM)
Co-moderators	William Gois , Migrant Forum in Asia Sofi Taylor , Overseas Nurses and Care-Workers Network																		
Co-rapporteurs	Philip Hunter , Verité Samidha Garg , National Union of Teachers, UK																		
Discussion-starters	Charlie Fanning , AFL-CIO Jin Sook Lee , Building and Wood Workers International Neill Wilkins , Institute for Human Rights and Business Elizabeth Mauldin , Centro de los Derechos del Migrante Inc. Najla Chahda , Caritas Lebanon Migrant Center Francesca Pizzutelli , Amnesty International																		
Co-moderators	Cathi Tactaquin , National Network for Immigrant and Refugee Rights (NNIRR) Rodolfo Cordova , International Network on Migration and Development / Fundar																		
Co-rapporteurs	Sanjula Weeasinghe , Georgetown University Milka Isinta , Pan African Network in Defence of Migrants' Rights (PANIDMR)																		
Discussion-starters	Daniela Reale , Save the Children UK Ben Lewis , International Detention Coalition Axela Romero , Red Mesoamericana Mary Jo Toll , NGO Committee on Migration (CoNGO-NY) Louis Malfaro , American Federation of Teachers																		
Co-moderators	Martina Liebsch , Caritas International Efrain Jimenez , Federación Zacatecana																		
Co-rapporteurs	Stephen Deul , African Diaspora Policy Centre (ADPC) Rafael Samanez , Vamos Unidos																		
Discussion-starters	José Luis Gutierrez , Red Mexicana de Líderes y Organizaciones Migrantes Monami Maulik , Desis Rising Up & Moving (DRUM) Chibwe Henry , Diaspora for African Development Brice Monnou , Femmes et Contribution au Développement (FECODEV) Gabriela Rodríguez Pizarro , International Centre for the Human Rights of Migrants (CIDEHUM)																		
10.30 - 10.45	Coffee																		

10.45 - 12.00	Break-out sessions B – part II <i>(continuing working sessions B, towards goals and actions)</i>	
12.00 - 13.30	Lunch	Lilla Hallen
12.30 - 13.30	GFMD CSD event: Post-2015 Green Room Migrants and migration in the post-2015 development agenda: strategizing next steps and sign-on <i>Focal points: Colin Rajah Global Coalition on Migration (GCM), Bob van Dillen Cordaid, John K. Bingham ICMC</i>	Galleriet
	Side-event: Migrant Domestic Workers Organizer: Global Migration Group	Riddarsalan
	Side-event: Local authorities: the missing link to harness the potential of migration for development Organizer: Joint Migration and Development Initiative (JMDI)	Fogelströmrummet
13.30 - 15.15	Report backs, and moving forward <ul style="list-style-type: none"> - Report back on inspiring practices, recommendations, indicators for progress, and next steps from the three thematic break-out sessions by rapporteurs - Report back on results of the post-2015 Green Room by Colin Rajah, Global Coalition on Migration Connecting with the GFMD 2014 Government Days and beyond <ul style="list-style-type: none"> - Eva Åkerman Börje, Ambassador, Head of the secretariat for the GFMD Swedish Chairmanship Interaction with the floor	Mässhallen
15.15 - 15.45	Coffee break	
15.45 - 17.30	Concluding Debate - Global conversation, local implementation <i>Implementing the global migration and development agenda locally, where do we go next?</i> <ul style="list-style-type: none"> - Peter Sutherland, UN Special Representative of the Secretary-General for International Migration - Representative of the Government of Bangladesh, <i>tbc</i> - Pietro Mona, Deputy Head of the Global Programme Migration and Development, Swiss Agency for Development and Cooperation - Moderators of the three thematic break-out sessions Interaction with the floor	Mässhallen
17.30 - 18.00	Closing Ceremony Closing address by Michele LeVoy, Chair, and Gibril Faal, Co-Chair	
18.00 - 20.00	Side event: MADE Strategy Session on labour migration and recruitment Organisers: Migrant Forum in Asia, AFL-CIO, Centro de los Derechos del Migrante	Galleriet

Wednesday 14 May - Opening States' GFMD Summit and Common Space <i>[see GFMD Government Days programme for further details and speakers' overview]</i>	
10.30 - 12.30	Registration <i>(A light lunch will be served during the registration)</i>
13.00 - 14.00	Opening Session <i>Mässhallen</i> <i>including report back by the GFMD Civil Society Chair 2014</i>
14.00 - 14.30	Coffee break
14.30 - 15.15	Common Space - Opening plenary Partnering to realize the potential of migrants and migration for inclusive development
15.30 - 17:30	Common Space - Break-out sessions Break-out session 1: Situating migration and migrants in national and post-2015 international development agendas <i>Partnering with the international development community, national policy makers and development, migrant and other civil society organizations</i> Break-out session 2: Realizing decent labour migration and decent employment in countries of origin and destination - partnering with states, businesses, labour organizations, diaspora entrepreneurs and other civil society organizations Break-out session 3: Empowering migrants and communities for social inclusion and human development - partnering with states, local authorities and civil society
17:30 - 18:30	Common Space - concluding plenary
19.00 - 21.00	Welcome Reception



Annex IV Government Team Members and Co-Chairs



“Unlocking the potential of migration for inclusive development”

GFMD 2013-2014 Roundtable Teams

Roundtable Theme		Government Team Members	Non-Government Partners
ROUNDTABLE 1 - Integrating migration in global, regional and national development agendas			
Session 1.1	Operationalizing mainstreaming and coherence in migration and development policies	Afghanistan, Canada, Ecuador, Ethiopia, Finland, Germany, Ghana, Jamaica, Lebanon, Madagascar , Mauritania, Moldova, Netherlands, Philippines, Russia , Switzerland , Turkey	ACP Observatory, African Union Commission, EU, ICMPD, IOM, OECD, UNCTAD, UNDP, UNHCR, UNICEF, WHO, World Bank
Session 1.2	Framing migration for the MDGs and the Post-2015 UN Development Agenda	Afghanistan, Bangladesh , Belgium , Ecuador, France, Germany, Ghana, Guatemala, Hungary, Jamaica, Kenya, Madagascar, Mexico , Philippines, Switzerland , Turkey	African Union Commission, EU, ICMPD, IFRC, ILO, IOM, OECD, UNDP, UNFPA, UNHCR, UNICEF, UNOHCHR, WHO, World Bank
ROUNDTABLE 2 - Migration as an enabler for inclusive economic development			
Session 2.1	Enhancing the development impacts of labour migration and circular mobility through more systematic labour market and skills matching	Angola, Canada , Cote d'Ivoire, Egypt, Ethiopia, India, Italy, Jamaica, Kenya, Morocco , Panama, Philippines , Spain , Thailand, Tunisia, Turkey, United Arab Emirates	African Union Commission, EU, ILO, IOM, OECD, OSCE, UNCTAD, World Bank
Session 2.2	Facilitating positive development impacts of diaspora engagement in skills transfer, investments and trade between countries of residence and origin	Angola, Bangladesh, Congo, Cote d'Ivoire, Egypt, Ethiopia , France , Georgia, Ghana, Jamaica, Kenya, Mexico, Moldova, Netherlands , Nigeria, Philippines, Switzerland, Turkey	African Union Commission, ICMPD, IOM, OECD, OSCE, UNCTAD, World Bank
ROUNDTABLE 3 - Migration as an enabler for inclusive social development			
Session 3.1	Empowering migrants, their households and communities for improved protection of rights and social development outcomes	Afghanistan, Australia , Bangladesh, Colombia, Cote d'Ivoire, Ecuador , Greece , Madagascar, Nigeria, Philippines , Switzerland, Thailand, Turkey, United States	African Union Commission, ICMPD, IFRC, ILO, IOM, UNHCR, UNICEF, UNHCR, UNOHCHR, World Bank
Session 3.2	Migrants' social and financial remittances (asset transfers) and their effects on health and education	Afghanistan, Angola, Comoros, El Salvador , Eritrea , Guatemala, Honduras, Italy, Kenya, Mexico, Moldova, Togo, United Arab Emirates , United Kingdom, Zimbabwe	ACP Observatory, IOM, UNICEF, UNOHCHR, WHO, World Bank
Business Roundtable		Australia, Canada, Moldova, Netherlands, Philippines, Sweden, Turkey, United States	ICMC, ILO, ICMPD, IOM, OECD, SRSG, World Bank
Platform for Partnerships		Morocco , Turkey	OSCE, UNITAR

Moderator

Color code **Rapporteur**
Co-Chair

Total participating states: 48

Total participating observers: 18

Annex V Recommendations and Possible Follow-up Actions from the GFMD 2013-2014 Roundtables

Roundtable 1.1: Operationalizing mainstreaming and coherence in migration and development

1. Promoting the assessment, and mainstreaming of migration into national development planning and vice-versa
2. Encouraging peer-to-peer learning as well as support from international organizations in analysis, implementation and policy dialogue;
3. Promote synergies at the sub-national, national, regional and international levels as well as cooperation between countries of origin and destination;
4. Promote enhanced coordination and cooperation within/between the UN and IOM, in the realm of mainstreaming migration in development planning at the country and international level.
5. Continue the international dialogue on mainstreaming migration in *sectoral* policies and planning.
6. Integrating migration in the post-2015 development agenda and explore how this inclusion subsequently can be mainstreamed into development planning;
7. Encouraging further work on monitoring and measurement of the impact of policy coherence and mainstreaming, especially through dedicated research initiatives.

Roundtable 1.2: Framing migration for the Millennium Development Goals and the Post-2015 UN Development Agenda:

1. Ensure that migrants and migration is recognized as a cross-cutting enabler for sustainable development and that their positive contributions to societies of origin, transit and destination, are acknowledged and enhanced. In concrete terms, this means migrants and migration related aspects should be:
 - i) included in the narrative of the agenda;
 - ii) clustered and included within a Means of Implementation/ Global Partnerships focus area;
 - iii) included as targets under the following SDGs: Poverty Eradication; Education; Health and population dynamics; Economic growth and decent work for all; Promoting equality; and
 - iv) that targets and indicators are disaggregated to account for development outcomes of migrants and their families. In closing, the co-chairs and rapporteur declared the endorsement of the recommendations in the background paper.
2. A number of targets were suggested, including, but not limited to the following areas:
 - i) Protecting migrants' rights and preventing labour exploitation, discrimination and xenophobia
 - ii) Reducing the costs of recruitment and remittances' and enhancing financial inclusion of migrants.
 - iii) Enhancing access to, and portability of, social security benefits Facilitating mobility and the portability of skills, e.g. through bilateral and multilateral agreements.
3. There was a strong call to refer to the annexes of the background paper¹ as well as the Recommendations from the Dhaka Global Experts Meeting on Migration in the post-2015 development agenda, for the concrete suggestions of how such migrant and migration targets and indicators could be formed.²

1 The background paper is available at: http://www.gfmd.org/files/documents/gfmd_sweden2013-2014_rt_1-2-background_paper_en.pdf

2 See the report from the Global Experts' Meeting for further details on these recommendations: <http://www.migration4development.org/sites/m4d.emakina-eu.net/files/final-recommendations-29-april-2104.pdf>

4. There was a consensus to work in a partnership and collaboration, including with civil society, for a unified approach that is ambitious, balanced and realistic.
5. Delegates were reminded to focus on migration-related targets that were *specific, measurable, achievable, relevant* and *time-bound* (SMART) and to plan for the implementation at the country-level.
6. The meeting called on the chair to formally submit the outcomes of this roundtable discussion to the UN Secretary-General and the Co-chairs of the Open Working Group on Sustainable Development Goals. This would enhance the chances of the outcome to be reflected in the OWG's final report as well as the upcoming synthesis report from the UN Secretary General. In conclusion, Turkey expressed its commitment to sustain the momentum.

Roundtable 2.1 – Enhancing the development impacts of labour migration and circular mobility through more systematic labour market and skills matching

It was suggested that the following measures could be considered and implemented in order to make labour and skills matching enhance mutual development impacts for migrating men and women, of various skills levels, in both countries of origin and destination:

1. Increase international cooperation on education, training and recognition of qualifications, for example through working with education institutions and employers and through bilateral recognition of qualifications agreements.
2. Improve skills recognition, particularly in order to facilitate returning migrants' contribution to the labour market of their country of origin through adequate use of new skills and experience from abroad, for example through a system of certificates of competency accepted in the countries of origin.
3. Engage closer with the private sector to determine and discuss employers' needs as well as training opportunities for migrants.
4. Provide, for example through ICT tools, reliable information on job opportunities and skills requirements, in countries of destination and

in countries of origin upon return.

5. Take necessary steps in order to promote transparency in the recruitment process, while also assessing the efficiency of monitoring and regulation of recruiters and intermediaries.
6. Address the high over-qualification rates among migrants in many countries, for example by promoting language training but also by involving public authorities responsible for skills recognition as well as professional associations defining professions and related job descriptions and qualifications.

Roundtable 2.2 – Facilitating positive development impacts of diaspora engagement in skills transfers, investments and trade between countries of residence and origin

It was suggested that the following measures could be considered and/or implemented by governments of both countries of origin and residence and through public-private partnerships in order to facilitate positive development impacts from diaspora skills transfers, investments and trade:

1. Support migrants associations' and professional networks' capacities to engage in trade and investments in countries of origin, for example through partnerships with financial institutions which can help migrants to invest in their country of origin and increase financial literacy.
2. Provide information, for example through ICT tools, on investment and trade possibilities as well as information on accessible financial instruments such as diaspora bonds.
3. Recognize the potential offered by temporary return opportunities and the removal of barriers of circular mobility, for example by allowing portable benefits, particularly relating to pensions and medical and life insurance, in order to facilitate visits or temporary return to countries of origin.

4. Recognize the impacts of allowing dual citizenship or permanent residency in order to increase the contribution of the diaspora as bridge-builders enjoying benefits deriving from such legal status.
5. Considering tax systems and investment conditions that give incentives to circular mobility and diaspora engagement in countries of origin.
6. Mapping diasporas in order to help to refine outreach policies and better understand diaspora communities.

Roundtable 3.1: Empowering migrants, their households and communities for improved protection of rights and social development outcomes

1. Governments could consult and collaborate with a civil society partners and local authorities to ensure that different migrant groups (including prospective migrants in countries of origin) are provided with information tailored to their particular needs.
2. States can provide information about avenues for legal migration to ensure that migrants are made aware of their rights before, during and after their move. States should offer information to migrants on how to validate their qualifications.
3. Governments can ensure that legal and structural frameworks are in place to allow migrants to gather and organize in a structured fashion as a means of encouraging migrant agency and to counter xenophobic sentiments. By encouraging (and providing financial support to) these groups, migrants' needs and rights are recognized as equal to those of others in the community.
4. Governments may consider giving migrants "expert status" and consult with them on key subjects that affect them and the communities where they live and work, thereby recognizing their agency and contributing toward social cohesion.
5. Governments and the private sector stand to gain by creating an alliance to advocate publically for the benefits of migration (in particular the labour needed to fill the needs of the host community).

6. In countries of origin, governments could create space for migrant organizations to communicate and consult with state and private sector interests on development initiatives linking countries of origin and destination.
7. Government services could be flexible and tailored to meet specific needs of migrants, for example by offering access to insurance or education schemes that safeguard the rights and long term interests of the migrant and his/her family.
8. Governments could enable migrants to open and hold bank accounts in order to facilitate savings and promote investments.
9. Governments could provide a greater range of opportunities for labour migration at all skills levels by increasing opportunities for e.g. circular migration.
10. Governments of both origin and destination countries could support the establishment of programs that focus on engaging with a country's diaspora in order to strengthen cultural and economic ties between countries. Countries of origin and destination can benefit from promoting a concept of integration that allows for retention of the language and culture of heritage.
11. Governments should consider offering civil registration, voting and representation rights for their diaspora communities.

Roundtable 3.2 – Migrants' financial and social remittances and their effect on health and education

The roundtable produced a set of recommendations as general measures:

1. To increase knowledge of viable models for directing migrants' social and financial remittances for positive health- and education outcomes.
2. To establish policies and practices that encourage the diaspora (and returning migrants) to actively participate in development strategies of the countries of origin, including improvement of the quality of life regarding access to education and health.

3. To establish and promote voluntary principles and practices for the ethical international recruitment of health personnel.
4. To encourage incentive systems to facilitate circular and temporary migration of health personnel.
5. To recognize the potential offered by temporary return opportunities and the removal of barriers of circular mobility, including allowing portable benefits, particularly relating to pensions and medical and life insurance.
6. To strengthen the health and education systems in low-income countries including through training and incentives to retain high-skilled personal and by attracting back professionals that have migrated.

Annex VI Letter to United Nations Secretary General



H.E. Mr. Ban Ki-moon
Secretary-General
United Nations

Stockholm 28 May 2014

Excellency,

As the Chair of the Global Forum on Migration and Development (GFMD), I would like to express my sincere gratitude to you for attending the GFMD Summit Meeting in Stockholm (14-16 May 2014) and giving the inspiring opening remarks which called governments to action.

The meeting was attended by over 900 delegates from 140 governments, 30 international organizations and civil society representatives and there was a widespread appreciation for the enhanced focus given to the development dimension of the substantive discussions.

I recall your suggestion in the opening remarks that our “voices can impress upon those drawing up the post-2015 framework” and your encouragement, when we met with the GFMD Troika on 21 February 2014, to feed in the results from the GFMD Summit Meeting to the continued post-2015 process. In response, I hereby submit the recommendations that came out of the GFMD Summit Meeting on including migration in the post-2015 development agenda. These were endorsed at the meeting and the Swedish Chair was requested to submit them to your esteemed office.

There was an explicit expectation expressed at the meeting that these would be taken into consideration in the drafting of the Secretary-General’s Synthesis Report on the Sustainable Development Goals.

A more comprehensive account of the outcomes from the GFMD Summit Meeting will be made available in the GFMD Chair’s Report. The Chair of the GFMD remains at the disposal of your office to elaborate on the recommendations presented below.

Yours sincerely,

Eva Åkerman Börje
Ambassador
Chair Sweden GFMD 2013-2014
Secretariat of the Swedish Chairmanship
of the Global Forum on Migration and Development





Recommendations on including migration in the post-2015 Development Agenda from the 7th Summit Meeting of the Global Forum on Migration and Development, Stockholm 14-16 May, 2014

The 7th Summit Meeting of the Global Forum on Migration and Development was held in Stockholm on 14-16 May 2014. Based on existing deliberations on the post-2015 development agenda and notably the Declaration from the High-level Dialogue on International Migration and Development¹, which recognized that migration and mobility should be adequately considered in the elaboration of the post-2015 development agenda, there was a consensus that migration must be included in the post-2015 development agenda. The GFMD Summit Meeting thus largely focused on how migration should be included in the post-2015 development agenda.

Two main principles were laid down for this:

1. Migration is first and foremost about human beings and the protection of their human rights and fundamental freedoms, irrespective of their migration status, needs to be included in the post-2015 development agenda.
2. There is consensus that migrants and migration should be recognized as enablers of development and should be included as such.

The GFMD Summit Meeting resulted in an endorsement of the recommendations proposed in the background paper for the meeting (see annex). In short, these entail that migrants and migration related aspects should be: 1) included in the narrative of the agenda; 2) clustered and included within a Means of Implementation/Global Partnerships focus area; 3) included as targets under the following SDGs: Poverty Eradication; Education; Health and Population Dynamics; Economic growth and Decent work for all; Promoting Equality; and 4) that targets and indicators are disaggregated to account for development outcomes of migrants and their families.

A number of targets were suggested, including, but not limited to, the following areas:

- Protecting human rights of migrants and preventing labour exploitation, discrimination and xenophobia;
- Reducing the costs of recruitment and remittances' and enhancing financial inclusion of migrants;
- Enhancing access to, and portability of, social security benefits;
- Facilitating mobility and the portability of skills, e.g. through bilateral and multilateral agreements.

There was a strong call to refer to the GFMD background paper's annexes as well as the Recommendations from the Global Experts Meeting on Migration in the Post-2015 Development Agenda, held in Dhaka 28-29 April 2014, for concrete suggestions of how such migrant and migration targets and indicators could be formed.

¹ General Assembly, Declaration of the High-level Dialogue on International Migration and Development, A/68/L.5, 1 October 2013.

Annex VII Terms of Reference for the Steering Group

STEERING GROUP – TERMS OF REFERENCE ¹ AND GUIDELINES FOR MEMBERSHIP

In line with the Operating Modalities endorsed at the first meeting of the Global Forum on Migration and Development (GFMD) in Brussels on 9-11 July 2007, the GFMD Steering Group should be comprised of governments that are firmly committed to providing sustained political and conceptual support to the GFMD process and to the Chair-in-Office, and to ensuring continuity of the process. In addition, the GFMD Assessment Report clarifies that Steering Group members should provide financial support if possible.

A: Mandate

The Steering Group (SG):

- a. gives overall strategic direction to the work of the GFMD;
- b. considers and advises on all relevant policy issues pertaining to the smooth running of the GFMD process, including on the annual GFMD budget and the appropriate liaison with other stakeholders such as the Global Migration Group (GMG), including the United Nations, Regional Consultative Processes, civil society and other relevant bodies;
- c. provides advice, as required, to the Chair-in-Office, on the elaboration of the GFMD agenda and work plan; and
- d. periodically evaluates, through assessments when required, the activities of the Forum, both in terms of process and content, and provides related suggestions and proposals.

B. Responsibilities and expectations of Steering Group members

- a. Sustained commitment and active engagement in the GFMD process, both substantively and/or financially.
- b. Promote the GFMD process by encouraging other governments to become engaged in Forum-related activities.
- c. Assist the Chair-in-Office in seeking technical and financial support for the GFMD process.

C. Membership

Principles for membership

In 2013, the SG members agreed that demonstrated commitment and real engagement in the GFMD is a prerequisite for membership in the GFMD Steering Group. Commitment and engagement implies both intellectual/substantive inputs and, to the extent possible, also financial contributions. Furthermore, the SG composition should

¹Terms of Reference (TORs) of the GFMD Steering Group were first defined in October 2007, under the Chairmanship of the Philippines. Some of its provisions are retained in this updated TORs.

take the principles of regional balance and different migration perspectives into consideration.

Rotation of members

The number of members of the SG should be kept to no more than 30 members. In order to allow for new members to join the SG and at the same time avoid expanding its size, an informal rotational system is applied to allow countries to express their interest to join the SG and for others to rotate off for a certain period of time.

Once a year, in connection with the annual pledging meeting to be convened by the Chair-in-Office, countries are asked to reconfirm their interest and commitment to continue as members of the SG the following year. Non-SG members are at the same time given the possibility to express their interest to join the SG for a certain period of time.

At the pledging meeting, countries are asked to indicate their intended contributions – financial and/or substantial -- to the GFMD process. Financial contributions are offered on a voluntary basis. Substantial contributions could take various forms, such as by membership/chairmanship of roundtable sessions or co-convening GFMD preparatory thematic meetings, expertise to the Expert Networks, secondments of government staff and contributions to the Policy and Practice Database.

Determinations of composition of membership

Based on expression of interest the Troika will agree on the composition of SG members. The main starting points would be prior participation and demonstration of commitment to the GFMD process. Should there be too many countries interested in joining the SG and no country willing to rotate off, informal consultations will be held between the Troika and non-active members to explore if these members would be willing to rotate off for a period of time.

- D. Chairmanship** – The Steering Group is convened and chaired by the Chair-in-Office.
- E. Funding** – Costs of participation in the meetings of the Steering Group are borne by the SG members.
- F. Schedule and venue of Meetings** – The Steering Group meets at the request of the Chair-in-Office, approximately 3-4 times a year. It meets in Geneva, unless otherwise agreed by the members.

Annex VIII Acknowledgements; Financial Contributions to the GFMD 2013-2014 Budget



ACKNOWLEDGEMENT

Financial Contributions to the GFMD 2013-2014 Budget

The Government of Sweden extends its gratitude to the Governments of Australia, Belgium, Canada, France, India, Israel, Liechtenstein, Mexico, Netherlands, Norway, Spain, Sweden, Switzerland, Turkey, United Arab Emirates, United Kingdom and United States for offering financial support to the Swedish Chairmanship of GFMD 2013-2014.



Annex IX Final Financial Report



GLOBAL FORUM ON MIGRATION AND DEVELOPMENT GFMD 2013 - 2014

FINAL FINANCIAL REPORT

for the period from 01 January 2013 to 30 June 2014

<u>CONTRIBUTIONS</u>	USD
I. LEFT-OVER FUNDS FROM PREVIOUS GFMD	
France / GFMD 2012	3,464
India / GFMD 2012	50,000
Liechtenstein / GFMD 2012	25,079
Mexico / GFMD 2012	50,000
Norway / GFMD 2012	90,376
Spain / GFMD 2010/2011	79,102
Turkey / GFMD 2012	150,000
United Arab Emirates / GFMD 2012	150,000
<i>Sub-total I. Left-over funds from previous GFMD</i>	598,021
II. 2013-2014 FRESH CONTRIBUTIONS	
Australia / July 2013	75,000
Australia / May 2014	100,000
Belgium / EUR 20,000 / September 2013	26,076
Belgium / EUR 30,000 / July 2014	40,761
Canada / Decemebr 2013	25,000
Israel / December 2013	5,000
Liechtenstein / CHF 30,000 / July 2013	31,746
Netherlands / EUR 50,000 / November 2013	67,024
Norway / NOK 300,000 / May 2014	50,075
Sweden / SEK 1,000,000 / January 2014	154,131
Sweden / SEK 1,300,000 / June 2013	197,358
Switzerland / August 2013	80,000
Switzerland / CHF 100,000 / August 2013	107,527
Switzerland / February 2014	67,800
Switzerland / May 2014	20,000
Switzerland / September 2013	80,000

Turkey / EUR 500,000 / November 2013	688,705
United Kingdom / GBP 20,000 / March 2014	33,003
United States of America / September 2013	160,000
Sub-total II. 2013-2014 Fresh contributions	2,009,206

<u>Total resources</u>	<u>2,607,227</u>
-------------------------------	-------------------------

<u>EXPENDITURE</u>	<u>Budget</u>	
I. PREPARATORY COSTS		
1. Preparatory Meetings in Geneva	50,000	45,891
2. Thematic Meetings	320,200	265,560
2.1 <i>Travel and participation costs of Developing countries</i>	250,800	197,163
<i>including travel support service from IOM</i>		
2.2 <i>Organizational costs</i>	69,400	68,397
3. Research / Consultancy	50,000	43,313
Sub-total I. PREPARATORY COSTS	420,200	354,764
II. FINAL MEETING		
1. Travel and Participation Costs of Developing Countries and Panelists, including travel support service from IOM	649,434	360,422
2. Organizational Costs of GFMD 2014 Stockholm meeting	895,500	28,175
Sub-total II. FINAL MEETING	1,544,934	388,596
III. GFMD SU		
1. Staff costs	722,867	616,467
2. Office costs	106,910	147,322
3. Overhead	41,489	38,236
Sub-total III. GFMD SU	871,266	802,025
IV. CONTINGENCY (3%)	85,092	-
V. CIVIL SOCIETY	-	125,000
Total Expenditures	<u>2,921,492</u>	<u>1,670,385</u>
Balance of resources carried forward at 30 June 2014		<u>936,843</u>

The actual expenditure of GFMD 2013-2014 was exceptionally lower than projected because of the following reasons: i) The Government Offices of Sweden shouldered 95% of the total organizational costs of the Forum Meeting; ii) Actual costs of ticket and other travel related expenses of funded delegates, both for the thematic and Forum meetings, were 45% lower than estimated by the service provider iii) Preparatory costs were 15% less than projected because of actual costs of organizing four thematic meetings iv) Actual costs of the GFMD Support Unit were lower than projected due to the delay in hiring process. For further information regarding the financials please see "Final Narrative Report – Contributions to GFMD 2013-2014 Budget".